

Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 12 MARS 1932

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 12TH MARCH, 1932

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUEBEC"

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: $1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES.

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: $1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are

l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.

Hôtel du gouvernement. 1407–10–9

strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. 1408–10–9

Lettres patentes

"Associated Constructions, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de février 1932, constituant en corporation: Harold Neumann, Morris B. Signer, et Jacob S. Rotgaus, avocats, de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire affaires comme entrepreneurs pour la construction, la démolition, la modification et la réparation de toutes sortes d'édifices et autres constructions;

Acquérir par achat, échange, bail ou tout autre titre légal, et posséder, détenir, améliorer, administrer, utiliser, développer, s'en servir et en avoir la jouissance ou autrement en faire le commerce, et mettre en valeur, et vendre, louer, échanger ou autrement transférer et disposer d'immeubles ou d'intérêts immobiliers et des édifices ou autres constructions y érigées, concessions forestières, forces hydrauliques et autres, et autres propriétés mobilières et immobilières de toutes natures et descriptions et des droits dans telles propriétés;

Bâtir, posséder, louer, entretenir et exploiter toutes sortes d'édifices et de constructions qui peuvent servir pour aucune fin, avec toutes les sortes de commodités usuelles ou nécessaires ou qui peuvent être avantageusement fournies ou données en rapport avec ces édifices;

Agir comme agents ou procureurs pour l'administration d'immeubles, la vente ou l'administration de propriété, le placement, la manipulation, le prêt, le paiement, la transmission et l'encaissement de deniers, rentes, intérêts, dividendes, hypothèques, obligations, débentures et au-

Letters patent

"Associated Constructions, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of February, 1932, incorporating: Harold Neumann, Morris B. Signer, and Jacob S. Rotgaus, advocates, of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of contractors for the construction, wrecking, alteration and repair of all kinds of buildings and other structures;

To acquire by purchase, exchange, lease or any other legal title, and to possess, hold, improve, administer, utilise, develop, use and enjoy, or otherwise deal with and turn to account, and to sell, lease, exchange or otherwise make over and dispose of real estate or interests therein, and buildings or other structures thereon erected, timber limits, water and other powers, and other moveable and immoveable property of all kinds and descriptions and rights in such property;

To build, own, lease, maintain and operate all kinds of buildings and structures to be used for any purpose, together with all forms of conveniences, usual or necessary or which can be advantageously furnished or supplied in connection therewith;

To act as agents or attorneys for the management of estates, the sale or management of property, the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of monies, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, debenture and other securities, and the undertaking of

tres valeurs et l'entrerpise d'enquêtes, évaluations, ventes, échanges, baux, subdivisions et autres choses similaires;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, privilèges ou charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou de toutes sommes d'argent dues à la compagnie par les acheteurs, ou avancées par la compagnie aux acheteurs ou à d'autres personnes pour fins de construction ou pour d'autres améliorations ou pour toutes sommes d'argent dues à la compagnie pour aucune raison;

Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

Contracter des emprunts d'argent sur le crédit de la compagnie par l'émission d'obligations, débentures ou autrement;

Faire des opérations de prêts et placements de toutes sortes, excepté les affaires de banques;

Exercer toute autre industrie ou entreprise qui sembleront à la compagnie susceptibles d'être convenablement ou avantageusement exercées en rapport avec l'industrie et les objets de la compagnie et acquérir, acheter, louer et mettre en opération le commerce, les propriétés et l'entreprise, en tout ou en partie, de toute compagnie, firme, ou individu exerçant tout commerce similaire ou incident au commerce de cette compagnie ou susceptible d'être exploité en rapport avec tels objets, ou qui peut être jugé avantageux ou profitable à la compagnie;

Acheter, louer, échanger ou autrement acquérir, et posséder toutes les propriétés mobilières et immobilières que la compagnie pourra juger nécessaires ou utiles pour son industrie ou ses opérations comprenant des marques de commerce, dessins industriels, brevets, droits brevetés, permis, franchises, droits et privilèges de toute nature quelconque;

Se fusionner ou conclure tous arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou autres, avec toute personne, firme ou compagnie exploitant ou sur le point d'exploiter tout commerce ou toute transaction que cette compagnie est autorisée à exploiter, ou tout commerce ou toute transaction susceptibles d'être exercés de façon à profiter à cette compagnie;

Souscrire, recevoir ou de toute manière acheter ou acquérir les actions et valeurs de toute compagnie, et les accepter en paiement total ou partiel du prix ou comme considération de la vente, location, concession ou autre aliénation de tous biens, droits ou obligations qui peuvent être détenus ou possédés par, ou dus à cette compagnie, et ces actions et valeurs les détenir, voter sur icelles, les gager, vendre, revendre ou autrement les négocier comme cette compagnie le jugera à propos;

Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer ou autrement disposer de la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la

investigations, valuations, sale, exchange, leases, subdivisions and the like;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or money due to the company from purchasers, or advances by the company to purchasers or others for building purposes or other improvements, of moneys owing to the company for any reason;

To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immovable property of the company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

To borrow money upon credit of the company by the issue of bonds, debentures or otherwise;

To carry on loan and investment operations of every kind, excepting the business of banking;

To carry on any other business or enterprise which may seem to the Company capable of being conveniently or advantageously carried on in connection with the business and objects of the Company and to acquire, purchase, lease and operate the business, property or undertaking in whole or in part of any company, firm, or individual carrying on any business similar or incidental to the business of this Company or being capable of operated in connection therewith, or which may be deemed beneficial or profitable to the Company;

To purchase, lease, exchange or otherwise acquire and possess all movable and immovable property which the company may deem necessary or useful for its business or operation, including trade marks, industrial designs, patents, patent rights, licenses, franchises, rights and privileges of any kind whatsoever;

To amalgamate or enter into any agreement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, firm or company carrying on or about to carry on any business or transaction which this Company is authorized to carry on, or any business or transaction capable of being conducted so as to benefit this Company;

To subscribe for, receive or in any way purchase or acquire the shares and securities of any company, or to accept the same in whole or in part payment of the price or consideration of the sale, lease, concession or other disposal of any property, rights or obligations which may be held or enjoyed by, or due to this Company, and such shares and securities to hold, vote upon, pledge, sell, re-sell or otherwise deal with as this Company may see fit;

To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock and other securities of this company, either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, movable or immovable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this company, upon such terms and conditions

jouissance, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

Faire des prêts ou avancer des deniers à toute compagnie, firme ou individu, ou garantir leur contrat, ou les indemniser ou se porter garants pour eux ou leur aider autrement, et placer toute partie des fonds de cette compagnie sur toutes propriétés mobilières ou immobilières et dans toutes autres entreprises ou valeurs que cette compagnie pourra juger convenables de temps à autre;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus dans ou concernant la formation ou l'organisation de cette compagnie ou la conduite de ses opérations;

Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

Faire toutes les choses précitées et toutes autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets susdits, soit comme principaux ou agents, sous le nom de "Associated Constructions, Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de février 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1547 Sous-secrétaire de la province.

as this company may see fit;

To lend money or advance moneys to, or guarantee the contracts of or indemnity or become security for, or otherwise assist any company, firm or individual, and to invest any of the moneys of this company, in or upon any property, moveable or immoveable, and such other undertakings or securities as this company may from time to time deem expedient;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in or about the formation or promotion of this company or the conduct of its business;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To do all the above things and all other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, whether as principals or agents, under the name of "Associated Constructions, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head offfice of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of February, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1548 Assistant Provincial Secretary.

"Bucks Food Products Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de février 1932, constituant en corporation Hyman Baker, avocat, Harvey Golden, commis, et Louis M. Goldberg, comptable, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de préparations alimentaires et produits alimentaires;

Exercer et exploiter, soit directement ou par la possession d'actions du capital-actions une ou plusieurs corporations présentement incorporées ou devant l'être dans l'avenir, l'industrie de la production, fabrication, préparation, achat, vente et commerce de viandes, produits de la viande, produits alimentaires, et généralement exercer dans toutes ses spécialités l'industrie de fabricants, importateurs et exportateurs et marchands de toutes sortes de marchandises ou provisions, comprenant tous produits ordinairement compris dans tel commerce;

Exercer dans toutes ses spécialités l'industrie d'empaquetage, abattoirs, fondoirs, fabriques de saucisse, et ouvrir des boucheries;

Ouvrir des magasins, agences, dépôts et autres marchés pour la vente des produits de la compagnie, et empaqueter, sécher, fumer, mettre en boîtes, et embouteiller, et préparer pour la consommation et l'usage et acheter, vendre et faire le commerce de tous et aucun des produits des bestiaux, mouton, porcs et autres animaux et les sous-produits d'iceux;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, privilèges ou charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou de tout argent dû à la compagnie

"Bucks Food Products Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of February, 1932, incorporating Hyman Baker, advocate, Harvey Golden, clerk, and Louis M. Goldberg, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and deal in food preparations and food products;

To engage in and carry on, either directly or through the ownership of shares of capital stock of one or more corporations now or hereafter to be incorporated, the business of producing, manufacturing, preparing, purchasing, selling and dealing in meat, meat products, food products, and generally to carry on the business in all its branches as manufacturers, importers and experters of and dealers in all kinds of merchandise or provisions, including everything usually understood thereby;

To carry on the business in all its branches of packers, abattoirs, rendering establishments, sausage manufacturers, and to establish butcher shops;

To establish stores, agencies, depots and other markets for the sale of the products of the company, and to pack, cure, smoke, can, and bottle, and prepare for consumption and use and to buy, sell and deal in all and any products of cattle, sheep, hogs and other animals and by-products thereof;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company from purchasers, or

par les acheteurs, ou avances faites par la compagnie aux acheteurs ou autres, pour fins de construction ou autres améliorations, ou argents dus à la compagnie pour aucune raison;

Acheter, louer, échanger ou autrement acquérir et posséder tous biens mobiliers et immobiliers que la compagnie jugera nécessaire ou utile à ses opérations commerciales;

Placer et disposer des deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis dans telles valeurs et de telle manière qui seront de temps à autre déterminées;

Et il est, par les présentes, ordonné et déclaré que, si autorisés par règlements, sanctionnés par un vote d'au moins les deux-tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale dûment convoquée pour considérer les règlements, les directeurs pourront de temps à autre:

a. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

b. Limiter ou augmenter le montant à être emprunté;

c. Émettre des obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie et les gager ou les vendre pour telles sommes et à tels prix qui seront jugés convenables;

d. Hypothéquer, nantir ou gager les biens réels ou personnels de la compagnie, ou les deux, garantir toutes telles obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs et tout argent emprunté pour les fins de la compagnie, sous le nom de "Bucks Food Products, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en cent (100) actions de deux cents dollars ($200.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité et le district de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de février 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1549 Sous-secrétaire de la province

advances by the company to purchasers or others, for building purposes or other improvements, or moneys owing to the company for any reason;

To purchase, lease, exchange or otherwise acquire and possess all moveable and immoveable property which the company may deem necessary or useful for its business operation;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

And it is hereby ordained and declared that, if authorized by by-laws, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company, represented at a general meeting duly called for considering the by-laws, the directors may from time to time:

a. Borrow money on the credit of the company;

b. Limit or increase the amount to be borrowed;

c. Issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

d. Hypothecate, mortgage or pledge the real or personal property of the company, or both, to secure any such bonds, debentures, debenture stock or other securities and any money borrowed for the purposes of the company, under the name of "Bucks Food Products, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into one hundred (100) shares of two hundred dollars ($200.00) each.

The head office of the company, will be in the city and district of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of February, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1550 Assistant Provincial Secretary.

"Canadian Livestock Co-Operative of Quebec, Limited"—Coopérative Canadienne de Bétail de Québec, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de février 1932, constituant en corporation: Joseph-Félix Desmarais, gérant, Louis-Philippe Deslongchamps, assistant-gérant, tous deux d'Iberville, James Russell Foster, de Saint-Lambert, comptable, Joseph-Théophile Roy, chef de département, Joseph-Delphis Fournier, comptable, Alfred Savoie, secrétaire, Arthur Meunier, gérant, ces quatre derniers de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir, posséder, louer, exploiter et gérer des cours à bestiaux, des entrepôts frigorifiques et autres, des établissements de salaison, de fertilisants, d'abatage et des établissements pour la préparation et la mise en boîte de viande:

Acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder, vendre, céder et transporter ou autrement en disposer, y faire des placements et faire le trafic et le commerce de toutes sortes de machineries, accessoires, fournitures et matériel employés dans l'industrie de l'élevage, de l'abatage et de la vente des animaux domestiques, et tout particulièrement en vue de servir à l'alimentation;

"Canadian Livestock Co-Operative of Quebec, Limitée"—Coopérative Canadienne de Bétail de Québec, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of February, 1932, incorporating: Joseph Félix Desmarais, manager, Louis Philippe Deslongchamps, assistant manager, both of Iberville, James Russell Foster, of Saint Lambert, accountant, Joseph Théophile Roy, department head, Joseph Delphis Fournier, accountant, Alfred Savoie, secretary, Arthur Meunier, manager, these four latter of Montreal, for the following purposes:

To acquire, own, lease, exploit and manage stock yards, cold-storage and other warehouses, packing houses, slaughtering houses, dressed meat and canning plants and plants for the manufacture of fertilizers;

To purchase, or otherwise acquire, hold, own, sell, assign and transfer or otherwise dispose of, invest, trade and deal in all kinds of machinery, accessories, furniture and material employed in the business of breeding, slaughtering and selling of domestic animals, and more particularly with a view to be used for alimentary purposes;

Exercer, dans toutes ses spécialités, le négoce de manufacturiers, producteurs, marchands en gros ou en détail, importateurs et exportateurs en général, sans limitation quant à la classe des marchandises et produits, et manufacturer, produire, préparer, acheter et vendre et autrement faire le commerce de tous les matériaux, articles et choses requis en rapport avec ce qui précède ou qui s'y rattache;

Fabriquer, acheter, vendre et faire le commerce de fertilisants, graisse, suif, huile, peaux, cuir, laine, savon, colle, peinture, vernis, poudre à laver, condiments, liniments, et acheter, vendre, garder, cultiver et faire le commerce de chevaux, bétail, mouton, porcs et autres animaux vivants, et acheter, vendre et faire le commerce de beurre, fromage, saindoux, œufs, volailles, peaux, viandes, provisions, légumes, fruits et toutes sortes d'aliments et de denrées alimentaires; manufacturer, extraire, produire, et faire le commerce de produits et sous-produits qui peuvent être manufacturés, extraits et produits d'aucun des articles précités;

Établir, bâtir, et exploiter des marchés, cours à bestiaux, fondoirs et tous établissements ou bâtiments nécessaires ou utiles pour l'exploitation de l'industrie de la compagnie;

Percevoir et imposer les loyers, dépenses et honoraires pour l'emploi et l'occupation de places de marchés, ou toutes parties d'icelles avec l'approbation des autorités municipales, et acquérir et exploiter des droits, franchises et privilèges en rapport avec aucun des objets précités;

Faire les opérations de voituriers, entreposeurs, camionneurs, expéditeurs, et acquérir, posséder, exploiter et disposer de barges, remorqueurs, entrepôts et matériel roulant et construire, acquérir, posséder, exploiter et disposer de réfrigérateurs, machinerie et matériel pour la fabrication de la glace;

Manufacturer ou autrement acquérir, posséder, détenir, exploiter et disposer de dispositifs brevetés, inventions, licences, concessions, et choses semblables conférant tous droits exclusifs, non-exclusifs ou limités de se servir de tous secrets ou autres procédés, brevets ou autres renseignements relativement à toutes inventions ou brevets d'invention;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir, posséder, détenir, exploiter, louer, vendre ou autrement disposer des industries, immeubles, terrains, propriétés, bâtiments, droits de construction, matériel, marchandises, droits, franchises, contrats et obligations de ou appartenant à toute personne ou compagnie, firme ou corporation exerçant toute industrie semblable à l'industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou semblable aux fins pour lesquelles la constitution en corporation est demandée, ou possédant des biens convenant aux fins de cette compagnie, ou toutes actions du capital-actions, obligations ou autres valeurs de telle corporation, ou les intérêts, parts, ou droits de toute telle personne dans aucune de ses industries, et employer les fonds de cette compagnie pour les acquérir au nom et pour cette compagnie, et les payer en actions entièrement libérées et non sujettes à appel, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie, si jugé à propos ou de toute autre manière;

Hypothéquer, nantir ou gager toute propriété, mobilière ou immobilière, présente ou future, qu'elle pourra posséder dans la province de Québec, pour garantir toutes obligations, débentures ou actions-obligations qu'elle est légalement autorisée à émettre;

To carry on in all its branches, the business of manufacturers, producers, wholesale and retail merchants, importers and exporteurs in general without restriction as to the class of merchandise and products, and to manufacture, produce, prepare, purchase and sell and otherwise deal in all materials, articles and things required in connection with or incidental to the foregoing;

To manufacture, purchase, sell and deal in fertilizers, grease, tallow, oil, skins, leather, wool, soap, glue, paint, varnish, washing powders, dressings, liniments, and to purchase, sell, keep, raise and deal in horses, cattle, sheep, hogs and other livestock, and to buy, sell, and deal in butter, cheese, lard, eggs, poultry, hides, meat, provisions, vegetables, fruits, and all other classes of food and food-stuffs; and to manufacture, extract and produce and deal in all products and by-products which may be manufactured, extracted or produced from any of the foregoing articles;

To establish, erect and operate markets, stock-yards, rendering houses or any establishments or buildings necessary or useful for the carrying on of the company's business;

To collect and levy rents, expenses and dues for the use and occupation of market stalls or any part thereof with the consent of the municipal authorities, and to acquire and operate rights, franchises and privileges in connection with any of the aforesaid objects;

To carry on the business of carters, warehousemen, draymen, forwarders and to acquire, hold, operate and dispose of barges, tugs, warehouses and rolling stock and to construct, acquire, own, operate and dispose of refrigerating plants, machinery and plant for the manufacture of ice;

To manufacture or otherwise acquire, own, hold, operate and dispose of patent devices, inventions, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive, unexclusive or limited right to use any secret or other process, patent or any information as to any invention or patent of invention;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, own, hold, operate, lease, sell or otherwise dispose of the businesses, real estate, lands, properties, buildings, building rights, plant, stock, rights, franchises, contracts and liabilities of or appertaining to any person, firm or corporation carrying on any business akin to the business which this company is authorized to carry on or similar to the purposes for which incorporation is sought, or who or which may be possessed of property suitable for the purposes of this company or any shares in the capital stock, bonds or other securities in such corporation or interest, share or right of any such person in any such business, and to use the funds of this company for the acquiring of the same in the name and on behalf of this company, and to pay for any such in fully paid up and non-assessable shares, bonds, debentures or other securities of the company if desired, or in any other way;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, which it may own in the Province of Quebec for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

Se fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie; garantir le paiement du capital et des intérêts de toutes obligations, débentures ou autres valeurs de toute compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et garantir le service de dividendes sur les actions du capital-actions de toute autre compagnie dont la majorité du capital-actions est contrôlée par cette compagnie et, pour telles fins et aucune d'icelles, hypothéquer, nantir ou gager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, qu'elle pourra posséder dans la province de Québec;

Promouvoir, organiser, développer, administrer et aider à promouvoir, organiser et administrer toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Agir comme agents pour des commerçants, manufacturiers ou producteurs d'aucun des articles susmentionnés et faire toute convention pour le partage des produits, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions avec toute personne, firme ou corporation, s'occupant ou sur le point de s'occuper de tout commerce semblable au commerce pour lequel on demande d'être constitué en corporation, et leur aider par garantie et endossement, prêt, garantie de contrat ou autrement;

Vendre, céder, louer ou disposer autrement des biens, droits, privilèges et entreprises de la compagnie, ou toute partie d'iceux, pour telle considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement, mais sans limiter la portée des termes qui précèdent, pour des actions, débentures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie, et distribuer toute propriété de la compagnie en nature, entre ses membres, par voie de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie et de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Faire toute convention avec toutes autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront favoriser les objets de la compagnie ou aucun d'iceux, et obtenir d'aucune de ces autorités tous droits, franchises, privilèges, exemptions et concessions que cette compagnie croira désirable d'obtenir, et mener à bonne fin, et exercer tels arrangements, droits, franchises, privilèges, exemptions et concessions, ou s'y conformer;

Faire toutes affaires et choses, transiger toutes opérations, et acquérir par achat, bail, concession, licence, échange, ou autre titre légal, posséder, détenir, aliéner, céder, transporter, louer ou autrement disposer et faire le commerce de tous droits et biens ou autre actif ou choses nécessaires ou, dans l'opinion de la compagnie, utiles ou convenables pour mener à bonne fin les objets pour lesquels cette demande est faite, ou dans le but d'augmenter, d'étendre ou d'avancer d'aucune manière la portée projetée de l'industrie présentement constituée, sous le nom de "Canadian Livestock Co-operative of Quebec, Limited–Coopérative Canadienne de Bétail de Québec, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company; to guarantee the payment of capital and interest on all bonds, debentures or other securities of any company having objects in whole or in part similar to those of this company; and to guarantee the payment of dividends on the shares of the capital stock of any other company, the majority of whose capital stock is controlled by the said company, and for such purposes or any one thereof, to hypothecate, mortgage or pledge any movable or immovable property, present or future, which it may own in the Province of Quebec;

To promote, organize, develop, manage or assist in the promotion, organization or management of any corporation, company, syndicate, undertaking or enterprise having objects in whole or in part similar to those of the present company;

To act as agents for, dealers in or manufacturers of or producers of any of the foregoing articles, and to enter into any agreement as to the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, amalgamation, and reciprocal concession with any person, firm or corporation engaged in or about to carry on any business similar to the business for which incorporation is now sought and to assist them by guarantee and endorsement, loan, guarantee of contract or otherwise;

To sell, assign, lease or otherwise dispose of the property, rights, privileges and undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular, without limiting the generality of the preceding terms, for shares, debentures, bonds or other securities of any other company, and to distribute any property of the company in specie, among its members, by way of lawfully declared dividends out of the net profits of the company and in the manny set forth in article 81 of the Quebec Companies' Act;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, franchises, privileges, exemptions and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, franchises, privileges, exemptions and concessions;

To do all matters and things, transact all business and acquire by purchase, lease, concession, license, exchange or other legal title, own, hold, alienate, cede, transfer, lease or otherwise dispose of and deal in all rights, property or other assets or things necessary, or in the opinion of the company useful or convenient for the proper fulfilment of the objects for which incorporation is sought, and for the purpose of enlarging, extending or in any way advancing the intention, scope or extent of the business to be hereby incorporated, under the name of "Canadian Livestock Co-operative of Quebec, Limited—Coopérative Canadienne de Bétail de Québec, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

Tout actionnaire n'aura droit qu'à un vote, quel que soit le nombre de ses actions, et nul n'aura le droit de se faire représenter par procuration, aux assemblées générales de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de février 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1551 Sous-secrétaire de la province.

No shareholder shall be entitled to more than one vote, regardless of the number of shares he holds, and no shareholder shall have the right to be represented by proxy, at the general meetings of the company.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of February, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1552 Assistant Provincial Secretary.

"Lewis Faber & Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de février 1932, constituant en corporation: Lazarus Phillips, avocat et conseil en loi du roi, Lionel Albert Sperber et Louis Mortimer Bloomfield, avocats, de la cité de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et généralement faire le commerce en gros et en détail, et comme principaux ou comme agents, de vêtements de toute description pour hommes, jeunes gens et garçons, et aussi faire affaires comme tailleurs;

Payer toute propriété mobilière ou immobilière, droits, privilèges, commerce ou franchises que cette compagnie peut acquérir ou, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus ou qui seront rendus à la compagnie, en actions entièrement libérées, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie;

Acquérir par achat, location, échange, gratification, concessions ou autre titre légal et détenir et posséder des terrains ou immeubles de toute description, nécessaires ou utiles aux fins du commerce de la compagnie et vendre, louer, arrenter, transporter, échanger, hypothéquer, disposer et autrement faire le commerce de terrains et immeubles à tels termes et conditions que la compagnie croira profitables;

Garantir et donner des garanties et se porter garants du paiement de billets promissoires, lettres de change, et autres obligations de toute autre corporation, firme ou individu;

Se fusionner, faire le partage des profits ou s'unir avec toutes personnes ou compagnies exerçant tout commerce semblable ou similaire à celui que la compagnie a l'autorisation d'exercer, aux termes que cette compagnie pourra déterminer;

Acheter, prendre en échange ou en paiement ou acquérir autrement, posséder et détenir, et vendre et aliéner des actions, obligations et autres valeurs d'autres compagnies dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie et acquérir, détenir, vendre et aliéner des droits chirographaires, privilèges ou gages dans et d'autres compagnies ou individus;

S'ils y sont autorisés par un règlement sanctionné par le vote d'au moins les deux tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale convoquée pour considérer tel règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:

a. Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

"Lewis Faber & Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of February, 1932, incorporating: Lazarus Phillips, advocate and King's Counsel, Lionel Albert Sperber and Louis Mortimer Bloomfield, advocates, of the City of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell and deal generally, both at wholesale and at retail, and as principals or as agents, in men's, youth's and boys' clothing of every description, and also to carry on business as custom tailors;

To pay for any property, moveable or immoveable, rights, privileges, business or franchises which the company may acquire or, with the approval of the shareholders, for any services rendered or to be rendered to the company, in fully paid-up shares, bonds, debentures or other securities of the company;

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or other legal title, and to hold and own lands and immoveables of every description, necessary or useful for the purposes of the company's business, and to sell, lease, rent, convey, exchange, hypothecate, dispose of and otherwise deal with such lands and immoveables, on such terms and conditions as the company may think fit;

To guarantee and give security for and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, and other obligations of any other corporation, firm or individual;

To amalgamate, share profits or unite with any person or company carrying on any business the same as or similar to that which this company is authorized to carry on, on such terms as this company may decide;

To purchase, take in exchange or in payment, or otherwise acquire, own and hold, and to sell and dispose of shares, bonds, and other securities in other companies having objects similar in whole or in part to those of this company, and to acquire, hold, sell and dispose of rights of hypothec, privileges, or pledge in and from other companies or individuals;

If authorized by By-law sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company, represented at a general meeting called for considering the By-law, the Directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Issue debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

c. Nonobstant l'article 2017 du Code Civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, de la compagnie pour assurer le paiement de telles obligations ou autres valeurs ou donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituter l'hypothèque, le nantissement ou le gage mentionnés dans ce paragraphe par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations ou de toute autre manière;

d. Hypothéquer ou nantir les biens immobiliers de la compagnie ou donner en gage ou frapper d'une charge quelconque les biens meubles, ou donner ces diverses espèces de garantie pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligations ou autres valeurs, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la compagnie;

Les limitations et restrictions du présent article ne s'appliqueront pas aux emprunts faits par la compagnie au moyen de lettres de change ou billets faits, tirés, acceptés ou endossés par la compagnie ou en faveur de la compagnie;

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt, non compris les employés actuels et les anciens employés qui peuvent être actionnaires de la compagnie et qui ont continué de l'être après avoir quitté son emploi;

Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire les actions, sous le nom de "Lewis Faber & Co., Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de février 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1553 Sous-secrétaire de la province.

c. Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immovable property, present or future, of the company, to secure any such debentures or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes, and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in this sub-paragraph by trust deed, in accordance with articles 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act, or in any other manner;

d. Hypothecate or mortgage the immovable property of the company, or pledge or otherwise affect the movable property, or give all such guarantee to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

The limitations and restrictions contained in this article shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company;

The number of shareholders shall be limited to twenty, exclusive of the present and past employees who may be shareholders of the company and who have continued so to be after leaving its employ:

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares, under the name of "Lewis Faber & Co., Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of February, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1554 Assistant Provincial Secretary.

"Marché Central, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de février 1932, constituant en corporation: Georges Hamel, commerçant, Henri Hamel, commis, et Dame Lucienne Morin, épouse séparée de biens du dit Georges Hamel, tous trois de la ville de Saint-Jérôme, dans les buts suivants:

Louer, acquérir, posséder, exploiter et maintenir une ou des propriétés pour servir de bureaux à la compagnie;

Etablir des bureaux de renseignements concernant les objets pour lesquels la compagnie est incorporée et les exploiter et les maintenir;

Louer, acquérir, posséder, exploiter et maintenir une ou des propriétés pour les fins pour lesquelles la compagnie est incorporée;

Agir en général comme industriel, fabricant, manufacturier, marchand, courtier intermédiaire, agent en tout genre et pour toutes sortes d'objets en rapport avec les objets pour lesquels la compagnie est incorporée;

Acquérir, posséder ou vendre, louer, engager et disposer de toute propriété mobilière ou immobilière;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, à l'usage d'aucuns secrets ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtra

"Marché Central, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of February, 1932, incorporating: Georges Hamel, trader, Henri Hamel, clerk, and Dame Lucienne Morin, wife separate as to property of the said Georges Hamel, all three of the town of Saint Jerome, for the following purposes:

To lease, acquire, possess, operate and maintain one or several properties to be used as offices by the company;

To establish information bureaus respecting the objects for which the company is incorporated and to operate and maintain the same;

To lease, acquire, possess, exploit, operate and maintain one or several properties for the purposes for which the company is incorporated;

To act generally as industrial, manufacturer, maker, merchant, middleman, agent of every kind and for any purposes and objects connected with the purposes for which the company is incorporated;

To acquire, possess, sell, lease, pledge and dispose of any movable and immovable property;

To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable

susceptible de servir à aucun des objets de la Compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la Compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices ou frais, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant ou se livrant à, ou sur le point de se livrer et d'exercer aucun négoce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun négoce ou genre d'affaires susceptible d'être exercé de manière à être profitable directement ou indirectement à la compagnie;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucune autre fin qui paraîtra directement ou indirectement propre à profiter à la corporation;

Acquérir toutes entreprises semblables à celles de la compagnie, y compris la clientèle, le matériel et les pouvoirs de telle compagnie, et en disposer de la manière qu'elle jugera à propos;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des chèques, billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autre instrument négociable ou transférable;

Accepter du capital, des actions, des débentures, hypothèques ou d'autres valeurs d'aucune compagnie en paiement intégral ou partiel des services rendus, d'aucune vente faite, dettes dues par aucune telle compagnie et agir comme actionnaire de telle compagnie;

Vendre, améliorer, administrer, développer, faire valoir ou autrement disposer de la totalité et d'aucune partie de la propriété foncière et personnelle ou des droits de la compagnie;

Avec l'approbation des actionnaires, émettre et répartir comme acquittées des actions du capital social de la compagnie en paiement complet ou partiel de tous services rendus avant ou après l'incorporation, du prix d'achat de toute propriété mobilière ou immobilière, brevet ou droit de brevet;

Généralement faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités ou d'aucun d'eux;

Agir comme Compagnie pour faire le commerce en gros et en détail, et agir généralement comme commerçant pour faire le commerce de boucher, épicier, restaurateur, pâtissier, et tout commerce en général, sous le nom de "Marché Central, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en quarante (40) actions de cinq cents dollars ($500.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la ville de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de février 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1555 Sous-secrétaire de la Province.

of being used for any of the purposes of the Company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information thus acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To organise one or more companies to take over the whole or any part of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may appear directly or indirectly calculated to benefit the corporation;

To acquire any business similar to that of the company, including the good-will, plant and powers of such undertakings and to dispose of same in such manner as may be deemed fit;

To draw, underwrite, accept, endorse, pay out and issue cheques, promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To accept stock, shares, debentures, hypothecs or other securities of any company, in full or part payment for services rendered, sale made, debt due by such company and act as shareholder of such company;

To sell, improve, administer, develop, turn to account or otherwise dispose of the whole or any part of the real and personal property or rights of the company;

With the approval of the shareholders, to issue and allot as paid up shares of the capital stock of the company, in full or part payment for all services rendered before or after incorporation, the purchase price of any movable or immovable property, patents or patent rights;

Generally to do all things incidental or conducive to the attainment of the aforementioned objects or any of same;

To act as a wholesale and retail company, and generally to act as tradesmen and to carry on on business as butchers, grocers, restaurant keepers, pastrymen, and all business in general, under the name of "Marché Central, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into forty (40) shares of five hundred dollars ($500.00) each.

The head office of the company, in the town of Saint Jerome, County of Terrebonne, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of February, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1556 Assistant Provincial Secretary.

"Mayflower Lunch, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de février 1932, constituant en corporation: Bernard Godenberg, avocat, Michael L. Brown, courtier en assurance, et Dora

"Mayflower Lunch, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of February, 1932, incorporating: Bernard Godenberg, advocate, Michael L. Brown, insurance broker, and Dora Stonefelt, spinster

Stonefelt, fille majeure, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce de tenanciers d'hôtel, restaurant, café, taverne, comptoirs de rafraîchissements et pensions, hôteliers licenciés, marchands de vin, bière et liqueurs alcooliques et tabac, importateurs et manufacturiers d'eaux gazeuses, minérales et artificielles et autres breuvages, pourvoyeurs, promoteurs d'amusements publics en général, propriétaires d'automobiles, carrosses, fiacres et voitures, propriétaires d'écuries de louage, agents d'immeuble, courtiers, voituriers et entreposeurs; construire, ériger et exploiter des hôtels, appartements et habitations, boutiques, fabriques, travaux, machineries, résidences, maisons de pension, buanderies et lieux d'amusements;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, aussi exercer, exécuter, et avoir la jouissance d'une licence, d'un pouvoir, d'une autorité, franchise, concession, des droits, privilèges qu'aucun gouvernement ou autorité, aucune corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer, contribuer et aider à leur donner effet, affecter aucune des actions, obligations ou valeurs de la compagnie à en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous biens personnels et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Solliciter, acheter, ou autrement acquérir des patentes, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif, ou limité de se servir d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui sembleront propres à servir à aucun des objets de la compagnie, et dont l'acquisition peut paraître susceptible directement ou indirectement de profiter à la présente compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière, sous le nom de "Mayflower Lunch, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de février 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1557 Sous-secrétaire de la province.

of the lawful age of majority, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, restaurant, café, tavern, refreshment booth and lodging-house keepers, licensed victuallers, wine, beer and spirit and tobacco merchants, importers and manufacturers of aerated, mineral and artificial waters and other drinks, purveyors, caterers for public amusements generally, automobile, coach, cab and carriage proprietors, livery stable keepers, real estate agents, brokers, carriers and warehousemen; to construct, erect and operate hotels, apartments and dwelling houses, shops, factories, works, machinery, residences, boarding houses, laundries and places of amusement;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights, privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to the use or any secrets or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

To do all such other things are as incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Mayflower Lunch, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of February, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1558 Assistant Provincial Secretary.

"McKee, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Qubec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de février 1932, constituant en corporation: Frederick Samuel Rugg, avocat et conseil en loi du Roi, Charles de Labrocquerie Mignault et Bartley Nelson Holtham, avocats, tous de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, pour les fins suivantes:

"McKee, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of February, 1932, incorporating: Frederick Samuel Rugg, advocate and King's Counsel, Charles de Labroquerie Mignault and Bartley Nelson Holtham, advocates, all of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, for the following purposes:

Assumer et acquérir comme industrie en exploitation, de Lloyd R. McKee, toutes les propriétés, stock, marchandises, biens et clientèle du commerce autrefois et présentement exercé par lui en la cité de Sherbrooke, sous le nom "McKee Sales & Service" et "Sherbrooke Radio & Equipment", et assumer toutes ou aucune des dettes et obligations commerciales dudit Lloyd R. McKee, et payer pour les biens et entreprises ainsi acquis entièrement ou partiellement en argent et/ou actions, obligations ou autres valeurs entièrement acquittées et non sujettes à appel;

To take over and acquire as a going concern, from Lloyd R. McKee, all the property, stock, merchandise, assets and goodwill of the business heretofore and presently carried on by him at the city of Sherbrooke under the name of "McKee Sales & Service" and "Sherbrooke Radio & Equipment", and to assume all or any of the business debts and obligations of the said Lloyd R. McKee and to pay for the assets and undertakings so acquired wholly or partly in cash and or stocks, bonds, or other securities fully paid up and non-assessable;

Exercer le commerce dans toutes ses spécialités de manufacturiers, agents, acheteurs, importateurs et exportateurs et négociants de toutes sortes d'appareils électriques, magnétiques, galvaniques, de radio, de sans fil, de chemins de fer et de tramways et dispositifs et accessoires requis ou susceptibles d'être utilisés en rapport avec la génération, distribution, approvisionnement, accumulation et usage de l'électricité;

To carry on the business in all its branches of manufacturers, agents, purchasers, importers, and exporters of, and dealers in all kinds of electric, magnetic, galvanic, radio, wireless, railway and tramway apparatus, and supplies and accessories required for or capable of being used in connection with the generation, distribution, supply, accumulation and use of electricity;

Exercer le commerce dans toute ses spécialités d'électriciens, d'ingénieurs mécaniciens et de compagnies de lumière électrique, et en particulier construire, poser, établir, fixer, placer tous câbles, fil, lignes, accumulateurs, lampes et travaux nécessaires de toutes sortes en rapport avec la fabrication ou l'usage de l'électricité dans le district de Saint-François;

To carry on the business in all its branches of electricians, of mechanical engineers and of electric light company, and in particular to construct, lay down, establish, fix and lay down all necessary cables, wires, lines, accumulators, lamps and works of every kind in connection with the manufacture or use of electricity in the district of Saint Francis;

Acheter, louer ou autrement acquérir des immeubles, terrains, locations, droits de surface, limites à bois, permis de coupe de bois, pouvoirs hydrauliques, droits fluviaux, lots de grève, drosts riverains, et droits gouvernementaux, municipaux, civils et autres, privilèges, franchises, immunités et permis de toutes sortes, et les posséder, détenir, utiliser, en avoir la jouissance, les louer, vendre, échanger ou autrement les négocier ou en disposer;

To purchase, lease or otherwise acquire real estate, lands, locations, surface rights, timber limits, timber licenses, water powers, river rights, water lots, riparian rights, and government municipal, civic, and other rights, privileges, franchises, easements, and licenses of all kinds, and to own, hold, use, enjoy, lease, sell, exchange or otherwise deal in or dispose of the same;

Acheter, louer ou autrement acquérir, et construire, bâtir, ériger, aménager, améliorer, maintenir, exploiter ou aider à la construction, l'aménagement, le maintien et l'amélioration d'usines, moulins, entrepôts ou autres bâtiments publics et privés, et tous travaux d'utilité publique ou privée, y compris des embranchements de chemins de fer sur des terrains possédés ou contrôlés par la compagnie, bassins, docks, jetées, embarcadères, quais, ponts, viaducs, aqueducs, chemins, élévateurs, réservoirs, embarquements, et les vendre ou autrement en disposer, construire, acquérir, détenir, gérer, affréter, arrenter, louer, exploiter et vendre toutes sortes de vaisseaux à vapeur, à gazoline et à voile, bateaux-automobiles, remorqueurs, bateaux à vapeur, barges, gabares, allèges, bacs, radeaux, engins, chars, locomotives, véhicules et autres commodités pour le transport des passagers et du fret par terre ou par eau, et exercer le commerce d'agents de vaisseaux, agents de camionnage, gardiens de quais, entreposeurs, propriétaires d'écuries de louage, expéditeurs, transportateurs et camionneurs ordinaires en rapport avec le commerce de la compagnie;

To purchase, lease or otherwise acquire, and to construct, build, erect, equip, improve, maintain, operate or aid in the construction, equipment, maintenance, and improvement of factories, mills, warehouses and other buildings, public and private, and all works of public or private utility, including railway sidings, on lands owned or controlled by the company, basins, docks, jetties, piers, wharves, bridges, viaducts, aqueducts, roads, elevators, reservoirs, embankments, and to sell and otherwise dispose of the same, to construct, acquire, hold, manage, charter, hire, lease, operate and sell all kinds of steam, gasolene and sailing vessels, motor boats, tugs, steamers, barges, scows, lighters, ferries, rafts, engines, cars, locomotives, vehicles and other conveniences for the transportation of passengers or freight by land or water, and to carry on the business of vessel agents, cartage agents, wharfingers, warehousemen, livery stable keepers, forwarders, transporters and common carriers in connection with the business of the company;

Acheter, vendre, échanger, manufacturer et réparer des automobiles et autres véhicules automatiques de toutes descriptions quelconques, et tous accessoires d'iceux, et exercer le commerce de fabricants, négociants, réparateurs, nettoyeurs, emmagasineurs, loueurs et entreposeurs d'automobiles, autocars, motocyclettes, bicycles, vélocipèdes, voitures et véhicules de toutes sortes mûs par un pouvoir mécanique ou non, et toutes machineries, instruments, ustensiles, accessoires, appareils, accumulateurs, générateurs, gazoline, lubrifiants, ciment, solution,

To purchase, sell, exchange, manufacture and repair automobiles and other automatic vehicles of any description whatever and all accessories thereof, and to carry on the business of manufacturers of, dealers in, repairers, cleaners, storers, hirers, and warehousers of automobiles, motor cars, motor-cycles, bicycles, velocipedes, carriages and vehicles of all kinds, whether moved by mechanical power or not, and all machinery, implements, utensils, appliances, apparatus, storage batteries, generators, gasolene, lubricants, cements, solutions, enamels, and all things capa-

émail, et toutes choses susceptibles d'être utilisées en rapport avec iceux ou dans la fabrication, le maintien et le travail d'iceux;

Ériger et établir une ou des fabriques et ateliers et des ateliers de machines, avec l'outillage, les engins et les machineries nécessaires, en vue de fabriquer, acheter, vendre, échanger, ou autrement faire le commerce d'automobiles, camions-automobiles, motocyclettes, bicycles, vélocipèdes, voitures et véhicules de toutes sortes, soit à traction mécanique ou non, et de toutes les machineries, intruments, ustensiles, appareils, accumulateurs, générateurs, gazoline, lubrifiants, ciment, solutions, émaux et de toutes les choses qui peuvent servir avec ces véhicules, ou dans leur fabrication, entretien et exploitation respectivement;

Construire et entretenir des garages pour recevoir et emmagasiner des automobiles et entretenir des garages pour l'hangarage des automobiles privées ou des automobiles à location, en réparation et à bail;

Posséder et exploiter des postes de service pour l'approvisionnement de combustible et lubrifiants pour toutes sortes d'engins à combustion interne;

Faire le commerce général de camionnage, soit par contrat ou autrement;

Acheter, vendre et manufacturer tous matériaux pour la fabrication et la réparation de pneus pneumatiques et solides, et manufacturer, acheter et vendre tous articles de toutes espèces ou toute nature quelconque, se rapportant aux automobiles, pièces ou accessoires d'automobiles concernant les automobiles;

Pour les fins précitées et comme subsidiaires à icelles, faire affaires comme marchands généraux, propriétaires d'hôtels, tenanciers de maisons de pension, cultivateurs, laitiers, marchands de glace, courtiers en immeuble, agents d'assurance, fondeurs de fer, constructeurs de moulins, mécaniciens, forgerons, menuisiers, travailleurs en métaux, imprimeurs, agents généraux, entrepreneurs généraux et manufacturiers d'installations et machineries de toutes sortes en rapport avec le commerce de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et faire le commerce de mines, droits et terrains miniers, fabriquer les produits d'iceux, et manufacturer et faire le commerce de quincaillerie, appareils et accessoires électriques, accessoires utilisés par les constructeurs et tous autres matériaux de construction, qui peuvent être avantageusement utilisés, négociés ou fabriqués en rapport avec telles fins;

Acheter, louer ou autrement acquérir et ériger, aménager, entretenir et mettre en opération des usines d'énergie, installations pour la force motrice, machineries, et travaux pour la génération, l'utilisation, et la distribution de l'électricité, la vapeur, la force pneumatique, hydraulique ou tout autre genre de pouvoir et pour l'éclairage, la chaleur ou toute autre fin dans le district de Saint-François, et conclure des arrangements avec d'autres compagnies, personnes, firmes et corporations et avec tous gouvernements ou autorités, fédéraux, provinciaux, municipaux, locaux ou autres, pour l'éclairage de cités, villes, rues, édifices et autres endroits et pour l'approvisionnement de l'éclairage électrique, la chaleur et la force motrice pour fins publiques et privées, pourvu toujours que les droits, pouvoirs et privilèges conférés, par les présentes, à la compagnie aux fins de générer, vendre et disposer de l'électricité, et autres formes de pouvoir et éclairage, lorsque exercés en dehors des propriétés de la compagnie, soient sujets à toutes les lois et règlementations provinciales et municipales à cet effet;

ble of being used therewith or in the manufacture, maintenance and working thereof;

To erect and establish a factory or factories and workshops and machine-shops with suitable plant, engines and machinery with a view to manufacture, purchase, sell, exchange or otherwise deal in automobiles, motor cars, motorcycles, bicycles, velocipedes, carriages and vehicles of all kinds, whether moved by mechanical power or not, and all machinery, implements, utensils, appliances, apparatus, storage batteries, generators, gasolene, lubricants, cements, solutions, enamels, and all things capable of being used therewith or in the manufacture, maintenance and working thereof respectively;

To construct and maintain garages for receiving and storing automobiles and to maintain garages for the garaging of private automobiles or automobiles for hire, repair and lease;

To own and operate service stations for the supply of fuel and lubricants for all kinds of internal combustion engines;

To carry on the general business of trucking, either by contract or otherwise;

To purchase, sell and manufacture any materials for the making and repairing of pneumatic and solid tires, and to manufacture, purchase and sell any articles of every kind or nature whatsoever pertaining to automobiles, automobile parts or accessories in connection therewith;

For the purposes aforesaid and as subsidiary thereto, to carry on the business of general merchants, hotel proprietors, lodging-house keepers, farmers, dairymen, ice merchants, realty brokers, insurance agents, iron founders, millwrights, machinists, blacksmiths, woodworkers, metal-workers, printers, general agents, general contractors and manufacturers of plant and machinery of all kinds in connection with the business of the company;

To purchase or otherwise acquire and deal in mines, mining rights and lands, to manufacture the products thereof, and to manufacture and deal in hardware, electrical apparatus and supplies, builders' supplies and all other building material, which could be advantageously used, dealt in or manufactured in connection therewith;

To purchase, lease or otherwise acquire and to erect, equip, maintain and operate power houses, power plants, machinery and works for the generation, utilization, and distribution of electric, steam, pneumatic, hydraulic or any other form of power and for lighting, heating or any other purpose in the district of Saint Francis, and to enter into arrangements with other companies, persons, firms and corporations, and with any governments or authorities, federal, provincial, municipal, local or otherwise, for the lighting of cities, towns, streets, buildings and other places and for the supplying of electric light, heat and motive power for public or private purposes, provided always that the rights, powers and privileges hereby conferred upon the company to generate, sell and dispose of electricity, and other forms of power and light, when exercised outside of the property of the company, shall be subject to all provincial and municipal laws and regulations in that behalf;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, brevets d'invention, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité d'utiliser tout secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et utiliser, exercer, développer ou émettre des permis en ce qui les concerne, ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

Acheter, louer ou autrement acquérir et détenir, posséder, utiliser ou jouir et vendre, transporter, louer ou autrement aliéner des immeubles et terrains de toutes descriptions, et construire, exploiter et entretenir des entrepôts, magasins, boutiques, cours, bureaux, hôtels, hangars, maisons de pension, restaurants, résidences et constructions de toute description, sur tels immeubles ou toute partie d'iceux, développer, améliorer et disposer de toutes telles propriétés en lots à bâtir, rues, ruelles, squares ou autrement, et aider et subventionner au moyen de bonis, avances d'argent ou autrement, avec ou sans garantie, les acheteurs ou locataires de toute partie des terrains de la compagnie pour fins de construction ou autres améliorations;

Conclure des conventions avec tout gouvernement ou toutes autorités fédérales, municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les intérêts de la compagnie, ou aucun d'eux, et obtenir de tel gouvernement ou autorité tous droits, privilèges et concessions que la compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dits droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Souscrire, acheter ou autrement acquérir les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation, et les payer en actions, obligations, débentures ou autres valeurs de cette compagnie, et détenir, vendre ou autrement faire le commerce d'actions, obligations, débentures ou autres valeurs ainsi achetées et, durant leur détention, exercer tous les droits et pouvoirs de propriété d'icelles, comprenant les pouvoirs de voter sur icelles, et garantir le paiement du principal, ou des dividendes et intérêts sur les actions, obligations, débentures ou autres valeurs et de toute compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et promouvoir toute compagnie ou corporation ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie ou exploitant tout commerce susceptible d'être exploité de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie ou corporation ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de cette compagnie, et conclure des arrangements pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou autrement, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter toute industrie ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou exploiter, ou susceptibles d'être conduits de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie, et prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider toute telle personne, compagnie ou corporation, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie ou corporation et les vendre, détenir, ou revendre, avec ou sans garantie quant au principal et aux intérêts ou autrement les négocier ou en disposer;

To apply for, purchase or otherwise acquir patents, *brevets d'invention*, licenses, concession and the like, conferring any exclusive or non exclusive or limited rights to use any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, lease or otherwise acquire, and to hold, own, use or enjoy and to sell, convey, lease or otherwise dispose of real estate and lands of all descriptions, and to construct, operate and maintain warehouses, stores, shops, yards, offices, hotels, sheds, boarding-houses, restaurants, dwellings and structures of every description upon such real estate or any part thereof, to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise and to aid and assist by way of bonus, advances of money or otherwise, with or without security, purchasers or lessees of any part of the Company's land for building purposes or other improvements;

To enter into any arrangement with any government or authorities, federal, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the Company's interests or any of them, to obtain from such government or authority any rights, privileges and concessions which the Company may think it desirable to obtain, and to comply with and carry on such rights, privileges and concessions;

To subscribe for, purchase or otherwise acquire the shares, bonds, debentures or other securities of any other company or corporation, and to pay for the same in shares, bonds, debentures or other securities of this Company, and to hold, sell or otherwise deal in the shares, bonds, debentures or other securities so purchased and, while holding the same, to exercise all the rights and powers of ownership thereof, including the voting powers thereof, and to guarantee payment of the principal of, or dividends and interest on the shares, bonds, debentures or other securities and of any company or corporation with which the Company may have business relations, and to promote any company or corporation having objects altogether or in part similar to those of this Company or carrying on any business capable of being carried on so as directly or indirectly to benefit this Company;

To consolidate or amalgamate with any other company or corporation having objects similar in whole or in part to those of this Company and to enter into any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the Company is authorized to engage in or carry on, or capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this Company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, company or corporation, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company or corporation, and to sell, hold, or resell the same, with or without guarantee to principal and interest, or otherwise to deal with, or to dispose of the same;

Acheter, louer, ou autrement acquérir, et détenir, exercer et jouir en son propre nom ou au nom des personnes, firmes, compagnie ou compagnies ci-après s'y rapportant, si dûment autorisées à ces fins, toutes ou aucune des propriétés, franchises, clientèle, droits, pouvoirs, et privilèges détenus ou possédés par toute personne ou firme, ou par toute compagnie ou toutes compagnies exploitant ou formées pour exploiter tout commerce semblable en tout ou en partie à celui que cette compagnie est autorisée à exploiter et payer pour telles propriétés, franchises, clientèle, droits, pouvoirs et privilèges, totalement ou partiellement en deniers ou totalement ou partiellement en actions libérées de la compagnie, ou autrement, et se charger des responsabilités de toute telle personne, firme ou compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, ou toutes débentures, ou autres valeurs de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Prendre part à l'administration, la surveillance ou le contrôle du commerce ou opérations de toute compagnie ou entreprise ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie et à telle fin nommer et rémunérer tous directeurs, comptables, ou autres experts ou agents, et acquérir et exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autre, qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exploitée en rapport avec le commerce ou les objets de la compagnie ou de nature à augmenter directement ou indirectement la valeur de ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie;

Fonder et sustenter, ou aider à établir et sustenter des associations, institutions, fonds, fiducies, et secours propres à profiter aux employés actuels ou anciens de la compagnie, à leurs dépendants ou aux parents de ces personnes, accorder des pensions et allocations, faire des paiements d'assurances, souscrire ou garantir de l'argent pour fins charitables et bienveillantes, pour toute exhibition ou pour aucun objet d'utilité publique, générale ou utile;

Vendre, louer, échanger, disposer ou mettre en valeur ou autrement faire le commerce des biens, droits, franchises, et entreprises de la compagnie ou toute partie d'iceux, pour telle considération que la compagnie jugera convenable, et particulièrement pour des actions, obligations, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et promouvoir toute compagnie ou toutes compagnies aux fins d'acquérir toutes ou aucune des propriétés et biens ou responsabilités de la compagnie, ou pour toute autre fin qui sera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis dans telles valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

Faire autoriser, enregistrer et reconnaître autrement la compagnie dans toute autre province ou pays étranger, et y désigner les personnes comme procureurs ou représentants de la compagnie avec pouvoir de représenter la compagnie dans toutes affaires, conformément aux lois de telle autre province ou pays étranger, et accepter des services pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

To purchase, lease, or otherwise acquire, and to hold, exercise and enjoy in its own name or in the name of the persons, firms, company or companies hereinafter referred to, if hereunto duly authorized, all or any of the property, franchises, goodwill, rights, powers, and privileges held or enjoyed by any person or firm, or by any company or companies carrying on or formed for carrying on any business similar in whole or in part to that which this Company is authorized to carry on and to pay for such property, franchises, goodwill, rights, powers and privileges wholly or partly in cash or wholly or partly in paid-up shares of the Company, or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares of the Company's capital, or any debentures or other securities of the Company or in or about the formation or promotion of the Company, or the conduct of its business;

To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertaking having objects altogether or in part similar to those of this Company, and for that purpose to appoint and remunerate any directors, accountants, or other experts or agents, and to acquire and carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the Company or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trust and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the Company or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To sell, lease, exchange, dispose or turn to account or otherwise deal with the property, rights, franchises, and undertaking of the Company or any part thereof, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this Company, and to promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and assets or liabilities of the Company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company;

To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required upon such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To procure the Company to be licensed, registered or otherwise recognized in any other province or foreign country, and to designate persons therein as attorneys or representatives of the Company with power to represent the Company in all matters, according to the laws of such other province or foreign country, and to accept service for and on behalf of the Company of any process or suit;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Faire des avances de deniers aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats de toutes telles personnes;

Faire toutes telles choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets susdits et faire toutes ou aucune des choses précitées comme principaux, agents ou procureurs;

Distribuer en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus de la compagnie ou de la manière énoncée dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier toutes actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de cette compagnie;

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt;

Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions, sous le nom de "McKee, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de février 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1559 Sous-secrétaire de la province.

"Palace Hotel Co., Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de février 1932, constituant en corporation: John Jacob Spector et Harry Cohen, avocats, et Eileen Gibbons, fille majeure, commis, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer les commerces d'hôtel, restaurant, café, taverne, comptoir de rafraîchissements, salles à dîner, hôteliers licenciés, et marchands de vin, bière et liqueurs alcooliques et tabac, en vertu des lois de la province de Québec et conformément aux dispositions de la Loi des Liqueurs Alcooliques de la province de Québec et tous amendements qui peuvent être apportés en aucun temps à ladite Loi, et détenir des licences ou permis pour la vente des bières et vins, conformément aux dispositions de ladite Loi;

Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement faire le commerce d'immeubles et propriétés immobilières, et négocier pour l'achat, la vente, l'échange ou la location d'immeubles et propriétés immobilières, et généralement faire, dans toutes ses spécialités, les affaires d'agents d'immeubles;

Se charger, comme entreprise en exploitation, de tout autre club, et émettre des actions entièrement libérées et non sujettes à appel, des obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie pour le paiement du prix d'achat dudit club, ou autrement;

Acquérir et généralement entreprendre la totalité ou toute partie du commerce, des propriétés,

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To make cash advances to customers and others having dealings with the Company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To do all such things as are incidental or condicive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents or attorneys;

To distribute in specie, or otherwise, as dividends legally delared out of the surplus of the Company, or in the manner set out in section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the Company, among its members, and particularly any shares, bonds, debentures, or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the Company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this Company;

The number of shareholders shall be limited to twenty;

No appeal to the public to subscribe for shares of the Company shall be made, under the name of "McKee, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Sherbrooke, in the District of Saint Francis.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of February, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1560 Assistant Provincial Secretary.

"Palace Hotel Co., Ltd".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February, 1932, incorporating: John Jacob Spector and Harry Cohen, advocates, and Eileen Gibbons, spinster, clerk, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, restaurant, café, tavern, refreshment booth, dining-room, licensed victuallers, and wine, beer and spirituous liquors and tobacco merchants, in accordance with the laws of the Province of Quebec and under the provisions of the Alcoholic Liquor Act of the Province of Quebec and any amendments that may be made at any time to the said Act, and to hold licenses or permits for the sale of beer and wines under the provisions of the said Act;

To buy, sell, exchange, lease or otherwise deal in real estate and immoveable property, and to negotiate for the purchase, sale, exchange, or lease of real estate and immoveable property, and generally to carry on the business of real estate agents in all its branches;

To take over as a going concern any other club, and to issue fully paid-up and non-assessable shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of the Company for payment of the purchase price thereof or otherwise;

To acquire and generally undertake the whole or any part of the business, property, goodwill

clientèle et entreprise, droits et biens, et assumer la totalité ou toute partie des responsabilités de toute personne, firme, société, association ou compagnie exerçant tout commerce dont les objets sont semblables en tout ou en partie à ceux que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenables pour les fins de la compagnie, et émettre des actions entièrement libérées et non sujettes à appel, des obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie pour le paiement du prix d'achat de telle acquisition; ou payer autrement pour icelle;

Acquérir par achat, bail ou autrement toutes propriétés, mobilières et immobilières, réelles et personnelles, que la compagnie jugera nécessaire pour les fins de ses entreprises, ou toute partie d'icelles, soit directement ou comme un placement de ses fonds de surplus, et les vendre, louer, gager, échanger et les hypothéquer;

Agir comme agents d'immeuble, agents de maison et agents de location et comme incident à telles affaires, faire le commerce d'agents d'assurance-feu;

Acheter ou autrement acquérir et détenir, vendre et faire le commerce de propriétés réelles et personnelles de toutes sortes et droits, et particulièrement des terrains, édifices, héritages, opérations et entreprises commerciales ou industrielles, hypothèques ou charges sur des propriétés personnelles, contrats, concessions, franchises, pensions, brevets, licences, valeurs, polices, dettes de livre, et tout intérêt dans des propriétés réelles ou personnelles, toutes réclamations contre telles propriétés ou contre toute personne ou compagnie et privilèges et droits éventuels de toutes sortes;

Agir comme agents ou procureurs pour la transaction de toutes affaires, l'administration d'immeubles, la vente de propriétés, le placement et la perception de deniers, rentes, intérêts, dividendes, hypothèques, obligations, billets, effets et autres valeurs;

Prendre ou détenir des mortgages pour toute balance impayée du prix d'achat d'aucun des terrains, édifices ou constructions ainsi vendus et vendre ou disposer desdits mortgages;

Acheter ou autrement acquérir, détenir, vendre, ou disposer autrement d'actions du capital, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre corporation ou compagnie;

Acquérir tout commerce, comprenant les propriétés réelles et personnelles et actif d'icelui, de la nature ou du caractère de celui que cette compagnie est autorisée à exploiter et sa clientèle, et payer pour tel commerce en tout ou en partie par la répartition et l'émission d'actions du capital-actions de la compagnie, entièrement libérées et non sujettes à appel, ou autrement;

Acheter ou autrement acquérir et vendre, échanger, louer, nantir, mettre en valeur, aliéner et faire le commerce de propriétés, réelles et personnelles, et droits et intérêts de toutes sortes, mobiliers et immobiliers, corporels et incorporels, et sans modifier la généralité des objets précités, plus particulièrement avec des baux, options, contrats, obligations, opérations et entreprises commerciales de toute description;

Obtenir du capital des crédits ou autre aide pour l'établissement, l'extension ou la réorganisation de toute industrie ou entreprise exercée ou devant être exercée par toute personne, firme, corporation ou compagnie avec lesquelles la compagnie est en relations d'affaires;

Placer et disposer des deniers de la compagnie

and undertaking, rights and assets, and to assume the whole or any part of the liabilities of any person, firm, partnership, association or company carrying on any business with objects similar in whole or in part to those which this Company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the Company, and to issue fully paid-up and non-assessable shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of the Company for the payment of the purchase price thereof; or otherwise pay for the same;

To acquire by purchase, lease or otherwise, all property, moveable and immoveable, real and personal, that the Company may deem necessary for the purposes of its undertakings, or any part thereof, either directly or as an investment of its surplus funds, and to sell, lease, pledge, exchange and hypothecate the same;

To act as real estate, house and rental agents and as incidental thereto to carry on the business of fire insurance agents;

To buy or otherwise acquire and hold, sell and deal in real and personal property of all kinds and rights, and in particular lands, buildings, hereditaments, business or industrial concerns and undertakings, mortgages or charges on personal property, contracts, concessions, franchises, annuities, patents, licenses, securities, policies, book debts, and any interest in real or personal property, any claims against such property or against any person or company and privileges and choses in action of all kinds;

To act as agents or attorneys for the transaction of any business, the namagement of estates, the sale of property, the investment and collection of moneys, rents, interest, dividends, mortgages, bonds, bills, notes and other securities;

To take or hold mortgages for any unpaid balance of the purchase money on any of the lands, buildings or structures so sold and to sell or dispose of said mortgages;

To purchase or otherwise acquire, hold, sell, or otherwise dispose of shares of stock, bonds, debentures or other securities of any other corporation or company;

To acquire any business, including the real and personal property and assets thereof, of the nature or character which the Company is authorized to carry on and the goodwill thereof, and to pay therefor in whole or in part by the allotment and issue of shares of the capital stock of the Company, fully paid-up and non-assessable, or otherwise;

To purchase or otherwise acquire and to sell, exchange, lease, mortgage, turn to account, dispose of and deal with property, real and personal, and rights and interests of all kinds, moveable and immoveable, corporeal and incorporeal, and, without altering the generality of the foregoing, more particularly with leases, options, contracts, obligations, business concerns and undertakings of every description;

To procure capital, credit or other assistance for establishing, extending or re-organizing any enterprise or industry carried on or intended to be carried on by any person, firm, corporation or company with which the Company has business relations;

To invest and deal with the moneys of the

qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépenses de la compagnie ou dépenses incidentes à sa formation et son organisation;

Emprunter de l'argent, faire et émettre des billets promissoires, lettres de change, obligations, débentures et titres de créance de toutes sortes, soit garantis par hypothèque, gage ou autrement, sans limite quant au montant, et les garantir par hypothèque, gage ou autrement;

Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec le commerce de la compagnie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur de, ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie;

Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie des biens, réels ou personnels, ou du commerce ou des opérations de la compagnie ou de l'entreprise et des opérations de la compagnie comme industrie en exploitation, à toute personne, firme, ou corporation, et accepter comme considération de toute telle vente, transfert ou aliénation, des deniers et/ou toutes actions, débentures, actions-débentures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Conclure tous arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou autrement avec toute personne, firme ou corporation exploitant ou exerçant ou sur le point d'exploiter ou exercer tout commerce ou toute transactions susceptible d'être transigés de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie, et prélever et aider à prélever des deniers, et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs, ou autrement, et garantir l'exécution de contrats par toute telle personne, firme ou compagnie, ou toute autre personne ou toutes autres personnes avec lesquelles cette compagnie peut avoir des relations d'affaires et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle personne, firme ou compagnie, et les vendre, les détenir, revendre, avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats, et autres effets négociables ou transférables;

Emettre des actions entièrement libérées et non sujettes à appel, des obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs, pour le paiement, soit en tout ou en partie, de toutes propriétés, réelles ou personnelles, mobilières ou immobilières, ou autres droits, baux, commerce, franchise, entreprise, pouvoir, privilège, permis ou concession que cette compagnie peut légalement acquérir, et aussi, avec l'approbation des actionnaires, en paiement des services rendus à la compagnie par voie de promotion ou autrement, et émettre des actions entièrement libérées et non sujettes à appel, des obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie en paiement ou paiement partiel de, ou en échange pour des actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie exploitant un commerce semblable ou incident au commerce de cette compagnie;

Company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To pay out of the funds of the Company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof;

To borrow money, to make and issue promissory notes, bills of exchange, bonds, debentures and evidences of indebtedness of all kinds, whether secured by mortgage, pledge or otherwise, without limit as to amount, and to secure the same by mortgage, pledge or otherwise;

To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with the Company's business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or any part of the property, real, or personal, or of the business or undertaking of the Company or of the enterprise and undertaking of the Company as a going concern, to any person, firm, or corporation, and to accept by way of consideration for any such sale, transfer or disposal, cash and/or any shares, debentures, debenture stock, or other securities of any other company carrying on a business in whole or in part similar to that of the Company;

To consolidate or amalgamate with any company having objects in whole or in part similar to those of this Company;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, firm or corporation carrying or or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this Company, and to raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, or otherwise, and to guarantee the performance of contracts by any such person, firm or company, or any other person or persons with whom this Company may have business relations, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such person, firm or company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

To issue fully paid-up and non-assessable shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities, for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, moveable or immoveable, or other rights, leases, business, franchise, undertaking, power, privilege, license or concession which this Company may lawfully acquire, and also, with the approval of the shareholders, in payment of services rendered to the Company by way of promotion or otherwise, and to issue fully paid-up and non-assessable shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of the Company in payment or part payment of, or in exchange for shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of any other company doing business similar or incidental to the business of this Company;

Faire toutes ou aucune des choses précitées comme principaux, ou agents à commission ou autrement, entrepreneurs, et par l'entremise d'agents ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation d'aucun des objets susdits ou aucun d'eux;

Et il est, par les présentes, ordonné et déclaré que:

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt, non compris les employés actuels et les anciens employés qui sont actionnaires de la compagnie et qui ont continué de l'être après avoir quitté son emploi;

Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions, sous le nom de "Palaced Hotel Co., Ltd", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Diaté du bureau du secrétaire de la province, ce vngt-cinquième jour de février 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1561 Sous-secrétaire de la province.

To do all or any of the above things as principals, or agents on commission or otherwise, contractors, and by or through agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of any of the above objects or any of them;

And it is hereby ordained and declared that:

The number of shareholders of the Company shall be limited to twenty, exclusive of the present and past employees who are shareholders of the Company and who have continued so to be after leaving its employ;

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares in the Company, under the name of "Palace Hotel Co., Ltd", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth day of February, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1562 Assistant Provincial Secretary

"Regent Investment & Realty Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de février 1932, constituant en corporation: A. Hyman Mettarlin, notaire public, Harold S. Freeman, avocat, et Sara Alperstein, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété, réelle ou personnelle, que la compagnie croira nécessaire ou avantageuse, et vendre, améliorer, administrer, développer, louer, aliéner, faire valoir et autrement négocier la totalité ou toute partie des biens de la compagnie;

Promouvoir, organiser, gérer ou développer toute corporation, compagnie ou entreprise commerciale;

Agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement et la gestion de toute propriété, commerce ou entreprise;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec son industrie, ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur d'aucun des biens, droits ou produits de la compagnie, ou de les mettre à profit;

Solliciter, acheter, ou autrement acquérir des brevets, licences, et choses semblables, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à cette compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des droits et renseignements acquis;

Acheter ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, des biens, de l'actif ou du passif d'aucune personne, société, compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie

"Regent Investment & Realty Company".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of February, 1932, incorporating: A. Hyman Mettarlin, notary public, Harold S. Freeman, advocate, and Sara Alperstein, spinster, of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property which the Company may think necessary or desirable and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account and otherwise deal with all or any part of the Company's property;

To promote, organize, manage or develop any corporation, company or business enterprise;

To act as agents and brokers for the purchase, sale, improvement, development and management of any property, business or undertaking;

To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property, rights or products;

To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company; or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the rights and information so acquired;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the

est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant à l'objet de la compagnie;

Emettre et distribuer, comme entièrement payées, des actions de la compagnie incorporée par les présentes, en paiement ou partie de paiement de toute affaire, de toute franchise, entreprises, propriété, de tous droits, pouvoirs, privilèges, bail, licence, contrat, immeubles, stock, bons, débentures ou autres propriétés ou droits que cette compagnie peut légitimement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés;

Se consolider ou s'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Prêter de l'argent aux termes qui seront jugés convenables à telle personne ou personnes de la manière que la Compagnie le trouvera convenable et emprunter de l'argent de telle personne ou personnes et à tels termes et conditions de la manière jugée convenable par la Compagnie et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes obligations, débentures, actions-débentures ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Payer à même le capital de la compagnie toutes ou aucune des dépenses encourues ou contractées pour l'incorporation et la promotion de la compagnie;

Faire toutes et aucune des choses nécessaires, propres, convenables ou appropriées à l'accomplissement d'aucun ou plusieurs des objets énumérés dans les présentes, ou qui seront ou peuvent être, en tout temps, nécessaires pour la protection ou le bénéfice de la compagnie, soit comme détenteurs de, ou comme intéressés dans toute propriété, ou autrement;

Faire toutes ou aucune des choses autorisées par les présentes, soit seuls ou conjointement avec d'autres, ou comme facteurs ou agents, sous le nom de "Regent Investment & Realty Company", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de février 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1563 Sous-secrétaire de la province.

company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

To issue and allot, as fully paid up, stock of the Company hereby incorporated, in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To lend money on such terms as may seem expedient to such person or persons as the Company may deem proper and to borrow moneys from such person or persons and upon such terms and conditions as the Company may deem proper and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To remunerate, whether by means of commissions or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To pay out of the capital of the Company all or any of the expenses in connection with and incidental to the incorporation and promotion of the Company;

To do all and everything necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment of any one or more of the objects herein enumerated or which shall or may at any time be necessary for the protection or benefit of the company, either as holders of or as interested in any property or otherwise;

To do all or any of the matters hereby authorized, either alone or in conjunction with others or as factors or agents, under the name of "Regent Investment & Realty Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of February, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1564 Assistant Provincial Secretary.

"Seaman Kent Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de février 1932, constituant en corporation: Francis George Bush, gérant, Herbert William Jackson, comptable, et William Patrick Creagh, clerc avocat, tous de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Exercer et exploiter, soit comme principaux ou agents, dans aucune ou dans toutes leurs spécialités respectives, les affaires et activités qui consistent à acheter, importer ou autrement acquérir, faire croître, produire, entreposer, emmagasiner,

"Seaman Kent Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of February, 1932, incorporating: Francis George Bush, manager, Herbert William Jackson, accountant, and William Patrick Creagh, law clerk, all of the City and District of Montreal, in the province of Quebec, for the following purposes:

To engage in and carry on, either as principals or agents, in any or all of their respective branches the businesses and activities of buying, importing or otherwise acquiring, growing, producing, warehousing, storing, holding, improving, pre-

détenir, améliorer, préparer pour le marché, manipuler et vendre, exporter, délivrer, transporter, expédier, distribuer et autrement disposer, négocier et faire le trafic et le commerce de toute façon ou manière quelconque de bois durs de toute nature et description, et d'aucun et de tous les produits, sous-produits ou dérivés d'iceux, et tous autres articles et matériaux dans la fabrication desquels les bois durs sont requis ou utilisés;

paring for market, manipulating and selling, exporting, delivering, transporting, shipping, distributing and otherwise disposing of, trading and dealing in and with in any way or manner whatsoever hardwoods of every kind and description and any and all products, by-products or derivatives thereof, and any other articles and materials in the making of which hardwoods is required or utilized;

Exercer et exploiter dans toutes ou aucune de leurs spécialités respectives les affaires et activités de marchands de bois de construction, propriétaires de scieries, moulins à bardeaux et moulins de pulpe, bûcherons, commerçants et marchands de bois; acheter, vendre, préparer pour le marché, manipuler, importer, exporter et faire le commerce de billots sciés, bois de construction, pieux, poteaux, bois de charpente et bois de toutes sortes, et manufacturer et faire le commerce de bois de charpente, bois de construction, bardeaux, lattes, châssis et portes, planchers, maisons portatives, édifices et tous articles et matériaux dans la fabrication desquels le bois de construction, le bois de charpente ou le bois sont utilisés;

To engage in and carry on in all or any of their respective branches the business and activities of timber merchants, sawmill, shingle-mill and pulpmill owners, loggers, lumbermen and lumber merchants; to buy, sell, prepare for market, manipulate, import, export and deal in saw logs, timber, piles and poles, lumber and wood of all kinds, and to manufacture and deal in lumber, timber, shingles, laths, sashes and doors, flooring, portable houses, buildings and all articles and materials in the manufacture whereof timber, lumber or wood is used;

Acheter ou autrement acquérir, maintenir, entretenir et améliorer toutes sortes de scieries, et autres édifices, installations et machineries de toute description, baux forestiers, permis et terrains, droits brevetés et marques de commerce, et en disposer de temps à autre, par vente, bail ou autrement;

To purchase or otherwise acquire, maintain, keep and improve all kinds of saw-mills, and other buildings, plant and machinery of every description, timber leases, licenses and lands, patent rights and trade marks, and to dispose of the same from time to time by way of sale, lease or otherwise;

Acheter, affréter, louer, bâtir ou autrement acquérir, détenir, entretenir, réparer, améliorer, modifier, vendre, échanger, prendre à bail ou noliser ou autrement faire le commerce et disposer de vapeurs et autres navires ou vaisseaux, ou toutes actions ou intérêts en iceux, avec tout l'équipement et l'aménagement et, pour les fins susmentionnées, exploiter tous ou aucun des commerces d'armateurs, courtiers maritimes, gérants de propriétés maritimes, entrepreneurs en fret, transporteurs par terre et par eau, entreposeurs, gardiens de quais, propriétaires de barges, propriétaires de remorqueurs, bateliers, entrepreneurs en touage et agents de transport;

To purchase, charter, hire, build or otherwise acquire, hold, maintain, repair, improve, alter, sell, exchange, let out on hire or charter or otherwise deal with and dispose of steam and other ships or vessels, or any shares or interests in the same, with all equipment and furniture and, for the purposes aforesaid, to carry on all or any of the businesses of shipowners, shipbrokers, managers of shipping property, freight contractors, carriers by land and water, warehousemen, wharfingers, barge owners, tug owners, lightermen, towage contractors and forwarding agents;

Construire, exploiter, acquérir par achat ou autrement, entretenir, améliorer, gérer, travailler, contrôler et surveiller et vendre, louer ou autrement disposer de chemins de fer pour billots, tramways sur les terrains possédés ou contrôlés par la compagnie, et des pistes, chemins, rues, glissoirs à billots, ponts, réservoirs, canaux, cours d'eau, aqueducs, quais, jetées, camions, fabriques, moulins, entrepôts et autres travaux et commodités que la compagnie juge appropriés directement ou indirectement pour l'un quelconque de ses objets et contribuer ou autrement aider ou prendre part à la construction, l'entretien, le développement, le travail, le contrôle et l'administration d'iceux;

To construct, carry out, acquire by purchase or otherwise, maintain, improve, manage, work, control and superintend and to sell, lease or otherwise dispose of all logging railways, tramways on lands owned or controlled by the Company, and trails, roads, streets, skidways, bridges, reservoirs, flumes, watercourses, aqueducts, wharves, piers, trucks, factories, mills, warehouses and other works and conveniences which the Company may think directly or indirectly conducive to any of its objects and to contribute or otherwise assist or take part in the construction, maintenance, development, working, control and management thereof;

Déblayer et enlever des obstructions de tout lac, rivière, baie, cours d'eau, creuser des chenaux, enlever des bancs de sable ou autrement améliorer la flottabilité de toute rivière, lac, baie ou cours d'eau;

To clear and remove obstructions from any lake, river, creek, or stream, to deepen channels, remove shoals or otherwise improve the floatability of any river, lake, creek or stream;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de toutes sortes d'effets, produits et marchandises;

To manufacture, buy, sell, import, export and deal in all kinds of goods, wares and merchandise;

Exercer le commerce de promotion, organisation, établissement, gérance, administration et opération d'affaires, spéculations et entreprises commerciales et industrielles, d'aucune et de toutes sortes;

To carry on the business of promoting, organizing, establishing, managing, administering and operating commercial and industrial businesses, ventures and enterprises of any and all kinds;

Agir comme agent financier ou commercial pour des corporations domestiques ou étrangères, individus, sociétés ou associations;

To act as financial or business agent for domestic or foreign corporations, individuals, partnerships or associations;

Acheter, louer ou acquérir autrement, construire, aménager, détenir, posséder, maintenir, gérer, améliorer, développer, louer, transporter ou céder en fiducie, occuper, utiliser, exploiter, vendre, ou en disposer autrement et généralement en faire le trafic et le commerce et mettre en valeur les propriétés foncières, personnelles, mobilières, immobilières ou mixtes situées en tout endroit quelconque, et les droits et intérêts de toute nature ou espèce qui sembleront nécessaires, utiles ou convenables pour aucun des objets ou aucune des fins de la compagnie;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions libérées ou des obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie ou personne pour les payer;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, ou des titres ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et les gager, charger, les vendre ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accor-

To purchase, lease or otherwise acquire, construct, equip, hold, own, maintain, manage, improve, develop, lease, convey or assign in trust, occupy, use, operate, sell, or otherwise dispose of, and generally deal in and with and turn to account such other property, whether it be real, personal, movable, immovable or mixed and wheresoever situate, and such rights and interests of whatsoever nature or kind as may be deemed necessary, useful or convenient for any of the objects or purposes of the company;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares, or bonds, or both for the payment of the purchase price thereof;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To distribute, in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner provided for by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the company's property, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular any shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company or person to pay the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to pledge, charge, sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empow-

der, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des actions du capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou les donner en gage ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, grever, ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Exercer ou exploiter toute autre industrie ou activité, soit manufacturière ou autre, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, droits ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés ou avec toute corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré ou connu des autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction, sous le nom de "Seaman Kent Company, Limited", avec un capital total de cinq mille dollars ($5,000.-00), divisé en cinq cents (500) actions d'une valeur au pair de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de février 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,

1565 Sous-secrétaire de la province.

ered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue or any money borrowed for the purposes of the company;

To carry on or engage in any other business or activity, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

And it is ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in anywise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction, under the name of "Seaman Kent Company, Limited", with a total capital stock of five thousand dollars ($5,000.00), divided into five hundred (500) shares of the par value of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of February, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,

1566 Assistant Provincial Secretary.

"Sterling 5c to $1.00 Stores, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de février, 1932, constituant en corporation: Jean Trudel et Eugène Simard, avocats, de la cité de Montréal, et Paul-E. Trudeau, comptable, de la cité de Saint-Lambert, tous trois du district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros et en détail d'articles, d'effets, de marchandises, de produits de toutes sortes;

Acheter, vendre, fabriquer, préparer, transformer, importer, exporter des marchandises, effets, articles, produits de toutes sortes dont la Compagnie peut avoir besoin pour l'un quelconque des objets de son commerce;

Acquérir, établir, louer, exploiter des magasins, boutiques, entrepôts, bâtiments de tous genres, dont la Compagnie peut avoir besoin pour l'achat, la vente, la distribution, l'emmagasinage, la fabrication, la préparation, la conservation des articles, objets, marchandises et produits dont la Compagnie peut faire commerce;

Agir comme voituriers pour le transport des marchandises par terre, par eau et par air, comme propriétaires et gardiens de quais, cours, hangars, entrepôts et autres établissements similaires, et, à cette fin, donner et émettre des reçus, y compris les reçus d'entrepôts, des connaissements et autres documents du même genre;

Agir comme agents d'affaires ou représentant de corporations, compagnies, sociétés ou particuliers du pays ou de l'étranger, et, comme tels, aider à l'établissement et au développement de leurs affaires au moyen de prêts, d'avances de fonds et de toute autre façon;

Exploiter tout commerce, toute industrie que la compagnie jugera à propos d'entreprendre en rapport avec l'un des objets ci-dessus énumérés, promouvoir ou aider toute compagnie voulant exploiter ou exploitant une industrie ou un commerce en tout ou en partie identique;

Acheter ou autrement acquérir, demander, obtenir, louer des brevets, franchises, marques de commerce, inventions, procédés, recettes, droits d'auteurs et tous titres quelconques conférant des droits ou privilèges exclusifs se rapportant à l'un des objets de la compagnie, les payer en actions libérées, obligations et autres titres de la compagnie; les utiliser, développer, exploiter, vendre, céder, affermer, transporter moyennant royauté ou pour toute considération qui sera jugée avantageuse pour la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir la totalité ou partie des biens mobiliers ou immobiliers, la clientèle, l'achalandage, l'actif, les privilèges, droits, assumer le passif de toute personne, société ou compagnie exploitant un commerce ou une industrie en tout ou en partie semblable, et payer pour tel achats ou acquisitions, en tout ou en partie, en argent, actions libérées, fonds, obligations ou autres titres de la compagnie, ou de toute autre façon;

Vendre ou autrement céder, louer, échanger la totalité ou partie des droits, franchises, entreprises et généralement des biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie pour telle considération qui sera jugée convenable, en particulier pour des actions, obligations ou autres titres de toute compagnie ou corporation;

S'associer, se fusionner par achat, vente ou autrement avec toutes compagnies, sociétés ou personnes quelconques exploitant un commerce

"Sterling 5c to $1.00 Stores, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of February, 1932, incorporating: Jean Trudel and Eugène Simard, advocates, of the City of Montreal, and Paul E. Trudeau, accountant, of the City of Saint Lambert, all three of the District of Montreal, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in wares, goods, merchandise and products of every kind;

To purchase, sell, manufacture, prepare, transform, import, export merchandise, goods, wares, products of every kind which the company may require for any of the objects of its business;

To acquire, establish, lease, exploit stores, workshops, warehouses, buildings of every kind which the company may require for the purchase, sale, distribution, storage, manufacturing, preparation, preservation of wares, objects, merchandise and products in which the company may deal;

To act as carriers for the transportation of merchandise by land, water or air, as proprietors and keepers of wharves, yards, sheds, warehouses and other similar establishments, and for such purpose to issue receipts, including warehouse receipts, bills of lading and other documents of a like nature;

To act as business agent or representative for corporations, companies, partnerships or individuals, of this or of foreign countries and as such, to aid in the establishment and development of their business by way of loans, advances of money and in any other manner;

To carry on any business or industry which the company may deem advisable to carry on in connection with any of the objects hereinabove enumerated, to promote or aid any company wishing to carry on or carrying on any industry or commerce in whole or in part similar;

To purchase or otherwise acquire, apply for, obtain, lease patents, franchises, trade marks, inventions, processes, recipes, copyrights and any titles whatever, conferring any exclusive rights or privileges relating to any of the objects of the company and to pay for same in paid up shares, bonds and other securities of the company and to use, develop, operate, sell, convey, lease, transfer on royalty or for any consideration that may be deemed advantageous for the company;

To purchase or otherwise acquire the whole or part of the movable or immovable property, custom, good-will, assets, privileges, rights and to take over the liabilities of any person, firm or company carrying on any business or industry in whole or in part similar, and to pay for such purchase or acquisition wholly or partly in cash, paid up shares, monies, bonds or securities of the company, or in any other manner;

To sell or otherwise convey, lease, exchange the whole or part of the rights, franchises, undertakings and generally the movable or immovable property of the company for such consideration as may be deemed advisable, in particular for shares, bonds or other securities of any company or corporation;

To enter into partnership, amalgamate by purchase, sale or otherwise with any companies, firms or persons whatever carrying on a business

ou une industrie en tout ou en partie identique, et faire des avances de deniers à toutes telles compagnies, sociétés ou personnes, garantir leurs entreprises ou les aider de toute autre manière;

Souscrire ou autrement acquérir des actions et titres quelconques de toutes compagnies ou corporations, en payer le prix, en tout ou en partie, en argent, actions libérées ou titres quelconques de la compagnie; les vendre ou autrement céder pour toute considération qui sera jugée convenable;

Faire des avances de fonds aux clients ou à toutes personnes ou corporations faisant affaires avec la compagnie, les aider au moyen de bonus, prêts, endossements, nantissements de titres ou de toute autre manière et garantir l'exécution de leurs contrats;

Prêter, placer les fonds dont la compagnie n'a pas un besoin immédiat, de telle manière qui pourra être déterminée de temps à autre;

Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie, émettre des bons, obligations, débentures et autres titres de la compagnie, les donner en nantissement, les vendre ou en disposer pour telle considération qui sera jugée convenable;

Hypothéquer, gager tous biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, présents ou futurs, dans le but de garantir les fonds, obligations, débentures et autres titres que la compagnie est autorisée d'émettre en vertu de la loi, ou tout argent emprunté pour les fins de la compagnie, ou toutes obligations garanties par la compagnie;

Demander, obtenir, acquérir par achat ou autrement, exploiter tous permis, franchises, droits et privilèges qu'un gouvernement une municipalité ou un corps public quelconque a le pouvoir d'accorder et faire à ce sujet avec telles corporations toute convention qui sera jugée nécessaire et avantageuse;

Emettre et donner des actions entièrement libérées du capital de la compagnie, des obligations ou autres titres de la compagnie en paiement de tout travail fait ou à être fait pour le bénéfice de la compagnie, ou de tous services rendus ou à être rendus, sous le nom de "Sterling 5c to $1.00 Stores, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents dollars ($49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de février 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1567 Sous-secrétaire de la province.

or industry in whole or in part similar and to make advances of money to any such companies, firms or persons, guarantee the undertakings of and assist them in any other manner;

To subscribe for or otherwise acquire shares or securities whatever of any companies or corporations and pay therefor wholly or partly in cash, paid up shares or securities whatever of the company; sell or otherwise convey same for such consideration as may be deemed advisable;

To make advances of money to clients or any other persons or corporations having business dealings with the company, to aid such by way of bonus, loan, endorsement, mortgages or securities or in any other manner and to guarantee the performance of their contracts;

To lend and invest the monies which the company does not immediately require in such a manner as may be determined from time to time;

To borrow money on the credit of the company, to issue bonds, obligations, debentures or other securities of the company, and to pledge, sell or dispose of same for such consideration as may be deemed advisable;

To hypothecate, pledge any movable or immovable property of the company, present or future, as guarantee for the monies, bonds, obligations and other securities which the company is authorized to issue according to law, or for any money borrowed for the purposes of the company or any obligations guaranteed by the company;

To apply for, obtain, acquire by purchase or otherwise, exploit any permits, franchises, rights, and privileges which any Government, municipality or public body whatever has the power to grant and, for such purpose, to enter into any contracts with such corporations as may be, deemed necessary or advantageous;

To issue and give fully paid up shares of the capital stock of the company, bonds or other securities of the company in payment for any work done or to be done for the benefit of the company or for any services rendered or to be rendered, under the name of "Sterling 5c to $1.00 Stores, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand, nine hundred dollars ($49,900.00), divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the twenty fifth day of February, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1568 Assistant Provincial Secretary.

"The Croatian Home of Noranda, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de février 1932, constituant en corporation, sans capital-actions: Marko Naglich, tenancier d'hôtel, Ljubomir Subat, mécanicien, George Bozicevic, mineur, Tony Crncich et Frank Juracich, tous deux cultivateurs, tous de la ville de Noranda, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, location ou autrement, et maintenir une maison de club, et exploiter une maison de club aux fins de récréation et amusements des membres du club et leurs invités;

Disposer de ladite propriété en aucune manière, hypothéquer et affecter les immeubles de la

"The Croatian Home of Noranda, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of February, 1932, to incorporate as a corporation without share capital: Marko Naglich, hotelkeeper, Ljubomir Subat, machine man, George Bozicevic, miner, Tony Crncich, and Frank Juracich, both laborers, all of the Town of Noranda, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to maintain a clubhouse and to operate a clubhouse for the purpose of recreation and amusement for the members of the Club and their guests;

To dispose of the said property in any manner, to hypothec and affect the immoveables of the

compagnie, et hypothéquer ou nantir les propriétés immobilières de ladite compagnie;

Pourvoir des activités sportives et promouvoir des relations sociales et amicales pour les membres du club et leurs amis et leurs invités;

Maintenir un restaurant pour l'usage des membres du club et leurs invités;

Charger une souscription et un honoraire d'admission aux membres et faire telles charges et règlementations de la manière qui sera jugée nécessaire pour la bonne conduite et le maintien du club, particulièrement en ce qui concerne l'admission et l'expulsion des membres, avec pouvoir de les modifier et de les amender;

Faire et édicter des règlements, ordonnances et règles, non incompatibles avec les lois d'ordre public de la province de Québec, et pour l'administration et la régie générale des affaires et opérations de la Corporation et de ses membres, pour la discipline, la suspension et l'expulsion de ses membres, pourvu cependant que la corporation puisse, de temps à autre, amender, modifier, abroger et changer, en tout ou en partie, ces règlements, règles et ordonnances, selon que la corporation le jugera convenable;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, connaissements, lettres de change, mandats et autres effets négociables et transférables;

Conclure tous arrangements municipaux, locaux ou autres, qui pourraient favoriser les objets du club, et obtenir de telle autorité, tous droits, privilèges et concessions que le club croira désirable d'obtenir, et exploiter et exercer et se conformer aux dits arrangements, droits ou privilèges et concessions;

Conclure tout arrangement ou contrat avec tout autre club, société, ou compagnie incorporée ou non incorporée ou avec tout individu ou groupe d'individus de la manière qui sera jugée propre à augmenter les intérêts du club;

Faire toutes choses jugées nécessaires pour promouvoir l'intérêt de la compagnie ou pour l'amélioration d'aucun des objets, sous le nom de "The Croatian Home of Noranda, Incorporated".

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la compagnie peut posséder est de $10,000.00.

Le bureau principal de la compagnie sera à Noranda, district de Pontiac, comté de Témiscamingue.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de février 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1569 Sous-secrétaire de la province.

Company and to mortgage or pledge the moveable property of the said Company;

To provide sporting activities and promote social and friendly intercourses for the members of the Club and for their friends and guests;

To maintain a restaurant for the use by the members of the Club and their gusts;

To charge a subscription and entrance fee to the members and to make such charges and regulations as may be necessary for the good conduct and maintenance of the Club house, particularly with reference to the admission and expulsion of members, with power to vary and amend the same;

To make and enact by-laws, rules and regulations not incompatible with the laws of public order of the Province of Quebec, and for the general administration and government of the business and operations of the Corporation and its members, for the discipline, suspension and expulsion of its members, provided however that the Corporation may from time to time amend, modify, repeal and change in whole or in part said by-laws, rules and regulations, as the Corporation may deem fit;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of lading, bills of exchange, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To enter into any arrangements municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the objects of the Club and to obtain from such authority any rights, privileges and concessions which the Club may think it desirable to obtain, and carry out and exercise and comply with any such arrangement, rights or privileges and concessions;

To enter into any agreement or contract with any other club, society, or company incorporated or unincorporated or with any individual or group of individuals as may be deemed advisable to further the interests of the Club;

To do all things as may be necessary for the promotion of the interest of the Company or for the furtherance of any of the objects, under the name of "The Croatian Home of Noranda, Incorporated".

The amounts to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is $10,000.00.

The head office of the company will be at Noranda, district of Pontiac, County of Temiscamingue.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the twenty second day of February, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1570 Assistant Provincial Secretary.

"The Valley Shoe Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de février, 1932, constituant en corporation: Joseph Amédée Tardif, gérant de manufacture, de la cité de Québec, Monsieur l'Abbé Amédée Letourneau, ptre, Curé de l'Enfant-Jésus, Beauce, Alfred Rousseau, hôtelier, Joseph-L. Cliche, négociant d'automobiles, Louis-Denis Jacob, marchand, Vital Cliche, agent d'assurances, Alphonse Nadeau, Napoléon Nadeau, Joseph-A. Nadeau, Louis Bisson, tous quatre cultivateurs, Edouard Poulin, boucher, tous de l'Enfant-Jésus, Beauce, Gédéon Tur-

"The Valley Shoe Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of February, 1932, incorporating: Joseph Amedée Tardif, factory manager, of the City of Quebec, M. l'Abbé Amédée Létourneau, priest, Curé of L'Enfant Jésus, Beauce, Alfred Rousseau, hotelkeeper, Joseph L. Cliche, automobile dealer, Louis Denis Jacob, merchant, Vital Cliche, insurance agent, Alphonse Nadeau, Napoleon Nadeau, Joseph A. Nadeau, Louis Bisson, all four farmers, Edouard Poulin, butcher, all of L'Enfant Jésus, Beauce, Gedeon Turcotte, trader, and Edmond Gregoire, farmer, both of Saints

cotte, commerçant, et Edmond Grégoire, cultivateur, tous deux de Sts-Anges, Beauce, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, importer, exporter et vendre des chaussures en cuir et en caoutchouc, de toute nature, et tous articles, composés, ingrédients et produits s'y rapportant ou y appartenant de toute façon quelconque; faire affaires comme manufacturiers, importateurs, exportateurs et marchands de souliers, bottines, guêtres et chaussures de toute nature et description, et toutes autres marchandises appartenant de toute manière ou incidentes au dit commerce; exercer le commerce en détail de marchands de chaussures et agir comme négociants de toutes sortes de chaussures, articles en caoutchouc, polis, vernis, et toutes autres marchandises qui peuvent être convenablement achetées ou vendues en rapport avec le commerce de la compagnie;

Manufacturer, acheter, importer ou exporter, vendre et faire le commerce de toutes sortes de polis, vernis et choses de même nature, appartenant à l'industrie des chaussures en cuir et en caoutchouc;

Manufacturer, acheter, importer, exporter, vendre et louer ou faire le commerce de machineries de toute nature se rapportant à ou incidentes à la fabrication de bottines, souliers, guêtres, claques, semelles, formes, et toutes sortes de chaussures en cuir, feutre ou drap;

Agir comme agent spécial pour toute compagnie ou fabricant exerçant le commerce de toutes sortes de chaussures, guêtres, semelles, formes, polis et vernis, et aussi agir comme marchands à commission, courtiers ou facteurs;

Payer pour toutes propriétés réelles ou personnelles acquises par la compagnie, en actions entièrement libérées de son capital-actions, et payer moyennant droits régaliens pour toutes formules, récépissés, procédés secrets et machineries ainsi acquis;

Pour les fins susdites, exercer l'industrie d'entreposage, de courtiers en douane et d'emmagasinage;

Distribuer en espèces ou autrement, au moyen de dividendes déclarés légalement à même le surplus de la compagnie, ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif ou du passif de la présente compagnie;

Se consolider ou se fusionner avec toute autre compagnie dont la compagnie a l'autorisation d'acquérir les titres, actions, débentures ou autres valeurs;

Rémunérer, soit au moyen de commission, bonis ou autrement, tous ou aucun des actionnaires de la compagnie ou toute personne, personnes ou compagnie pour services rendus ou à rendre, qui pourraient aider ou tendant à aider la compagnie dans aucune de ses entreprises, soit directement ou indirectement, ou en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou autres garanties de la compagnie;

Payer toutes ou aucune des dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la

Anges, Beauce, for the following purposes:

To manufacture, buy, import, export and sell leather and rubber footwear of every description, and all goods, compounds, ingredients and products in any way relating or pertaining thereto; to carry on the business of manufacturers, importers, exporters and dealers in shoes, boots, gaiters and footwear of every kind and description, and all other goods in any way pertaining to or incidental to the said business; to carry on the business of retail shoe merchants and to act as jobbers in all kinds of footwear, rubber goods, polishes, varnishes and all other goods which may conveniently be bought or sold in connection with the business of the Company;

To manufacture, buy, import or export, sell and deal in all kinds of polishes, varnishes and the like, pertaining to leather and rubber footwear;

To manufacture, buy, import, export, sell and lease or deal in machinery of any kind in connection with or incidental to the manufacture of boots, shoes, gaiters, rubbers, soles, lasts, and all kinds of leather, felt or cloth footwear;

To act as special agent for any company or manufacturer dealing in all kinds of footwear, gaiters, soles, lasts, polishes and varnishes, and also to act as commission merchants, brokers or factors;

To pay for any real or personal property acquired by the Company in fully paid up shares of its capital stock, and to pay royalties for any formulae, recipes, secret processes and machinery so acquired;

For the purposes aforesaid, to carry on the business of bonded warehouses, custom brokers and storage warehouses;

To distribute in specie or otherwise any assets as dividends legally declared out of the net profits of the company or in the manner set out in Section 81 of the Quebec Companies' Act, among its members and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company whose stock, shares, debentures or other securities the Company is authorized to acquire;

To remunerate, whether by means of commission, bonuses or otherwise, any or all of the stockholders of the company or any person, persons or company for services rendered or to be rendered, which may help or tend to help the company in any of its undertakings, either directly or indirectly or in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the Company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the Company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and

compagnie ou au prélèvement de son capital, ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Exercer toute autre industrie ou activité, soit manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec aucune des industries ou aucun des objets susdits, ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les mettre à profit;

Acheter, vendre, céder, aliéner, manufacturer, importer, exporter et faire généralement le commerce de gros et de détail des peaux, crues et tannées, et de tous les produits et matières premières s'y rattachant;

Faire le commerce de tanneur, spécialement organiser la tannerie du cuir sous toutes ses formes;

Acquérir tous les pouvoirs d'eau qui peuvent être nécessaires pour remplir et exécuter les fins susdites et spécialement ériger sur lesdits pouvoirs d'eau, tous les travaux nécessaires au développement desdits pouvoirs aux fins de produire à l'industrie plus haut relatée, la force motrice nécessaire;

Acquérir tout meuble ou tout immeuble pour des fins commerciales ou manufacturières, ou autres fins;

Pouvoir établir des magasins de toute sorte et y vendre et commercer sur tous les produits que la Compagnie jugera à propos;

Avoir le pouvoir de vendre tout son actif mobilier et immobilier à condition que le tout soit approuvé par la majorité des actionnaires convoqués par une assemblée spéciale;

Avoir tous les droits qu'une personne ordinaire peut avoir en vertu des lois de la province de Québec, tout en se conformant à la loi des compagnies;

Eriger et construire les édifices, usines et machineries qui peuvent être jugés nécessaires en rapport avec aucune des fins de la compagnie, ou qui s'y rattachent;

Acquérir toutes marques de commerce, dessins industriels, brevets, droits brevetés, permis, privilèges ou autorités pour ou relativement à toutes inventions qui pourraient être utiles à la compagnie;

Obtenir l'enregistrement et la reconnaissance de la compagnie dans tout pays étranger, ou province, et y désigner des personnes, conformément aux lois de tel pays ou province étrangers, représenter cette compagnie et accepter des services pour et au nom de cette compagnie dans tout procès ou poursuite;

Demander, acheter, ou par tout autre moyen acquérir et protéger, prolonger et renouveler, soit au Canada ou ailleurs, des brevets, droits brevetés, brevets d'invention, permis, marques de commerce, protections et concessions qui sembleront probablement être avantageux ou utiles à la compagnie, et utiliser, mettre en valeur et industrialiser ou octroyer des permis ou privilèges en ce qui les concerne, et dépenser de l'argent à faire des expériences, et éprouver, et améliorer ou essayer d'améliorer tous brevets, inventions ou droits que la compagnie peut acquérir ou se propose d'acquérir;

Placer et négocier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de telle manière qui sera de temps à autre déterminée;

Emprunter de l'argent, faire et émettre les billets à ordre, lettres de change, obligations, débentures, et titres de créances de toutes sortes, soit garantis par hypothèque, nantissement ou au-

incorporation of the company and the raising of its share capital, or to contract with any company to pay the same;

To carry on any other business or activity, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any of the foregoing businesses or objects, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To purchase, sell, assign, manufacture, alienate, import, export and deal generally, wholesale and retail, in raw and tanned hides and in any products and raw materials connected therewith;

To carry on business as tanner and especially to organize the tanning of leather under all the forms thereof;

To acquire any water powers which may be necessary to fulfil and carry out the above purposes and especially to erect on the said water-powers any necessary works for the development of such powers for the purpose of supplying the aforesaid industry with the necessary motive power;

To acquire any movable or immovable for commercial, manufacturing or other purposes;

To be empowered to establish stores of every kind and sell and deal in any products which the company may deem proper;

To be empowered to sell the whole of its assets either movable or immovable, on condition that the whole be approved by the majority of the shareholders called by special meeting;

To have all the rights which any ordinary person may have in virtue of the laws of the Province of Quebec, whilst complying with the Companies' Act;

To erect and construct buildings, works and machinery which may be deemed necessary in connection with or incidental to the purposes of the company;

To acquire any trade marks, industrial designs, patents, patent rights, licenses, privileges or authorities for or in respect of any inventions which may be useful to the company;

To procure the Company to be registered and recognized in any foreign country, or province, and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country or province, to represent this Company and to accept service for and on behalf of this Company of any process or suit;

To apply for, purchase or by any other means acquire and protect, prolong and renew, whether in Canada or elsewhere, any patents, patent rights, *brevets d'invention*, licenses, trade marks, protections and concessions, which may appear likely to be advantageous or useful to the Company, and to use, turn to account and to manufacture under or grant licenses or privileges in respect of the same, and to expend money in experimenting upon and testing, improving or seeking to improve any patents, inventions or rights which the company may acquire or propose to acquire;

To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

To borrow money, to make and issue promissory notes, bills of exchange, bonds, debentures and evidences of indebtedness of all kinds, whether secured by mortgage, pledge or otherwise,

trement, sans limite quant au montant, et les garantir par mortgage, nantissement ou autrement;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables et transférables;

Nul actionnaire ne pourra, sans le consentement des directeurs, vendre, aliéner ou transporter la totalité ou toute partie des actions qu'il détient dans la compagnie, à moins que ces actions, en tout ou en partie, aient été d'abord offertes aux directeurs qui auront une option d'acheter, dans les trente (30) jours de la réception d'un avis par écrit de la part de l'actionnaire vendeur, la totalité ou toute partie desdites actions offertes en vente, au même prix que l'actionnaire vendeur est prêt à accepter de toute autre personne de qui il a reçu une offre par écrit faite de bonne foi, de laquelle offre les directeurs ont droit de prendre connaissance, sous le nom de "The Valley Shoe Company, Limited".

Le montant du capital-actions de la Compagnie sera de $75,000.00, divisé en 500 actions de $100.00 chacune, (actions ordinaires communes) et en 250 actions privilégiées de $100.00 chacune.

Les actions privilégiées en cas de liquidation de la Compagnie, seront préférées quant au paiement en capital et intérêt aux détenteurs d'actions communes et seront payées antérieurement aux actions communes;

Aux assemblées des actionnaires, les détenteurs d'actions communes auront droit à un vote pour chaque action détenue.

Le bureau principal de la compagnie sera à Valley Junction, dans le district de Beauce.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de février, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1571 Sous-secrétaire de la province.

"The Winrow's Public Markets, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de février 1932, constituant en corporation: Solon Eliasoph et John Esson Campbell Elliott, tous deux avocats, et Frederick Denis Sullivan, comptable, tous trois de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

(*a*) 1. Faire le commerce de marchands et trafiquants, importateurs et exportateurs, épiciers, bouchers, fruitiers, marchands de comestibles, laitiers, pâtissiers, débitants de tabac, en gros ou en détail, et manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, troquer, et généralement faire le commerce, en gros ou en détail, de denrées alimentaires, viandes, poisson, légumes, beurre, fromage, œufs, lait, produits laitiers, thé, café, cacao, épiceries de toutes sortes, fruits, cigares, cigarettes, tabacs, eaux gazeuses et autres breuvages et leurs produits et sous-produits, et maintenir des magasins, manufactures, fabriques pour la mise en conserve, entrepôts et autres facilités de distribution;

2. Manufacturer, raffiner, importer, exporter, empaqueter, mettre en conserves, mettre en boîtes, et autrement préparer pour l'écoulement sur le marché les viandes, légumes, céréales, fruits, le sucre, la mélasse, les sirops, bonbons et la pâtisserie et autres produits alimentaires et leurs produits et sous-produits;

3. Faire le commerce d'entreposeurs, y compris ceux d'entrepôts frigorifiques, d'expéditeurs, et

without limit as to amount, and to secure the same by mortgage, pledge or otherwise;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

No shareholder may, without the consent of the directors, sell, dispose of or transfer the whole or any part of his stockholding in the company until such shares in whole or in part shall first have been offered to the directors, who shall have an option to purchase, within thirty (30) days from receipt of notice in writing from the selling shareholder, the whole or any part of said offering at the same price as the selling shareholder is willing to accept from a third party from whom he has received a *bona fide* offer in writing, of which offer the directors shall be entitled to have communication, under the name of "The Valley Shoe Company, Limited".

The amount of the capital stock of the company will be $75,000.00, divided into 500 shares of $100.00 each (ordinary common shares) and 250 preferred shares of $100.00 each.

In case of liquidation of the company, the preferred shares shall be preferred as to capital and interest to the holders of common shares and shall be paid before the common shares;

At the meetings of the shareholders, the holders of common shares will be entitled to one vote per each share held.

The head office of the company will be at Valley Junction, in the District of Beauce.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of February, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1572 Assistant Provincial Secretary.

"The Winrow's Public Markets, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of February, 1932, incorporating: Solon Eliasoph and John Esson Campbell Elliott, both advocates, and Frederick Denis Sullivan, accountant, all three of the City and District of Montreal, for the following purposes:

(*a*) 1. To carry on the business of merchants and traders, importers and exporters, grocers, butchers, green grocers, provision dealers, dairymen, confectioners and tobacconists, either by wholesale or retail, and to manufacture, import, export, buy, sell, barter and deal generally in, either by wholesale or retail, foodstuffs, meats, fish, vegetables, butter, cheese, eggs, milk, dairy produce, teas, coffees, cocoas, groceries of all sorts, fruits, cigars, cigarettes, tobaccos, aerated waters and other beverages and the products or by-products of the foregoing, and to maintain stores, factories, packing plants, warehouses and other distributing facilities;

2. To manufacture, refine, import, export, pack, preserve, can and otherwise prepare for market meats, vegetables, cereals, fruits, sugar, molasses, syrups, candies and confectionery and other foodstuffs and the products and by-products thereof;

3. To carry on the business of warehousemen, including cold storage warehousemen, forward-

de marchands à commission, et émettre des récépissés d'entrepôts, connaissements, mandats et autres effets négociables;

(*b*) Etablir des agences et succursales;

(*c*) Se fusionner, soit par achat, vente ou autrement, avec toute personne, société ou corporation s'occupant d'un commerce semblable en tout ou en partie à celui que cette compagnie a l'autorisation d'exercer;

(*d*) Payer à même les fonds de la compagnie, toutes ou aucune de ses dépenses, ou dépenses incidentes à sa formation, sa promotion, son établissement et son organisation;

(*e*) Acquérir par achat, bail, échange ou autrement, et entretenir et gérer tous magasins, boutiques, usines, fabriques, entrepôts et dépôts nécessaires ou convenables pour l'exploitation du commerce de la compagnie, et tous autres biens, réels ou personnels, nécessaires ou utiles pour l'exercice d'aucune des fins de la compagnie, et les louer, les vendre, ou autrement en disposer;

(*f*) Payer pour toutes propriétés réelles ou personnelles, clientèle, biens, droits, privilèges, crédits, ou effets, qui peuvent être acquis par la compagnie, par la répartition et l'émission d'actions du capital-actions de la compagnie, entièrement libérées et non sujettes à appel;

(*g*) Lors de toute émission des actions, actions ou autres valeurs de la compagnie, employer des courtiers, agents à commission et banquiers et pourvoir à la rémunération de telles personnes pour leurs services, en les payant en argent ou, avec l'approbation des actionnaires, par l'émission d'actions, débentures ou autres valeurs de la compagnie;

(*h*) Louer, vendre ou autrement disposer toutes ou aucune partie des propriétés réelles et personnelles, ou tout commerce ou entreprise de la compagnie, à toute personne, firme et corporation, et accepter par voie de considération pour toute telle vente, transfert ou aliénation ou de toutes actions, débentures, actions-débentures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à ceux de la compagnie;

(*i*) Placer et attribuer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

(*j*) Prendre ou détenir des mortgages, hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat ou pour toute balance impayée du prix d'achat de toute partie des propriétés de la compagnie, de toute nature quelconque, vendues par la compagnie, ou de toute somme d'argent due à la compagnie par les acheteurs, et vendre, céder ou autrement faire le commerce ou disposer des dits mortgages, hypothèques, privilèges et charges;

(*k*) Faire toutes les choses précitées et toutes autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets susdits, soit comme principaux ou agents, sous le nom de "The Winrow's Public Markets, Incorporated", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de février 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,

1573 Sous-secrétaire de la province.

ers and commission merchants, and to issue warehouse receipts, bills of lading, warrants and other negotiable instruments;

(*b*) To establish agencies and branches;

(*c*) To amalgamate either by purchase, sale or otherwise, with any person, partnership or corporation engaged in a business similar in whole or in part to that which the Company is authorized to carry on;

(*d*) To pay out of the funds of the Company, all or any of the expenses of or incidental to the formation, promotion, establishment and organization thereof;

(*e*) To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, and to maintain and manage all sortes, shops, plants, factories, warehouses and depots necessary or convenient for the carrying on or the business of the Company, and all other property, real or personal, necessary or useful for the carrying on of any of the purposes of the Company, and to lease, sell, or otherwise dispose of same;

(*f*) To pay for any real or personal property, goodwill, assets, rights, privileges, credits, or effects, which may be acquired by the Company, by the allotment and issue of shares of the Company's capital stock, fully paid and non-assessable;

(*g*) Upon any issue of shares, debentures or other securities of the Company, to employ brokers, commission agents and underwriters, and to provide for the remuneration of such persons for their services by payment in cash or, with the approval of the shareholders, by the issue of shares, debentures or other securities of the Company;

(*h*) To lease, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, real or personal, or of the business or undertaking of the Company to any person, firm or corporation, and to accept by way of consideration for any such sale, transfer or disposal, any shares, debentures, debenture stock, bonds or other securities of any other company carrying on business in whole or in part similar to those of the Company;

(*i*) To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required, in such manner as may be from time to time determined;

(*j*) To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of any part of the Company's property of whatsoever kind sold by the Company, or any money due to the Company from purchasers and to sell, assign or otherwise deal with or dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

(*k*) To do all the above things and all other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, whether as principals or agents, under the name of "The Winrow's Public Markets, Incorporated", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the twenty second day of February, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,

1574 Assistant Provincial Secretary.

"Toiture & Construction, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de février 1932, constituant en corporation: J.-Antonio Miville, agent vendeur, Roger Létourneau et Paul Lesage, tous deux avocats, tous trois de Québec, pour les fins suivantes:

Faire affaires comme fournisseur de matériaux de construction, entrepreneur et constructeur généralement;

Acheter, vendre, échanger, louer, hyothéquer ou autrement acquérir, détenir et disposer d'aucune et de toutes propriétés, meubles ou immeubles, que cette Compagnie pourra considérer de temps à autre être profitables dans son intérêt;

Acheter ou autrement acquérir et entreprendre et disposer de la totalité ou de toutes parties de l'industrie, clientèle, biens, droits, actif et passif de toutes personnes ou compagnie exerçant toute industrie que cette Compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens ou droits qui conviennent aux fins de la Compagnie;

Acquitter le prix de telles acquisitions, pour le tout ou partie, au moyen d'actions acquittées du capital-actions de ladite compagnie;

S'associer à toute personne ou toute autre compagnie aux fins d'exploiter une industrie ou de faire une transaction pouvant être conduite de façon à profiter à la compagnie directement ou indirectement;

Acquérir et détenir des édifices à bureaux, maisons de rapport et toutes autres sortes et classes d'édifices et les vendre ou les louer en tout ou en partie et agir comme agents ou gérants pour tels édifices;

Négocier des prêts, trouver des placements, faire des affaires comme financiers et courtiers; promouvoir ou assister dans la promotion, l'organisation, le développement de tout syndicat, corporation ou compagnie; obtenir et aider à l'obtention d'argent par moyen d'emprunts, endossement, garantie ou de toute autre façon;

Fabriquer toutes sortes d'objets, articles et matériaux de commerce;

Agir comme agents d'immeubles, agir comme agents de toute compagnie de prêt et de garantie; faire affaires comme évaluateurs de toutes sortes, négocier et effectuer des prêts hypothécaires ou autres; faire des placements d'argents soit comme principal ou agent, de toutes marchandises ou effets ou de toutes propriétés ou biens quelconques;

Faire toutes les choses nécessaires pour l'exercice du commerce de ladite compagnie et susceptibles de profiter à la compagnie directement ou indirectement; être partie à tout contrat que peut légalement consentir tout individu à l'exception de ceux expressément prohibés aux compagnies constituées en corporation par lettres patentes, sous le nom de "Toiture & Construction Limitée", avec un capital total de cinq mille dollars ($5,000.00), divisé en cent (100) actions de cinquante dollars ($50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de février 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,

1575 Sous-secrétaire de la province.

"Toiture & Construction, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of February, 1932, incorporating: J. Antonio Miville, sales agent, Roger Letourneau and Paul Lesage, both advocates, all three of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as dealer in building materials, contractor and general builder;

To purchase, sell, exchange, hypothecate or otherwise acquire, hold and dispose of any or all movable or immovable property, which this company may from time to time deem expedient, for its interests;

To purchase or otherwise acquire or take over and dispose of the whole or any part of the business, custom, property, rights, assets and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or in possession of property or rights which may be suitable for the purposes of the company;

To pay for such acquisitions in whole or in part with paid up stock or shares of the capital of the said company;

To enter into partnership with any person or other company for the purpose of carrying on any business or of making any transaction capable of being carried on, in such manner as to benefit the company, directly or indirectly;

To acquire and own office buildings, apartment houses and any other kind or class of buildings and to sell or lease the same in whole or in part and act as agents or managers for such buldings;

To negotiate loans, find investments, carry on business as financiers and brokers; to promote or assist in the promotion, organization,development of any syndicate, corporation or company; to obtain and assist in obtaining money by way of loans, endorsement, guarantee or in any other manner;

To manufacture all sorts of things, articles and commercial material;

To act as real estate agents, as agents for any loan and guarantee company; to carry on business as appraisers of all kinds, negotiate and effect hypothecary or other loans; to make investments of money either as principals or agents; of any merchandise or effects or of any property or assets whatever;

To do anything necessary for the carrying on of the company's business and capable, directly or indirectly, of being profitable to the company; to enter into any contract which any individual may legally make, excepting such as are especially prohibited to companies incorporated by letters patent, under the name of "Toiture & Construction, Limitée", with a total capital stock of five thousand dollars ($5,000.00), divided into one hundred (100) shares of fifty dollars ($50.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the District of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the twenty fifth day of February, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,

1576 Assistant Provincial Secretary.

"Wegler Mfg. Co., Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de février 1932, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, Harry Batshaw, avocats, et Rose Witzling, fille majeure, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire affaires comme manufacturiers, détaillants, négociants, importateurs, exportateurs et agents d'effets, produits et marchandises de toutes sortes et de toute description;

Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers ou représentants pour d'autres personnes, firmes ou corporations exerçant un commerce semblable en tout ou en partie à celui de cette compagnie;

Prendre, acquérir et détenir des valeurs de toute nature ou espèce, réelles ou personnelles, pour dettes, responsabilités ou obligations de la compagnie encourues ou devant être encourues concernant les fins et objets de la compagnie;

Placer et disposer des deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Avec l'approbation des actionnaires, rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en plaçant ou aidant à placer, ou garantissant le placement d'aucune des actions dans le capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de son commerce, sous le nom de "Wegler Mfg. Co., Ltd", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de février 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1577 Sous-secrétaire de la Province.

"Wegler Mfg. Co., Ltd".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February, 1932, incorporating: Philip Meyerovitch, Harry Batshaw, advocates, and Rose Witzling, spinster, of the full age of majority, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, retailers, jobbers, importers, exporters and agents of all kinds and descriptions of goods, wares and merchandise;

To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers or representatives for other persons, firms or corporations carrying on business similar in whole or in part to that of this company;

To take, acquire and hold securities of any nature or kind, real or personal, for debts, liabilities or obligations of the company incurred or to be incurred in respect to the purposes and objects of the company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

With the approval of the shareholders, to remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company, or the conduct of its business, under the name of "Wegler Mfg. Co., Ltd", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth day of February, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1578 Assistant Provincial Secretary.

"Willys-Overland (Quebec), Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de février 1932, constituant en corporation: Thomas-Joseph Coonan et Reginald Plimsoll, tous deux conseils en loi du Roi, Redmond Hayes, Robert Gordon Gammell, et Matthew Cochrane Holt, avocats, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer, acheter, importer ou exporter, assembler, acheter, vendre, mettre en gage et généralement faire le commerce d'automobiles, camions-automobiles, fardiers-automobiles, tracteurs, motocyclettes, aéroplanes et hydroplanes, engins, et autres sortes de véhicules, moteurs ou dispositifs, actionnés et mis en mouvement par la gazoline et l'électricité ou autres forces motrices et aussi, des carrosseries et châssis, moteurs, pneus et toutes les machineries, instruments, ustensiles, dispositifs, appareils, lubrifiants, ciment, solutions, émaux et toutes les choses qui peuvent servir pour ces véhicules ou dans leur fabrication et exploitation;

Faire le commerce, louer, réparer, emmagasiner, nettoyer et entreposer des automobiles,

"Willys-Overland (Quebec), Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of February, 1932, incorporating: Thomas Joseph Coonan and Reginald Plimsoll, both King's Counsels, Redmond Hayes, Robert Gordon Gammell, and Matthew Cochrane Holt, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, purchase, import or export, assemble, buy, sell, pledge and generally deal in automobiles, motor-trucks, motor lorries, motor-tractors, motorcycles, aeroplanes and hydroplanes, engines and other kind of vehicles, motors, or device driven or operated by gasolene or electricity or other motive power, and also bodies and chassis, motors, tires, and all machinery, implements, utensils, appliances, apparatus, lubricants, cements, solutions, enamels, and all things capable of being used therewith, or in the manufacture and working thereof;

To deal in, hire, repair, store, clean and warehouse automobiles, motor-trucks, motor-lorries,

camions-automobiles, fardiers-automobiles, tracteurs, motocyclettes, aéroplanes et hydroplanes, voitures et véhicules de toutes sortes, soit actionnés, mis en mouvement ou exploités par la force mécanique ou non;

Construire et maintenir des garages pour recevoir et emmagasiner des automobiles, camions-automobiles, fardiers-automobiles, tracteurs, motocyclettes, aéroplanes et hydroplanes, voitures et véhicules de toutes sortes et maintenir des garages, pour hangarer des automobiles privés ou des automobiles de louage, pour leur réparation ou location;

Acheter, mettre en gage, vendre et manufacturer toutes sortes de matériaux pour la fabrication de pneus pneumatiques et pleins, et fabriquer, importer, exporter, acheter, mettre en gage et vendre tout article, de toute espèce ou nature quelconque, ayant rapport aux automobiles, camions-automobiles, fardiers-automobiles, tracteurs, motocyclettes, aéroplanes et hydroplanes, voitures et véhicules de toutes sortes, ainsi que les pièces et accessoires d'automobiles;

Eriger et établir une ou plusieurs fabriques et ateliers et des ateliers de machines, avec leurs matériels, leurs engins et machineries convenables, dans les buts de manufacturer, acheter, mettre en gage, échanger, exporter ou autrement faire le commerce d'automobiles, camions-automobiles, fardiers-automobiles, tracteurs, motocyclettes, aéroplanes et hydroplanes, voitures et véhicules de toutes sortes, soit à traction mécanique ou non, et toutes les machineries, instruments, ustensiles, dispositifs, appareils, lubrifiants, ciment, émaux, et toutes les choses qui peuvent servir pour des véhicules-moteurs ou dans leur fabrication, entretien et exploitation respectivement;

Acquérir en tout ou en partie la clientèle de tout commerce du ressort de la compagnie et tous les terrains, privilèges, droits, contrats, biens ou effets détenus ou utilisés en rapport avec tel commerce et lors de telle acquisition, assumer les obligations de toute compagnie, association, société ou personne dont ils ont été acquis et les payer par l'émission d'actions libérées ou autrement;

Solliciter et prendre, acheter ou autrement acquérir tous brevets, brevets d'invention, marques de commerce, marques de fabrique, droits d'auteur, ou procédés secrets qui peuvent servir pour les objets de la compagnie et octroyer des licences pour s'en servir;

Conduire et exercer toute autre industrie de nature semblable ou toute industrie que la compagnie croirait être nécessaire ou avantageuse pour mener à bien les objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, et payer pour telle acquisition ou détention totalement ou partiellement en actions libérées de la compagnie, ou en argent;

Emettre des actions libérées, des débentures, obligations ou autres valeurs de la compagnie à toute personne, firme ou corporation, en paiement ou en paiement partiel de toute propriété, droits, concessions, acquis par la compagnie et rémunérer, soit en argent, ou avec l'approbation des actionnaires, en actions, obligations ou débentures, comme il est dit plus haut, toute personne, firme, corporation pour tous services rendus à la compagnie en rapport avec son incorporation, sa promotion ou son organisation, ou en rapport avec la conduite de l'industrie de la compagnie;

Accepter contre valeur ou escompte, acheter,

motor-tractors, motorcycles, aeroplanes and hydroplanes, carriages and vehicles of all kinds, whether propelled, driven or operated by mechanical power or not;

To construct and maintain garages for receiving and storing automobiles, motor-trucks, motor-lorries, motor-tractors, motorcyles, aeroplanes and hydroplanes, carriages and vehicles of all kinds, and to maintain garages for the garaging of private automobiles or automobiles for hire, repair or lease;

To purchase, pledge, sell and manufacture any material for the making of pneumatic and solid tires and to manufacture, import, export, purchase, pledge and sell any article of any kind or nature whatsoever pertaining to automobiles, motor-trucks, motor-lorries, motor-tractors, motorcycles, aeroplanes and hydroplanes, carriages and vehicles of all kind, automobile parts or accessories in connection therewith;

To erect and establish a factory or factories and workshops and machine shops, with a suitable plant, engine, machinery, with a view to manufacture, purchase, pledge, sell, exchange, export or otherwise deal in automobiles, motor-trucks, motor-lorries, motor tractors, motorcycles, aeroplanes and hydroplanes, carriages and vehicles of all kind, whether propelled by mechanical power or not, and all machinery, implements, utensils, appliances, apparatus, lubricants, cements, enamels and all things capable of being used therewith, or in the manufacture, maintenance and working thereof respectively;

To acquire in part or in whole the goodwill of any business within the objects of the company and any lands, privileges, rights, contract, property or effects held or used in connection therewith, and upon such acquisition to undertake the liabilities of any company, association, partnership or person from whom it has been acquired, and to pay for same by the issue of paid-up shares or otherwise;

To apply for, and take out, purchase or otherwise acquire any patents, patent right of inventions, trade-marks, or marks, trade-names or names, copyrights or secret processes which may be useful for the company's objects and to grant licenses for the use of the same;

To conduct and carry on any other business of similar nature, or any business which may, in the opinion of the company, be deemed necessary or advantageous for the carrying out of the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquired or holding, wholly or in part, in paid up shares of the company or in cash;

To issue paid up shares, debentures, bonds or other securities of the company to any person, firm or corporation in payment or in part payment for any property, rights, concessions acquired by the company and to remunerate, either in cash or, with the approval of the shareholders, in stock, bonds or debentures as aforesaid, any person, firm, corporation, for any services rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization or in connection with the conduct of the company's business;

To accept for value or discount, buy, sell and

vendre et négocier des lettres de change, billets, obligations, débentures, coupons, privilèges, contrats, reçus de louage, ventes conditionnelles et tous effets et valeurs négociables, comptes recevables, connaissements, récépissés d'entrepôt, billets privilégiés, contrats à terme, actions, titres, et autres preuves de créance ou valeurs de corporations publiques et privées, gouvernements ou municipalités et, durant leur possession, exercer tous les droits et privilèges de propriété, y compris le droit de voter pour telles valeurs;

Tirer, faire accepter, endosser, escompter, négocier, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, lettres de crédit, mandats et autres effets négociables et transférables;

Vendre, donner en gage ou disposer des entreprises de la compagnie et toute partie d'icelles, pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, si elle est autorisée à le faire par la majorité en nombre des actionnaires, présents ou représentés par procuration à une assemblée générale dûment convoquée pour prendre cette affaire en considération et détenant pas moins des deux-tiers du capital-actions émis de la compagnie;

Vendre, mettre en gage, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, en disposer ou autrement mettre en valeur et négocier la totalité ou toute partie des biens et droits de la compagnie;

Acquérir, détenir, vendre, hypothéquer ou transporter tous les immeubles requis pour exercer le dit commerce de la compagnie et établir, construire et modifier toutes machineries, outillages, matériel, entrepôts, salles de vente, salles d'exposition, agences ou bureaux que la compagnie croira nécessaires ou utiles dans l'exercice de son industrie;

Promouvoir, organiser, administrer et développer ou aider à la promotion, l'organisation, administration ou développement de toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou affaires dans le but d'acquérir la totalité ou aucun des biens, droits et obligations de cette compagnie ou pour toute autre fin qui semblera directement ou indirectement susceptible de profiter à cette compagnie, et faire tous les actes nécessaires ou qui se rattachent à ces opérations;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Se fusionner à toute autre compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de la compagnie et conclure des arrangements pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou pour d'autres fins, avec toute personne, firme ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter toute industrie ou transaction que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter et prendre ou autrement acquérir des actions ou valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, mettre en gage, détenir, revendre, avec ou sans garantie et autrement les négocier;

Prendre les moyens de faire connaître les produits de la compagnie qui seront jugés utiles et particulièrement par la publicité dans la presse, des circulaires, l'achat et l'exposition d'œuvres,

deal in bills of exchange, promissory notes, bonds, debentures, coupons, lien, contracts, hire receipts, conditional sales, agreements and any negotiable instruments and securities, accounts receivable, bills of lading, warehouse receipts, lien-notes, instalment contracts, shares, stocks and other forms of indebtedness or securities of public and private corporations, governments or municipalities, and while the owners thereof, to exercise all of the rights and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

To draw, make, accept, endorse, discount, negotiate, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, letters of credit, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To sell, pledge or dispose of the undertakings of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, if authorized to do so by the majority in number of the shareholders, present or represented by proxy at the general meeting duly called for considering the matter, and holding not less than two thirds of the issued capital stock of the company;

To sell, pledge, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose or turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To acquire, hold, sell, mortgage or convey any real estate required for the carrying on of the company's business, and to establish, construct or alter any machinery, equipment, plant, warehouse, salesroom, showroom, agency or office as the company may consider necessary or suitable in the carrying on of its business;

To promote, organize, manage and develop, or assist in the promotion, organisation, management or development of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking for the purpose of acquiring all or any of the property, rights and liabilities of this company, or for any other purpose which may seem directly and indirectly calculated to benefit this company and to do all acts necessary or incidental thereto;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liability of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

To amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company, and to enter into any arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or firm or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to engage in or carry on, and to take or otherwise acquire shares or securities of any such company, and to sell, pledge, hold, resell with or without guarantee or otherwise deal with same;

To adopt such means of making known the products of this company as may seem expedient, and in particular for advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works, by

la publication de livres et périodiques et l'octroi de prix, récompenses et dons;

Faire des contrats de louage, de service, de cautionnement, de mandat, d'agence et de transactions et généralement tous les contrats et conventions qu'une corporation peut faire sans aucune exception;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Willys-Overland (Quebec), Limited".

Le capital-actions de la compagnie est de cent quatre-vingt-dix-neuf mille dollars ($199,000.00) divisé en mille neuf cent quatre-vingt-dix (1990) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de février 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1579 Sous-secrétaire de la Province.

publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To make any contracts respecting leases, services, sureties, mandates, agencies and transactions and generally all contracts and agreements which a corporation may enter into, without any exception;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the foregoing objects, under the name of "Willys-Overland (Quebec), Limited".

The Capital Stock of the Company is to be one hundred and ninety-nine thousand dollars ($199,000.00), divided into nineteen hundred and ninety (1990) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of February, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1580 Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes supplémentaires

"Dominion Cleaners & Dyers, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cinquième jour de février 1932, changeant le nom de la compagnie "Ford Cleaneteria, Limited", en celui de "Dominion Cleaners & Dyers, Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour de février 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1581 Sous-secrétaire de la Province

"Fabien, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30, 41, 46, 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingtième jour de février 1932, à la Compagnie "Fabien, Limitée" augmentant ses pouvoirs, modifiant et augmentant son capital comme suit, savoir:

Exercer le commerce, en gros et en détail, d'une façon générale, faire le commerce d'un magasin à rayon; généralement importer et exporter, acheter, louer, vendre, autrement acquérir et disposer des merceries, fourrures, confections, chapeaux, souliers, marchandises à la verge, meubles, pianos, radios, gramophones, machines et appareils électriques quelconques, glacières, poëles, draperies, cuirs, velours, soies, laines, cotons ou autres tissus de quelque nature que ce soit, tapis, prélarts, objets d'art et de fantaisie, bijoux, articles d'orfèvrerie, parfums, porcelaines, verreries, vaisselle, ustensiles, articles de bureaux, volumes, articles de sport, d'imprimerie, de papeterie, de reliure, de photographie, peintures, vitres, articles de ferrronnerie et de quincaillerie, matériaux de construction quelconques, denrées alimentaires à consommer sur place ou à domicile, provisions, médicaments, et généralement tous objets quelconques et accessoires, en rapport avec la construction, l'ameublement, la décoration, la lingerie,

Supplementary Letters Patent

"Dominion Cleaners & Dyers, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of February 1932, changing the name of the company "Ford Cleaneteria, Limited", to that of "Dominion Cleaners & Dyers, Limited".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of February, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1582 Assistant Provincial Secretary.

"Fabien, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 30, 41, 46, 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1932, to the Company: "Fabien, Limitée", increasing its powers, modifying and increasing its capital as follows, to wit:

To carry on a general wholesale and retail business; to operate a departmental store; generally to import and export, purchase, lease, sell, otherwise acquire and dispose of drygoods, furs, ready to wear, hats, shoes, merchandise by the yard, furniture, pianos, radios, gramaphones, electric machines and appliances whatsoever, refrigerators, stoves, draperies, leather goods, velvets, silks, woollens, cotton and other fabrics of any nature whatsoever, carpets, oilcloths, objects of art and fancy goods, jewellery, gold and silver wares, perfumes, porcelain, glassware, crockery, utensils, office specialties, books, sporting goods, printing, stationery, bookbinding, photography, paints, window panes, hardware and ironware, building materials of every kind, foodstuffs to be consumed on the premises or at home, provisions, medicines, and generally any objects and accessories whatsoever, connected with construction, furnishing, decoration, lingerie, clothing, foodstuffs, toilet goods and other necessaries of life;

rie, le vêtement, la nourriture, la toilette et les besoins courants de la vie;

Manufacturer, transformer, réparer, entretenir, confectionner, traiter de quelque manière que ce soit, emmagasiner, garder en entrepôt, des marchandises, matières premières et accessoires de toute composition, substance et espèce, en rapport avec l'exploitation d'un magasin à rayons, et l'exercice du commerce en général;

Organiser pour l'avantage de la maison et de sa clientèle tous services de nature à faciliter l'acquisition, la conservation, la transformation ou la vente des articles qui peuvent faire l'objet de son commerce;

Agir comme industriels, marchands, agents à commission, courtiers ou représentants d'autres personnes, sociétés ou corporations, ou s'associer de quelque manière avec ces personnes, sociétés ou corporations pour la fabrication, l'achat, la vente, l'importation et l'exportation d'objets manufacturés ou de marchandises quelconques;

Construire, acheter, vendre, échanger, louer, acquérir, exploiter de quelque manière que ce soit, posséder, utiliser, aliéner tous établissements, magasins, succursales, bureaux, usines, entrepôts, machines et outillages, utiles aux fins industrielles et commerciales de la compagnie;

Acheter, vendre, échanger, louer, acquérir, aliéner, posséder ou utiliser de quelque façon tous biens mobiliers ou immobiliers, actifs, fonds de commerce, achalandages, brevets d'invention, marques de commerce, valeurs mobilières, droits ou privilèges utiles aux fins industrielles et commerciales de la Compagnie;

Employer, en tout ou en partie, les fonds de la Compagnie, pour la souscription ou l'achat d'actions, bons ou obligations d'autres compagnies, ou pour l'acquisition de tous biens mobiliers ou immobiliers, actifs, fonds de commerce, achalandage, brevets d'inventions, marques de commerce, droits, privilèges, créances et autres valeurs, détenus par des compagnies ou des personnes exploitant une industrie, un métier ou un commerce, quels qu'ils soient;

Payer pour tous services rendus à la compagnie ou requis par elle, ou pour toute acquisition de la compagnie, sans aucune exception et de quelque nature que soit telle acquisition, en actions libérées de la compagnie ou en obligations de la compagnie, ou en deniers comptants, ou partie en actions libérées, partie en obligations et partie en deniers comptants;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, faire, émettre, acheter, vendre ou autrement négocier tous billets, lettres de change, lettres de crédit, chèques, connaissements, récépissés d'entrepôts, traites ou autres effets de commerce, valeurs et documents négociables ou transférables:

Emprunter des deniers sur le crédit de la Compagnie, ou sur les biens, les titres et les valeurs détenus par la Compagnie;

Emettre et réémettre des bons, obligations, actions-obligations, ou autres valeurs de la Compagnie, les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, les acheter sur le marché, ou aux conditions qui pourront avoir été fixées par les règlements de la Compagnie au moment de leur émission, ou qui pourront être subséquemment agréées par les détenteurs de telles obligations;

Hypothéquer, nantir ou mettre en gage, pour le tout ou pour partie seulement, les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, de la compagnie, pour assurer le paiement de tels bons, obligations, actions-obligations ou d'emprunts

To manufacture, remodel, repair, maintain, make, deal with in any manner whatsoever, store, warehouse, merchandise, raw materials and accessories, any composition, substance and specie, incidental to a departmental store and the carrying on of a general business;

To organize for the advantage of the firm and of its customers, any service calculated to facilitate the acquisition, conservation, transformation or sale of the articles which may form the object of its business;

To act as manufacturers, merchants, commission agents, brokers or representatives of other persons, partnerships or corporations, or in any manner to enter into partnership with such persons, partnerships or corporations for the manufacturing, purchase, sale, importation or exportation of manufactured goods or of any merchandise;

To construct, buy, sell, exchange, lease, acquire or in any other manner operate, possess, utilize and alienate plants, stores, branches, offices, workshops, warehouses, machinery and equipment useful for the financial, industrial and commercial purposes of the company;

To purchase, sell, exchange, lease, acquire, alienate, own or utilize in any manner, any movable or immovable property, assets, stock-in-trade, good-will, patents of invention, trade-marks, movable values, rights or privileges useful for the industrial and commercial purposes of the company;

To employ in whole or in part the funds of the company for the purchase or subscription of shares, bonds or debentures of other companies, or for the acquisition of any movable or immovable property, assets, stock in trade, good-will, patents of invention, trade-marks, rights, privileges, claims and other securities held by any companies or individuals carrying on any industry, trade or business whatsoever;

To pay for any services rendered to the company or required by it and for any acquisition of the company, without any exception and of any nature whatever such acquisition may be, in paid up shares or bonds of the company or in cash, or partly in paid up shares and partly in bonds and partly in cash;

To draw, underwrite, accept, endorse, make, issue, purchase, sell or otherwise negotiate any promissory notes, bills of exchange, letters of credit, cheques, bills of lading, warehouse receipts, drafts or other negotiable and transferable commercial instruments, securities and documents;

To borrow money upon the credit of the company or on property, titles or securities held by the company;

To issue and re-issue bonds, debentures, debenture-stock or other securities of the company and to pledge or sell the same for such price and for such sums as may be deemed proper, to redeem the same on the market or on such conditions as may have been fixed upon by the by-laws of the company at the time of the issue thereof, or which may subsequently be agreed upon by the holders of such bonds;

To hypothecate, mortgage or pledge the whole or part of the movable or immovable property, present or future, of the company, to secure the payment of any such bonds, debentures, debenture-stock or loans made otherwise than by the

faits autrement que par émission d'obligations ou pour assurer le paiement ou l'exécution des dettes, contrats ou engagements de la compagnie; constituer cette hypothèque, ce nantissement ou ce gage par acte de fidéicommis, conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations ou de toute autre manière;

Pour les fins générales de la Compagnie, et spécialement pour les fins particulières mentionnées plus haut, jouir de tous les pouvoirs accordés par la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations; et

Que le capital-actions de la compagnie Fabien, Limitée, qui est actuellement de vingt mille ($20,000.00) dollars, divisé en deux mille actions de dix dollars chacune, et dont toutes les actions ont été souscrites et entièrement payées, soit augmenté et modifié de manière à être composé de mille (1000) actions privilégiées six pour cent cumulatives d'une valeur au pair de cent dollars chacune, et de cinq mille (5000) actions ordinaires sans valeur nominale;

Que les actions actuelles soient rappelées par la compagnie et annulées, et qu'il soit attribué aux actionnaires actuels des actions du nouveau capital-actions de la compagnie Fabien, Limitée, dans la proportion de trois (3) actions privilégiées six pour cent cumulatives entièrement libérées et de dix (10) actions ordinaires sans valeur nominale, en échange de chaque groupe de dix (10) actions entièrement libérées d'une valeur au pair de dix dollars du capital-actions actuel de la compagnie;

Que les actions privilégiées de six pour cent cumulatives de la compagnie soient régies par les dispositions suivantes:

a. Les porteurs des actions privilégiées six pour cent cumulatives de la compagnie ont droit à un dividende fixe privilégié et cumulatif de six (6%) pour cent; après avoir pourvu au dividende complet sur les actions privilégiées, pour l'année courante, à tous arrérages qui peuvent se trouver dus sur les dividendes cumulatifs de ces actions privilégiées, et à une réserve égale à une année de dividende sur ces actions privilégiées, s'il reste au compte de surplus un solde de profits nets, les directeurs de la compagnie peuvent alors, mais alors seulement, utiliser à leur discrétion ce surplus pour payer un dividende aux porteurs des actions ordinaires;

b. Dans le cas de liquidation ou de dissolution de la compagnie, les actions privilégiées prennent rang avant les actions ordinaires de la compagnie 1. quant au remboursement du capital, au pair, si elles ont été entièrement libérées, et jusqu'à remboursement des versements acquittés si elles ne sont que partiellement libérées; et 2. quant au paiement des dividendes, y compris tous arrérages, s'il y en a, jusqu'à la date du commencement des procédures en liquidation ou dissolution;

c. Les porteurs des actions privilégiées n'exercent aucun droit de vote soit pour l'élection des directeurs de la compagnie, soit pour la transaction de toute autre affaire quelconque de la compagnie, ils n'ont pas le droit d'assister aux assemblées d'actionnaires et ils ne sont pas qualifiés comme tels pour être directeurs de la compagnie, excepté à partir du moment et pendant la période de temps seulement où il leur est dû des accumulations de dividendes représentant au moins quinze mois d'arrérages sur les dividendes cumulatifs;

d. Dès que les porteurs d'actions privilégiées cumulatives ont droit de voter en vertu des dispositions ci-dessus, chaque porteur enregistré a

issue of bonds, or to secure the payment or execution of debts, contracts or engagements of the company and constitute the hypothec, mortgage or pledge by trust deed, in accordance with the Special Corporate Powers Act or in any other manner; and in a general manner to enjoy all the powers conferred by the said Special Corporate Powers Act, or in any other manner;

For the general purposes of the company, and especially for the particular purposes mentioned above, to enjoy all the powers granted by the Special Corporate Powers Act; and

That the capital stock of the company Fabien, Limitée, which is actually twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two thousand shares of ten dollars each, and of which all shares are subscribed for and fully paid up, be increased and modified in such a manner so as to be composed of one thousand (1000) six per cent cumulative preferred shares of a par value of one hundred dollars each, and of five thousand (5,000) common shares without nominal value;

That the present shares be recalled by the company and annulled, and that there be allotted to the present shareholders new shares of the capital stock of the company Fabien, Limitée, in a proportion of three (3) six per cent cumulative fully paid up preferred shares and of ten (10) common shares without nominal value, in exchange for each group of ten (10) fully paid up shares of a par value of ten dollars of the present capital stock of the company;

That the following provisions be attached to the present six per cent preferred shares of the company:

a. The holders of the six per cent (6%) cumulative preferred shares of the company shall be entitled to a fixed, preferred and cumulative six per cent (6%) dividend; after having provided for the full dividend on the preferred shares for the current year, and for any arrears which there may be on the cumulative dividends of such preferred shares, and to a reserve equal to one year's dividends on the said preferred shares, if there should remain in the surplus account a balance of net profits, the Directors of the company may them, but then only, use, at their discretion, a part of such surplus for the payment of a dividend to the holders of common shares;

b. In the event of the liquidation or dissolution of the company, the preferred shares take rank before the common shares of the company, (*a*) both as to the redemption of capital, par value, if they be fully paid-up, and up to the amount of instalments paid, if they be only partly paid-up; and (*b*) as to the payment of dividends including arrears, if any, up to the date of the commencement of proceedings in liquidation or dissolution;

c. The holders of preferred shares shall not be entitled to vote either for the election of directors of the company, or for the transaction of any other business whatsoever of the company; they shall not be entitled to assist at the meetings of shareholders and shall not be qualified as such to become directors of the company, except from the moment and during the period of time only when there is due them an accumulation of dividends representing at least fifteen months of arrears on their cumulative dividends;

d. Whenever the holders of cumulative preferred shares are entitled to vote in virtue of the hereabove provisions, each registered holder is

droit de recevoir un avis de convocation d'assemblée, d'assister aux assemblées, d'être mis en nomination comme directeur de la compagnie, et de voter sur ces actions privilégiées cumulatives, dans la proportion de cinq votes pour chaque action privilégiée cumulative enregistrée en son nom ou qu'il représente par procuration;

e. Sujet aux dispositions des paragraphes suivants concernant le rachat des actions privilégiées cumulatives, les porteurs de ces actions n'ont droit à aucune participation dans les profits, dans l'actif ou dans la direction de la compagnie autres, que celles prévues dans les paragraphes *a*, *b*, *c* et *d* qui précèdent;

f. La compagnie peut, de temps en temps, suivant résolution de son bureau de direction, racheter en tout ou en partie les actions privilégiées cumulatives alors émises, soit sur le marché aux prix et conditions qu'elle peut trouver convenables, soit par avis de rachat adressé aux porteurs, mais dans ce dernier cas elle ne peut pas forcer les porteurs de telles actions à accepter un prix moindre que cent dix dollars ($110.00) par action entièrement libérée, plus les dividendes accumulés jusqu'à date;

g. Aux fins de racheter ces actions privilégiées cumulatives, le bureau de direction, par résolution, peut donner avis aux porteurs d'actions privilégiées cumulatives, par lettre recommandée adressée à leur dernière adresse connue, les informant que la compagnie entend racheter à cent dix dollars ($110.00) par action privilégiée cumulative entièrement libérée, telle quantité d'actions privilégiées cumulatives à prélever sur tous les porteurs d'actions privilégiées cumulatives au prorata du nombre de ces actions enregistrées en leurs noms dans les livres de la compagnie, et qu'à compter de dix (10) jours de la date d'envoi de cet avis, le porteur de telles actions ainsi rachetées n'a plus aucun autre droit contre la compagnie que celui de recevoir sans intérêt le prix de rachat de telles actions sur dépôt des certificats qui les représentent;

h. Si cette procédure a pour effet de laisser des fractions d'actions au nom de quelqu'un des actionnaires, la compagnie doit racheter en même temps toutes ces fractions aux mêmes conditions que les actions complètes. Toutes les actions ainsi rachetées par la compagnie retombent dans le trésor de la compagnie, et peuvent être réémises par la compagnie et vendues de nouveau par la compagnie aux temps, prix et conditions que le bureau de direction pourra fixer dans chaque cas par résolution;

Que les actions ordinaires sans valeur nominale, autres que celles qui sont attribuées aux actionnaires en échange de leurs actions actuelles, soient émises et vendues, aux temps, prix et conditions que le bureau de direction pourra fixer dans chaque cas par résolution; et que les actions privilégiées autres que celles qui sont attribuées aux actionnaires en échange de leurs actions actuelles, soient émises et vendues en tout ou en partie à la discrétion des directeurs, suivant résolutions du bureau de direction.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de février 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1583 Sous-secrétaire de la Province.

"Garment Centre Capitol, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingtième

entitled to receive notice of the call of the meeting to assist at the meetings to the put in nomination as director of the company, and to vote on such cumulative preferred shares in the proportion of five votes for each cumulative preferred share registered in his name or which he represents by power of attorney;

e. Subject to the provisions of the following paragraphs respecting the redemption of cumulative preferred shares, the holders of such shares are not entitled to any participation in the profits or assets or management of the company other than that provided in the preceding paragraphs *a*, *b*, *c* and *d*.

f. The company may from time to time, upon resolution of its board of directors, redeem in whole or in part the cumulative preferred shares then issued, either on the market at the prices and conditions deemed advisable, either by notice of redemption addressed to the bearers, but in the latter case they cannot force the bearers of such said shares to accept a price less than one hundred and ten dollars ($110.00) per fully paid up share, plus the accrued dividends to date;

g. For the purposes of redeeming such cumulative preferred shares, the board of directors, by resolution, may give notice to the holders of cumulative preferred shares, by registered letter mailed to their last known address, that it intends to redeem at one hundred and ten dollars ($110.00) per fully paid up share, such quantity of cumulative preferred shares to levy on all the holders of cumulative preferred shares pro rata of the number of shares registered in their names in the books of the company, and that after ten days from the date of the mailing of such notice, the holders of such shares thus redeemed shall have no further claim against the company but that of receiving, without interest, the redemption price of such shares on deposit of the certificates representing such shares;

h. If such procedure has the effect of leaving fractions of shares in the name of any of its shareholders, the company must redeem at the same time all such fractions on the same conditions as the full shares. All the shares thus redeemed by the company return to the treasury of the company, and may be reissued by the company and sold anew by the company at such time, price and conditions which the board of directors may by resolution in each case determine;

That the common shares without nominal value, other than those allotted to shareholders in exchange for their present shares, shall be issued and sold, at the time, price and conditions which the board of directors may, by resolution, in each case determine; and that the preferred shares other than those allotted to the shareholders in exchange for their present shares, be issued and sold in whole or in part at the discretion of the board of directors, by resolution of the board of directors.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of February, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1584 Assistant Provincial Secretary.

"Garment Centre Capitol Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 30 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth

jour de février 1932, à la compagnie "Garment Centre Capitol, Inc.", confirmant les règlements Nos 12A et 20A comme suit, à savoir:

Règlement No 12A.

1. Excepté tel que ci-après prévu dans les présentes aucune action ou actions dans la "Garment Centre Capitol Inc." ne seront en aucun temps transférées à aucune personne ou personnes n'étant pas auparavant un actionnaire ou des actionnaires jusqu'à ce que ladite Corporation ait eu l'opportunité de trouver un acheteur pour telle action ou actions tel que ci-après prévu dans les présentes.

2. Tout actionnaire désirant vendre ou transférer son action ou ses actions ou aucune partie d'icelles donnera avis par écrit à la compagnie "Garment Centre Capitol, Inc.", qu'il désire les vendre et les transférer et le prix auquel il se propose de vendre l'action ou les actions et tel avis constituera la "Garment Centre Capitol, Inc.", comme l'agent desdits actionnaires pour la vente de telle action ou actions à toute personne ou personnes audit prix qui sera convenu entre le vendeur et l'acheteur.

3. Si la compagnie "Garment Centre Capitol, Inc"., dans la période de trente jours après la réception de tel avis par écrit comme susdit, trouve un acheteur désirant acheter telle action ou actions et avertira par un avis écrit la personne désirant les vendre, cette dernière sera obligée, en aucun temps dans les trois jours qui suivront la date que la "Garment Centre Capitol, Inc." fixera, sur le paiement du prix mentionné ou à être établi tel que ci-après prévu dans les présentes, à transférer telle action ou actions à tel acheteur.

4. Sur réception de l'avis tel que spécifié dans le paragraphe deux d'icelles,la compagnie "Garment Centre Capitol, Inc.", donnera à chaque actionnaire restant enregistré dans les livres de la compagnie un droit d'acheter les actions de l'actionnaire désirant vendre en proportion des actions détenues par les actionnaires restants de la Corporation, tel qu'énoncé dans les Régistres des actionnaires de la compagnie "Garment Centre Capitol, Inc.".

5. Si dans le cas où l'actionnaire vendeur, après s'être lié comme susdit, fait défaut en transférant telle action ou actions la "Garment Centre Capitol, Inc.", recevra le prix d'achat et fera aussitôt entrer le nom de l'acheteur dans les Régistres comme actionnaire de telle action ou actions et détiendra le prix d'achat en fiducie pour l'actionnaire vendeur, ses exécuteurs, administrateurs ou mandataires, et le reçu de la "Garment Centre Capitol, Inc." pour le prix d'achat sera une bonne quittance pour l'acheteur et l'acheteur ne sera pas tenu de voir l'application d'icelle et après que le nom de l'acheteur aura été entré dans les régistres dans l'exercice du pouvoir susdit, la validité de l'enregistrement de transfert ou les procédés, ne seront révoqués en doute par aucune personne et l'acheteur sera jugé et reconnu comme étant le propriétaire de ladite action ou actions.

6. Sujet au paragraphe suivant, le prix à être payé par l'acheteur sera la valeur de l'action ou des actions tel que convenu entre le vendeur et l'acheteur.

7. Nonobstant tout ce qui est contenu dans les dispositions susdites, aucun actionnaire ne vendra ou transférera aucune action ou toutes actions à toute personne ou personnes qui n'est pas un actionnaire ou actionnaires pour un prix moindre

day of February, 1932, to the Company: "Garment Centre Capitol, Inc.", confirming By-laws Nos. 12A and 20A as follows, to wit:

By-law No. 12A.

1. Save as hereinafter provided no share or shares in Garment Centre Capitol, Inc. shall at any time be transferred to any person or persons not already a shareholder or shareholders until the said Corporation has had an opportunity to find a purchaser for such share or shares as hereinafter provided.

2. Any shareholder desiring to sell and transfer his share or shares or any portion thereof shall give notice in writing to Garment Centre Capitol, Inc. that he desires to sell and transfer the same and the price at which he proposes to sell the share or shares and such notice shall constitute Garment Centre Capitol, Inc. as the said shareholders agent for the sale of such share or shares to any person or persons at the said price to be agreed upon between seller and purchaser.

3. If Garment Centre Capitol, Inc., shall within the space of thirty days after the receipt of such written notice as aforesaid, find a purchaser desiring to purchase such share or shares and shall give written notice thereof to the person desiring to sell, the latter shall be bound, at such time within three days thereafter as Garment Centre Capitol, Inc. shall appoint, upon the payment of the price named or to be ascertained as hereinafter provided to transfer such share or shares to such purchaser.

4. Upon the receipt of notice as specified in paragraph two hereof, Garment Centre Capitol, Inc. shall give to each remaining shareholder of record on the books of the Company a right to purchase shares from the shareholder desiring to sell in proportion to the respective holdings of the remaining shareholders of the Corporation, as set forth in the register of shareholders of Garment Centre Capitol, Inc.

5. If in case the selling shareholder, after becoming bound as aforesaid, makes default in transferring such share or shares, Garment Centre Capitol, Inc., shall receive the purchase money and shall thereupon cause the name of the purchaser to be entered upon the register as the shareholder of such share or shares and shall hold the purchase money in trust for the selling shareholder, his executors, administrators, or assignees, and the receipt of Garment Centre Capitol, Inc. for the purchase money shall be a good discharge to the purchaser and the purchaser shall not be bound to see the application thereof and after the name of the purchaser shall have been entered in the register in purported exercise of the aforesaid power, the validity of the transfer entry, or the proceedings, shall not be questioned by any person and the purchaser shall be deemed and taken to be the owner of the said share or shares.

6. Subject to the next succeeding paragraph, the price to be paid by the purchaser shall be the value of the share or shares as agreed upon between seller and purchaser.

7. Notwithstanding anything contained in the aforesaid provisions, no shareholder shall sell or transfer any share or shares to any person or persons not a shareholder or shareholders for a price less than the amount at which the share or

que le montant auquel l'action ou les actions ont été antérieurement offertes à la compagnie "Garment Centre Capitol, Inc.", comme agent susdit, jusqu'à ce que la Corporation ait eu la première l'opportunité pour une période de trente jours de trouver un acheteur pour telle action ou telles actions à un prix moins élevé.

8. Ce Règlement No 12A ne sera pas interprété comme une interdiction pour transférer les actions par testament ou succession "ab intestat", mais dans chacun desdits cas, si le bénéficiaire ou héritier désirait vendre ses actions, il serait obligé de suivre les conditions prévues dans ce Règlement.

9. Ce Règlement No 12A n'empêche pas les actions d'être hypothéquées par une banque ou prêteur comme garantie collatérale, sujet cependant aux restrictions en ce qui concerne la vente définie, tel que ci-dessus prévu dans les présentes.

10. Le présent Règlement No 12A obligera les actionnaires et leurs héritiers, exécuteurs, administrateurs et mandataires respectifs.

shares were previously offered to Garment Centre Capitol, Inc., as agent aforesaid, until the Corporation shall have first had an opportunity for a period of thirty days to find a purchaser for such share or shares at such lower price.

8. This By-Law No. 12A shall not be interpreted as a prohibition to transfer shares by will or by abintestate succession, but in either of said cases, should the beneficiary or heir desire to sell his shares, he shall be bound to follow the conditions provided in this By-Law.

9. This By-Law No. 12A does not prohibit hypothecation of shares to a bank or lender as collateral security, subject however to the restrictions as regards definite sale, as hereinabove provided.

10. The present By-Law No. 12A shall be binding upon the shareholders and upon their respective heirs, executors, administrators and assignees.

Règlement No 20A.

Nul règlement ou résolution, soit des directeurs ou des actionnaires ayant en vue aucun des objets suivants, ne pourra être validé ou confirmé par la corporation, à moins qu'adopté à une assemblée des directeurs lorsque au moins quatre des cinq directeurs auront voté favorablement et lorsque telle résolution aura été ratifiée à une assemblée générale spéciale des actionnaires, dûment convoquée à cette fin et à laquelle assemblée des actionnaires, les actionnaires représentant au moins quatre-vingt-dix pour cent (90%) des actions alors en cours de la corporation votèrent favorablement, lors de l'adoption du règlement ou de la résolution qui avait en vue aucun des objets suivants, à savoir:

(*a*) Une augmentation ou diminution du capital-actions autorisé de la Compagnie.

(*b*) Une demande pour l'émission de lettres patentes supplémentaires pour aucune fin.

(*c*) Le paiement des salaires à tout officier et/ou directeur, excédant cinq cents dollars ($500.00) par année.

(*d*) Le paiement de bonis aux officiers, directeurs ou actionnaires de la Compagnie.

(*e*) Une augmentation ou diminution dans le nombre des Directeurs de la Compagnie.

(*f*) La vente de toutes actions détenues par la compagnie et en particulier la vente de toutes actions de la compagnie "Peel Street Realties, Limited", détenues par la compagnie.

(*g*) La vente de la totalité ou d'une grande partie de l'entreprise et/ou des biens de la Compagnie.

(*h*) L'émission d'une option pour la vente de la totalité ou d'une grande partie de l'entreprise et ou des biens de la compagnie.

(*i*) La création d'une émission d'obligations ou débentures.

(*j*) La création d'hypothèques ou mortgages aux fins de remplacer les mortgages existant présentement et/ou d'émission d'obligations.

(*k*) La liquidation volontaire de la compagnie.

(*l*) Une liquidation judiciaire ou déclaration en faillite.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de février 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1585 Sous-secrétaire de la Province.

By-Law No. 20A.

No By-Law or resolution, whether of directors or of shareholders having any of the following objects, shall be valid or binding upon the Corporation unless adopted at a meeting of directors where there voted favourably at least four out of five of the directors, and where such resolution was ratified at a special General meeting of Shareholders, (duly called for that purpose and at which meeting of shareholders) there voted favourably shareholders representing at least ninety per cent (90%) of the then outstanding shares of the Corporation, where the By-Law or resolution had in view any of the following objects, namely:

(*a*) An increase or decrease of the authorized capital stock of the Company.

(*b*) An application for Supplementary Letters Patent for any purpose.

(*c*) The payment of salaries to any officer and/or director, exceeding five hundred dollars ($500.00) per annum.

(*d*) The payment of bonuses to officers, directors or shareholders of the Company.

(*e*) An increase or decrease in the number of directors of the Company.

(*f*) The sale of any shares held by the Company and in particular the sale of any shares of Peel Street Realties, Limited, held by the Company.

(*g*) The sale of the whole or greater part of the undertaking and/or assets of the Company

(*h*) The granting of an option for the sale of the whole or the greater portion of the undertaking and/or assets of the Company.

i) The creation of a bond or debenture issue.

(*j*) The creation of hypothecs or mortgages to replace the present existing mortgages and/or bond issue.

(*k*) The voluntary winding up of the Company.

(*l*) A judicial winding up or declaration in bankruptcy.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of February, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1586 Assistant Provincial Secretary.

"Peel Street Realties, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingtième jour de février 1932, à la compagnie "Peel Street Realties, Limited", confirmant le Règlement No 22A de la compagnie comme suit, à savoir:

Nul règlement ou résolution, soit des directeurs ou des actionnaires ayant en vue aucun des objets qui suivent, ne pourra être validé ou confirmé par la compagnie, à moins qu'adopté à une assemblée des directeurs lorsque au moins quatre des cinq directeurs auront voté favorablement et lorsque telle résolution aura été ratifiée à une assemblée générale spéciale des actionnaires, dûment convoquée à cette fin, et à laquelle assemblée des actionnaires, les actionnaires représentant cent pour cent (100%) des actions alors en cours de la compagnie votèrent favorablement, lors de l'adoption du règlement ou de la résolution qui avait en vue aucun des objets qui suivent, à savoir:

(*a*) Une augmentation ou diminution du capital-actions autorisé de la compagnie;

(*b*) Une demande pour l'émission de lettres patentes supplémentaires pour aucune fin;

(*c*) Le paiement de salaires à tout officier et/ou directeur, excédant cinq cents dollars ($500.00) par année;

(*d*) Le paiement de bonis aux officiers, directeurs ou actionnaires de la compagnie;

(*e*) Une augmentation ou diminution dans le nombre des directeurs de la compagnie;

(*f*) La vente de toutes actions détenues par la compagnie;

(*g*) La vente de la totalité ou d'une grande partie de l'entreprise et/ou des biens de la compagnie;

(*h*) L'émission d'une option pour la vente de la totalité ou d'une grande partie de l'entreprise et/ou des biens de la compagnie;

(*i*) La création d'hypothèques ou mortgages aux fins de remplacer les mortgages existant présentement et/ou d'émission d'obligations;

(*j*) La création d'une émission d'obligations ou débentures;

(*k*) La liquidation volontaire de la compagnie;

(*l*) Une liquidation judicière ou déclaration en faillite.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de février 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1587 Sous-secrétaire de la province.

"Peel Street Realties, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 30 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1932, to the Company "Peel Street Realties, Limited", confirming By-law No. 22A of the Company as follows, to wit:

No By-law or resolution, whether of directors or of shareholders having any of the following objects, shall be valid or binding upon the Company unless adopted at a meeting of directors where there voted favourably at least four out of five of the directors and where such resolution was ratified at a special general meeting of shareholders, duly called for that purpose and at which meeting of shareholders there voted favourably shareholders representing one hundred per cent (100%) of the then outstanding shares of the company, where the By-law or resolution had in view any of the following objects, viz:

(*a*) An increase or decrease of the authorized capital stock of the Company;

(*b*) An application for supplementary letters patent for any purpose;

(*c*) The payment of salaries to any officer and/or director exceeding five hundred dollars ($500.00) per annum;

(*d*) The payment of bonuses to officers, directors or shareholders of the company;

(*e*) An increase or decrease in the number of directors of the company;

(*f*) The sale of any shares held by the Company;

(*g*) The sale of the whole or greater part of the undertaking and/or assets of the Company;

(*h*) The granting of an option for the sale of the whole or the greater portion of the undertaking and/or assets of the Company;

(*i*) The creation of hypothecs or mortgages to replace the present existing mortgages and/or bond issues;

(*j*) The creation of a bond or debenture issue.

(*k*) The voluntary winding up of the Company;

(*l*) A judicial winding up or declaration in bankruptcy.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of February, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1588 Assistant Provincial Secretary.

"Ste. Anne Investment Corporation"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 48 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingtième jour de février 1932, à la compagnie "Ste. Anne Investment Corporation", ratifiant un règlement de la compagnie comme suit, à savoir:

Que le capital-actions autorisé et en cours de cette compagnie soit et il est, par les présentes, réduit de la somme de neuf cent cinquante-sept mille quatre cent cinquante dollars ($957,450.00), divisé en quatre-vingt-quinze mille sept cent quarante-cinq (95,745) actions d'une valeur au pair de dix dollars ($10.00) chacune à la somme de neuf cent quatre mille deux cent vingt

"Ste. Anne Investment Corporation"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 48 and following supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1932, to the Company "Ste. Anne Investment Corporation", ratifying a By-law of the Company as follows, to wit:

That the authorized and outstanding share capital of this Company be and it is hereby reduced from nine hundred and fifty seven thousand four hundred and fifty dollars ($957,450.00) divided into ninety five thousand seven hundred and forty five (95,745) shares of the par value of ten dollars ($10.00) each to nine hundred and four thousand two hundred and twenty

dollars ($904,220.00), divisé en quatre-vingt-dix mille quatre cent vingt-deux (90,422) actions d'une valeur au pair de dix dollars ($10.00) chacune par la cancellation de cinq mille trois cent vingt-trois (5,323) actions entièrement libérées et non sujettes à appel, en cours, du capital-actions de cette compagnie en considération du transfert et de la livraison en espèces, aux porteurs desdites cinq mille trois cent vingt-trois (5,323) actions de ce pourcentage des actions, valeurs et deniers possédés par la compagnie dont le nombre d'actions détenues par eux respectivement porte le nombre total des actions en cours, c'est-à-dire, leurs actions respectives proportionnées à l'actif entier de la compagnie.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de février 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1589 Sous-secrétaire de la province.

dollars (904,220.00) divided into ninety thousand four hundred and twenty two (90,422) shares of the par value of ten dollars ($10.00) each by the cancellation of five thousand three hundred and twenty three (5,323) outstanding fully paid and non-assessable shares of the capital stock of this Company in consideration of the transfer and delivery in specie to the holders of said five thousand three hundred and twenty three (5,323 shares of that percentage of the shares, securities and cash owned by the Company which the number of shares held by them respectively bears to the total number of outstanding shares, that is to say, their respective proportionate shares of the entire assets of the Company.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the twentieth day of February, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1590 Assistant Provincial Secretary.

"St. Leonards Golf & Country Club Limited."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnie de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du premier jour de mars 1932, changeant le nom de la compagnie "Rosemount Golf & Country Club Limited", en celui de "St. Leonards Golf & Country Club, Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de mars 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1591 Sous-secrétaire de la province.

"St. Leonards Golf & Country Club Limited."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1932, changing the name of the company "Rosemount Golf & Country Club Limited", to that of "St. Leonards Golf & Country Club Limited".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of March, 1932.

ALEXANDRE DESMEULES,
1592 Assistant Provincial Secretary.

Proclamations

Canada,
Province de Québec. H. G. CARROLL
[L. S.]

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques audelà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Assistant-Procureur-Général.*

ATTENDU que, par la section 2 de la loi 20 George V, chapitre 94, il est décrété que ladite loi entrera en vigueur sur proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer la date de l'entrée en vigueur de ladite loi:

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, et conformément aux dispositions de la section 2 de ladite loi, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que la loi 20 George V, chapitre 94, intitulée: "Loi modifiant la Loi de la fabrication du pain", soit mise en vigueur à compter de la date de la présente proclamation.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur

Proclamations

Canada,
Province of Quebec. H. G. CARROLL
[L. S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Deputy-Attorney-General.*

WHEREAS, in virtue of section 2 of the Act 20 George V, chapter 94, it is enacted that the said Act shall come into force on proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient to fix the date of the coming into force of the said Act:

THEREFORE, with the consent and advice of our Executive Council, and in conformity with the provisions of section 2 of the said Act, We have enacted and ordered and do hereby enact and order, that the Act 20 George V, chapter 94, intituled: "An Act to amend the Bread Act, shall come into force from and after the date of the present proclamation.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent

icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable HENRY GEORGE CARROLL, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, de Notre province de QUÉBEC, ce SEPTIEME jour de MARS, en l'année mil neuf cent trente-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-deuxième année.

Par ordre,

ALEXANDRE DESMEULES,

1631 Sous-secrétaire de la Province.

and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HENRY GEORGE CARROLL, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, in Our said Province, this SEVENTH day of MARCH, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty two and in the twenty second year of Our Reign.

By command,

ALEXANDRE DESMEULES,

1632 Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province de Québec. H.-G. CARROLL.
[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Assistant-Procureur-Général.*

ATTENDU que les Commissaires dûment nommés pour les fins de la section II du chapitre 197 des Statuts refondus de Québec, 1925 (Loi des paroisses et des fabriques), dans et pour le diocèse catholique romain de Sherbrooke, dans Notre Province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité desdits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite Province de Québec, un procès-verbal comprenant un rapport fait à la suite de l'examen des oppositions présentées contre la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse, en date du 5 octobre 1931, érigeant en paroisse canonique un certain territoire de la paroisse de Saint-Matthieu;

ATTENDU que lesdits Commissaires dans ce rapport recommandent la reconnaissance civile dudit décret canonique du 5 octobre 1931, érigeant en paroisse canonique, sous le nom de la paroisse de Saint-Mathieu, le territoire suivant, savoir:

Ce territoire situé dans le district électoral de Stanstead et, comprenant—du cadastre officiel fait pour les cantons de Barford et de Barnston, dans la division d'enregistrement de Coaticook—les lots de terre renfermés dans les lots primitifs: numéros quatre, cinq, six des premier, deuxième, troisième, quatrième rangs de Barford, à être détachés de la paroisse de Saint-Herménégilde; numéros sept, huit et suivants jusqu'à y compris dix-sept des cinquième et sixième rangs de Barford, ainsi que numéros vingt-cinq, vingt-six, vingt-sept, vingt-huit du septième rang de Barnston, à être détachés de la paroisse de Saint-Edmond; numéros sept, huit et suivants jusqu'à y compris dix-sept des troisième, quatrième rangs de Barford, ainsi que les lots cadastraux numéros 28*a* du neuvième rang de Barnston et 28*a*, 28*b*, 28*c*, 27*a*, 27*b*, 26*a*, 26*b*, 26*c* du huitième rang du même canton, à être détachés de la paroisse de Sainte-Suzanne de Boundary Line.

A CES CAUSES. du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimés dans un dé-

Canada,
Province of Quebec. H. G. CARROLL.
[L. S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Deputy-Attorney-General.*

WHEREAS the Commissioners duly appointed for the purposes of Section II, chapter 197 of the Revised Statutes of Quebec, 1925 (Parish and Fabrique Act) in and for the Roman Catholic Diocese of Sherbrooke, in Our Province of Quebec, as canonically recognized and erected by the Ecclesiastical Authorities, have, under the authority of the said Statutes, transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, a *procès-verbal*, including a report made after examination of the oppositions presented against the recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical Authority of the said diocese, dated the 5th of October, 1931, erecting into a canonical parish, a certain territory of the parish of Saint Matthieu;

WHEREAS the said commissioners in such report, do recommend the civil recognition of the said canonical decree of the 5th of October, 1931, erecting into a canonical parish, under the name of the parish of Saint Matthieu, the following territory, to wit:

The territory situate in the electoral district of Stanstead and, comprising—on the official cadastre made for the townships of Barford and Barnston, in the registration division of Coaticook—the lots of land enclosed in the original lots: numbers four, five, six of the first, second, third, fourth ranges of Barford, to be detached from the parish of Saint Herménégilde; numbers seven, eight, and following up to and including seventeen of the fifth and sixth ranges of Barford, also numbers twenty five, twenty six, twenty seven, twenty eight of the seventh range of Barnston, to be detached from the parish of Saint Edmond; numbers seven, eight and following up to and including seventeen of the third and fourth ranges of Barford, also cadastral lots numbers 28*a* of the ninth range of Barnston and 28*a*, 28*b*, 28*c*, 27*a*, 27*b*, 26*a*, 26*b*, 26*c* of the eighth range of the same township, to be detached from the parish of Sainte Suzanne de Boundary Line.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree

cret en date du 1er mars, approuvé par Nous le 2 mars 1932, Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons, que le territoire ci-dessus décrit sera et demeurera érigé en une paroisse pour les fins civiles, sous le nom de la paroisse de Saint-Matthieu, dans le district électoral de Stanstead, en conformité des dispositions des susdits statuts.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre Province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable HENRY-GEORGE CARROLL, lieutenant-gouverneur de Notre Province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, de Notre Province de QUÉBEC, ce SEPTIEME jour de MARS, en l'année mil neuf cent trente-trente-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-deuxième année.

Par ordre,

ALEXANDRE DESMEULES,

1633 Sous-secrétaire de la Province.

dated the 1st of March, approved by Us the 2nd of March, 1932, We have ordered and declared and do hereby order and declare that the territory hereinabove described shall be and will remain erected into a parish for civil purposes, under the name of the parish of Saint Matthieu, in the electoral district of Stanstead, in conformity with the provisions of the aforesaid Statutes.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HENRY GEORGE CARROLL, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, in Our said Province, this SEVENTH day of MARCH, of the year of Our Lord nineteen hundred and thirty two, and the twenty second year of Our Reign.

By command,

ALEXANDRE DESMEULES,

1634 Assistant Provincial Secretary.

ERRATUM

"ST. CATHERINE FRUIT STORES, LTD."

Aux pages 941 et 942, de la *Gazette officielle de Québec*, du 20 février 1932, dans le nom de la compagnie, lire: "St.Catherine Fruit Stores, Limited" au lieu de: "Ste-Catherine Fruit Store, Limited", ainsi qu'au troisième paragraphe de la page 942, lire: "Le capital-actions de la compagnie est de $19,900.00, divisé en etc., au lieu de:"Le capital-actions de la compagnie est divisé en etc."

1593

ERRATUM

"ST. CATHERINE FRUIT STORES, LTD."

On pages 941 and 942 of the *Quebec Official Gazette* of the 20th of February 1932, with reference to the name of the company, read: "St. Catherine Fruit Stores, Limited" instead of: "Ste-Catherine Fruit Store, Limited", and also in the third paragraph on page 942, read: "The capital-stock of the company shall consist of $19,900.00, divided into etc., instead of "The capital-stock of the company is to be divided into etc."

1594

Minutes de notaire

Québec, le 7 mars, 1932.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été transmise au Lieutenant-Gouverneur en Conseil par M. David-Hercule Rheault, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Edouard-de-Gentilly, district de Nicolet, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire Joseph-Ludger Tourigny, en son vivant notaire, demeurant et pratiquant à Gentilly, district de Nicolet, ainsi que des minutes, répertoire et index de feu Honoré Tourigny dont ledit Joseph-Ludger était le cessionnaire.

ALEXANDRE DESMEULES,

1597—11-5 Sous-secrétaire de la province.

Québec, le 10 février, 1932.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été transmise au Lieutenant-Gouverneur en conseil par M. Joseph Déom, notaire,

Notarial Minutes

Quebec, March 7, 1932.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. David Hercule Rheault, notary, residing and practising at Saint Edouard de Gentilly, district of Nicolet, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late notary Joseph Ludger Tourigny, in his lifetime notary, residing and practising at Gentilly, district of Nicolet, also of the minutes, repertory and index of the late Honoré Tourigny of which the said Joseph Ludger Tourigny was assignee.

ALEXANDRE DESMEULES,

1598—11-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, February 10, 1932.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Joseph Déom, notary, residing

pratiquant et demeurant dans la ville de Rigaud, district de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire Jean-Baptiste Dupuy, en son vivant, notaire, pratiquant et demeurant dans la ville de Rigaud, district de Montréal.

ALEXANDRE DESMEULES,
1065—7–5 Sous-secrétaire de la province.

Québec, le 16 février 1932.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en Conseil par M. Victor Lafortune, notaire, demeurant et pratiquant en la cité de Joliette, district de Joliette, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de M. Joseph-Florus Goyet, en son vivant notaire, demeurant et pratiquant à Joliette, district de Joliette.

ALEXANDRE DESMEULES,
1225—8–5 Sous-secrétaire de la province.

and practising in the town of Rigaud, District of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late notary Jean Baptiste Dupuy, in his lifetime, notary, residing and practising in the town of Rigaud, district of Montreal.

ALEXANDRE DESMEULES,
1066—7–5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, February 16, 1932.

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Victor Lafortune, notary, residing and practising in the city of Joliette, district of Joliette, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Mr. Joseph Florus Goyet, in his lifetime notary, residing and practising at Joliette, district of Joliette.

ALEXANDRE DESMEULES,
1226—8–5 Assistant Provincial Secretary.

Assemblée

"CANADA AND GULF TERMINAL RAILWAY"

Avis est par les présentes donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie dite "Canada and Gulf Terminal Railway", tenue à Chambre No 50, Canada Life Building, 275 rue Saint-Jacques, Montréal, Qué., le mardi, le vingt-neuvième jour de mars 1932, à 3.15 p.m. aux fins de recevoir le rapport annuel de la compagnie, de procéder à l'élection du bureau de direction et à la transaction de toutes autres affaires qui seront jugées propres à être apportées devant l'assemblée.

Ottawa, Ont., le 4 mars 1932.

Le secrétaire-trésorier,
1601 H.-A. GREEN.

Meeting

"CANADA AND GULF TERMINAL RAILWAY"

Notice is hereby given of the Annual General Meeting of Shareholders of Canada and Gulf Terminal Railway, to be held at Room No. 50, Canada Life Building, 275 Saint James St., Montreal, Que., on Tuesday, the twenty ninth day of March, 1932, at 3.15 p.m., for the purpose of receiving the Annual Report of the Company, the election of the Board of Directors and the transaction of any other business which may properly be brought before the meeting.

Ottawa, Ont., 4th March, 1932.

H. A. GREEN,
1602 Secretary-Treasurer.

Avis divers

La formation d'une société sous le nom de "Association du Barreau Rural de la Province de Québec", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par arrêté en conseil en date du vingt-cinquième jour de février 1932.

Le siège principal de la société est à Drummondville, district d'Arthabaska.

ALEXANDRE DESMEULES,
1603 Sous-secrétaire de la Province.

CHAMBRE DES NOTAIRES

SECRETARIAT

Avis public est par le présent donné par moi, soussigné, Edouard Biron, l'un des secrétaires de la Chambre des Notaires de la Province de Québec, et le Secrétaire du Conseil de la dite Chambre, que par jugement du Conseil, en date du seize février dernier (1932), Charles Brodeur, notaire, résidant à Montréal, district de Montréal, a été

Miscellaneous Notices

The formation of an association under the name of "Association du Barreau rural de la Province de Québec", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by Order-in-Council dated the twenty fifth day of February, 1932.

The principal place of business of the association is at Drummondville, district of Arthabaska.

ALEXANDRE DESMEULES,
1604 Assistant Provincial Secretary.

BOARD OF NOTARIES

OFFICE OF THE SECRETARY

Public notice is hereby given by the undersigned, Edouard Biron, one of the Secretaries of the Board of Notaries, of the Province of Quebec, and the Secretary of the Council of said Board, that by a decree of the Council dated the sixteenth day of February last, (1932), Charles Brodeur, notary, residing at Montreal, district

destitué pour s'être rendu coupable d'acte prévu par l'article 278 du Code du Notariat.

Cette disposition prendra effet le dix-neuvième jour de mars courant (1932).

En foi de quoi, j'ai signé le présent à Montréal, ce huitième jour de mars mil neuf cent trente-deux.

Le secrétaire du Conseil de la Chambre des Notaires.

1635—11-2 EDOUARD BIRON.

of Montreal, has been removed for having been found guilty of act convered by article 278 of the Notarial Code.

Such removal will take effect on the nineteenth day of March instant, (1932).

It witness whereof, I have signed this present at Montreal, this eighth day of March, nineteen hundred and thirty two.

EDOUARD BIRON,
Secretary of the Council of the Board of
1636—11-2 Notaries.

Département des affaires municipales

Department of Municipal Affairs

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF.

Québec, le 2 mars 1932.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du canton de l'Ile-aux-Allumettes, dans le comté de Pontiac, le 23e jour de novembre 1931, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue anglaise seulement, sans préjudice pour aucun des habitants de ladite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal du canton de l'Ile-aux-Allumettes, dans le comté de Pontiac, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue anglaise seulement.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

OSCAR MORIN,
Sous-ministre des Affaires Municipales.

Québec, 22 mars 1932. 1595

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, March 2, 1932.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Whereas, by resolution passed by the municipal council of the township of l'Ile-aux-Allumettes, in the county of Pontiac, on the 23rd day of November, 1931, it hath been shown to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the English language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws, and resolutions of the said municipal council of the township of l'Ile-aux-Allumettes, in the county of Pontiac, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the English language only.

A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

Published in conformity with article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

OSCAR MORIN,
Deputy Minister of Municipal Affairs.

Quebec, March 2, 1932. 1596

Ratification de titres

Confirmation of titles

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 702. Dans l'affaire de: Vincent Lamarre et Albert Lamarre, requérants.

AVIS DE REQUETE EN RATIFICATION DE TITRE

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal, un acte passé devant Gérard Léonard, notaire, le 1er février 1932, entre Vincent Lamarre et Albert Lamarre, en leur qualité de liquidateurs de la "Regal Kitchens, Limited", en liquidation, et la succession T.-P. Baron et la succession Delle Angela Kreuzburg, étant une vente par lesdits Vincent Lamarre et Albert Lamarre à la dite succession T.-P. Baron et à la dite succession Delle Angela Kreuzburg, de l'immeuble suivant, savoir: un emplacement ayant front sur l'Avenue du Parc, dans le quartier Saint-Laurent, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision numéro vingt-trois du lot originaire numéro quarante-

Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court, No. 702. In the matter of: Vincent Lamarre and Albert Lamarre, petitioners.

NOTICE OF CONFIRMATION OF TITLE

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the Superior Court, in the district of Montreal, a Deed executed before Gérard Léonard, notary, on the 1st February, 1932, between Vincent Lamarre and Albert Lamarre, in their quality of liquidators of Regal Kitchens, Limited, in liquidation, and the Estate of T. P. Baron and estate of Dame Angela Kreuzburg, being a sale by the said Vincent Lamarre and Albert Lamarre to the said estate of T. P. Baron and the said estate of Dame Angela Kreuzburg of the following immoveable, being: an emplacement fronting on Park Avenue, in the Saint Lawrence Ward, in the city of Montreal, known and designated as subdivision number twenty three of original lot

quatre (44-23) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, mesurant vingt-quatre pieds de largeur par cent trente-six pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec bâtisse y érigée, portant le numéro civique 3547 de l'Avenue du Parc, et avec droit de passage en commun avec d'autres aux charges ordinaires d'entretien, dans la ruelle située à l'arrière du dit emplacement, lequel immeuble a été en la possession de la dite "Regal Kitchens, Limited", comme propriétaire, pendant les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur ledit immeuble immédiatement avant l'enregistrement dudit acte par lequel le dit immeuble a été acquis par ladite "Regal Kitchens, Limited", sont averties qu'il sera présenté à ladite Cour, le 4 avril, 1932, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le régistrateur est tenu, par les dispositions du Code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe dudit protonotaire dans les six jours après ledit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

Montréal, le 22 février 1932.

Le procureur des requérants,
PIERRE-A. BADEAUX.
C.-E. SAUVE,
1315—9–2 D. P. C. S.

number forty four (44-23) on the plan and book of official reference for the Saint Lawrence Ward, of the city of Montreal, measuring twenty four feet in width by one hundred and thirty six feet in depth, English measure, more or less—with the building thereon erected bearing civic number 3547 Park Avenue, with right of passage in common with others under the ordinary obligations of upkeep in a lane situated at the rear of the said emplacement, which immoveable has been possessed by the Regal Kitchens, Limited, as proprietors for the three years now last past, and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immoveable immediately before the registration of the said deed by which the said lot with building so acquired by the said Regal Kitchens, Limited, are hereby notified that application will be made to the said Court on the 4th day of April, 1932, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound, by the provisions of the Code of Civil Procedure, to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing and file the same in the office of the said prothonotary within six days after the said date, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

Montreal, 22nd February, 1932.

PIERRE A. BADEAUX,
Attorney for Petitioners.
C. E. SAUVE,
1316—9–2 D. P. S. C.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, District de Montréal, (*in forma pauperis*), Cour Supérieure, No E-100-350. Dame Rosina Penetrante, demanderesse; vs Domenico Di Giampaolo, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 17e jour de février 1932.

Montréal, le 24 février 1932.

Le procureur de la demanderesse,
1599 ADOLPHE GARDNER, C.R.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No B-97494. Dame Alexandrina Marion, de Ville Saint-Michel, district de Montréal, épouse commune en biens de Adélard Bertrand, du même lieu, demanderesse; vs Ledit Adélard Bertrand, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le troisième jour de mars 1932.

Les procureurs de la demanderesse,
PATENAUDE, MONETTE, FILION & PATENAUDE.
1609

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No C-98492. Dame Marie-Ange Comtois, épouse commune en biens de Dositht Dénommé, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Dositht Dénommé, contracteur, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 3 mars 1932.

Montréal, le 3 mars 1932.

Les procureurs de la demanderesse,
1611 DESY & SAUVÉ.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, (*in forma pauperis*), Superior Court, No. E-100-350. Dame Rosina Penetrante, plaintiff; vs Domenico Di Giampaolo, defendant.

An action in separation as to property was instituted in this case on the 17th day of February, 1932.

Montreal, February 24th, 1932.

ADOLPHE GARDNER, K.C.,
1600 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. B-97494. Dame Alexandrina Marion, of Ville Saint Michel, District of Montreal, wife common as to property of Adelard Bertrand, of the same place, plaintiff; vs the said Adélard Bertrand, of Ville Saint Michel, district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the third day of March, 1932.

PATENAUDE, MONETTE, FILION & PATENAUDE,
1610 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. C-98492. Dame Marie-Ange Comtois, wife common as to property of Dositht Dénommé, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Dositht Dénommé, contractor, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on March 3, 1932.

Montreal, March 3, 1932.

DESY & SAUVÉ,
1612 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, District de Québec, Cour Supérieure, No 22418. Dame Anna Maxfield, épouse commune en biens de Jean Bourassa, cultivateur, de Sainte-Anastasie-de-Lyster, comté de Mégantic, demanderesse; vs Le dit Jean Bourassa, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le troisième jour de mars 1932.

Québec, le 3 mars 1932.

Les procureurs de la demanderesse,

1655 DECHENE & CHOQUETTE.

Province of Quebec, District of Quebec, in the Superior Court, No. 22418. Dame Anna Maxfield, wife common as to property of Jean Bourassa, farmer, of the parish of Sainte Anastasie de Lyster, County of Megantic, plaintiff; vs The said Jean Bourassa, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, the third day of March, 1932.

Quebec, March 3rd., 1932.

DECHENE & CHOQUETTE,

1656 Attorneys for the plaintiff.

Charte:—Abandon de

"NATIONAL CEMENT COMPANY"

(*Incorporée en 1923*)

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "National Cement Company" (incorporée en 1923), s'adressera au lieutenant-gouverneur-en-conseil, de la province de Québec, pour lui demander la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la section 25 de la Loi des Compagnies de Québec.

Montréal, le 23 février 1932.

Le secrétaire,

1605 F.-G. McNEELY.

Charter:—Surrender of

"NATIONAL CEMENT COMPANY"

(*Incorporated in 1923*)

Notice is hereby given that "National Cement Company" (Incorporated in 1923) will apply to the Lieutenant-Governor-in-Council of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter, pursuant to the provisions of Section 25 of the Quebec Companies' Act.

Montreal, 23rd February 1932.

F. G. McNEELY,

1606 Secretary.

Département de l'Instruction publique

No 1972–31.

Québec, le 3 mars 1932.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 30 février 1932, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Victor, comté de Beauce, le territoire formant actuellement les arrondissements 2 à 16 inclusivement et de l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Victor, même comté.

L'arrondissement No 1 devra alors être dénommé la municipalité scolaire du village de Saint-Victor, même comté. 1651

No 1972–31.

Québec, le 7 mars 1932.

ERRATUM.

Dans l'avis publié dans les livraisons de la Gazette Officielle des 2 et 9 janvier 1932, concernant la municipalité scolaire de Saint-Victor, comté de Beauce, il faut lire arrondissements 2 à 16 inclusivement, au lieu de 2 à 6 inclusivement. 1653

No 674–31.

Québec, 25 février 1932.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Constant, comté de Napierville, les lots Nos 39 à 95 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Constant et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Mathier, même comté. 1533—10–2

Department of Education

No. 1972–31.

Quebec, March 3rd., 1932.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 30th., of January, 1932, to detach from the School Municipality of Saint Victor, County of Beauce, the territory actually forming districts 2 to 16 inclusively, and to erect the same into a separate School Municipality, under the name of the School Municipality of the parish of Saint Victor, same County.

District No. 1 shall then be called the School Municipality of the Village of Saint Victor, same County. 1652

No. 1972–31.

Quebec, March 7th., 1932.

ERRATUM.

In the public notice, in the issues of the 2nd. and 9th. of January, 1932, of the Quebec Official Gazette, respecting the School Municipality of Saint Victor, County of Beauce, read: districts 2 to 16 inclusively instead of 2 to 6 inclusively. 1654

No. 674–31.

Quebec, February 25th., 1932.

Application is made to detach from the School Municipality of Saint Constant, County of Napierville, lots Nos. 39 to 95 inclusively, of the official cadastre of the parish of Saint Constant, and to annex the same to the School Municipality of Saint Mathier, same County. 1534—10–2

No 415-28.

Québec, 1er mars 1932.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Anne-des-Plaines, comté de Terrebonne, les lots Nos 467 à 509 inclusivement du rang fief Sainte-Claire; les lots Nos 325 à 333 inclusivement de la concession Trait-Carré; les lots 306 à 324 inclusivement de la concession La Plaine et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Joachim, comté de l'Assomption.

1535—10-2

No. 415-28.

Quebec, March 1st., 1932.

Application is made to detach from the School Municipality of Sainte Anne des Plaines, County of Terrebonne, lots Nos. 467 to 509 inclusively, of range Fief Sainte Claire; lots Nos. 325 to 333 inclusively of the Trait Carre Concession; lots 306 to 324 inclusively of the La Plaine Concession, and to annex the same to the School Municipality of Saint Joachim, County of L'Assomption.

1536—10-2

Ventes par licitation

Province de Québec, District d'Iberville, Cour Supérieure, No 2431.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Saint-Jean, dans le district d'Iberville, rendu le 3 mars 1932, dans une cause dans laquelle Dame Cordélia Lemire, de Lowell, dans l'état du Massachusetts, l'un des Etats-Unis de l'Amérique, veuve de Calixte Lemire alias Frank-C. Lemire, en son vivant, du même lieu, est demanderesse, et Dame Rose-Délima Trudel, de la ville d'Iberville, district d'Iberville, veuve de feu Onésime Lemire, Dame Alzéda Picard, épouse de Camille Gariépy, tous deux de la cité et du district de Montréal, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, et Léda Picard, des cité et district de Montréal, fille majeure et usant de ses droits, Godefroi Blanchette, des cité et district de Montréal, Rose Lemire, fille majeure et usant de ses droits, de la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, Dame Lucrèze Lemire, des cité et district de Montréal, épouse de Ferdinand Dion, du même lieu, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, et Henri Lemire, des cité et district de Montréal, et Grégoire Guillet, N. P., de la ville d'Iberville, district d'Iberville, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit: Un immeuble situé dans la ville d'Iberville, connu aux plan et livre de renvoi officiels de la ville d'Iberville, sous le No 193 des dits plan et livre de renvoi officiels—avec bâtisses dessus construites, ce dit immeuble sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le 19 avril 1932, Cour tenante, à l'ouverture de la dite Cour, à 10.30 a.m., dans la salle d'audience du palais de justice de la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Saint-Jean, 3 mars 1932.

L'avocat de la demanderesse,
ANDRE REGNIER.

1607—11-2

Sales by licitation

Province of Quebec, District of Iberville, Superior Court, No. 2431.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Saint John's, in the district of Iberville, rendered on the 3rd of March, 1932, in a cause wherein Dame Cordelia Lemire, of Lowell, in the State of Massachusetts, one of the United States of America, widow of Calixte Lemire alias Frank C. Lemire, in his lifetime of the same place, is plaintiff; and Dame Rose Delima Trudel, of the town of Iberville, district of Iberville, widow of the late Onésime Lemire, Dame Alzéda Picard, wife of Camille Gariepy, both of the City and district of Montreal, and the latter both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, and Léda Picard, of the city and district of Montreal, spinster of age and in full exercise of her rights, Godefroi Blanchette, of the city and district of Montreal, Rose Lemire, spinster of age and in full exercise of her rights, of the city of Saint John's, district of Iberville, Dame Lucrèze Lemire, of the city and district of Montreal, wife of Ferdinand Dion, of the same place, and the latter both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, and Henri Lemire, of the city and district of Montreal, and Grégoire Guillet, N. P., of the Town of Iberville, district of Iberville, are defendants, ordering the licitation of a certain immovable described as follows: An immovable situate in the town of Iberville, known on the official plan and book of reference for the town of Iberville, under No. 193, of said official plan and book of reference—with buildings thereon erected, the said immoveable will be put up for auction and adjudged to the highest and last bidder on the 19th of April, 1932, sitting the Court, at the opening of the said Court, at 10.30 a.m., in the Court room of the Court House of the city of Saint John's, district of Iberville, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Saint John's, March 3, 1932.

ANDRE REGNIER,
Attorney for the plaintiff.

1608—11-2

Province de Québec, district de Terrebonne. No 4220. Cour supérieure.

Clet St-Jacques, cultivateur, de la paroisse de l'Annonciation, Oka, district de Terrebonne, demandeur; vs Dame Parmelia St-Jacques, épouse de William Beauvais, peintre, de la cité et du district de Montréal, et ledit William Beauvais tant personnellement que pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, et Polydore Brisebois, de la cité et du district de Montréal, en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs Omer et Annette Brisebois, défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne, le 18ième jour de février 1932, dans une cause dans laquelle Clet St-Jacques, cultivateur, de l'Annonciation, Oka, district de Terrebonne, est demandeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir: Une terre portant le numéro deux cent cinquante (250) du cadastre de la paroisse de l'Annonciation, Oka—avec les bâtisses y érigées, ainsi que le tout se trouve actuellement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées à ladite terre; que l'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DOUZIEME jour d'AVRIL, 1932, Cour tenante, dans la salle d'audience, au Palais de Justice à Saint-Jérôme, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de ladite Cour.

Et que toute opposition afin d'annuler, afin de charger ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent elles seront forcloses du droit de le faire.

L'avocat du demandeur,
DEMETRIUS BARIL.

Saint-Jérome, le 22 février 1932. 1383—9-2

Province of Quebec, district of Terrebonne No. 4220. Superior Court.

Clet St-Jacques, farmer, of the parish of L'Annonciation, Oka, district of Terrebonne, plaintiff; vs Dame Parmelia St-Jacques, wife of William Beauvais, painter, of the city and district of Montreal, and the said William Beauvais, both personally and to authorize his said wife for the purposes hereof, and Polydore Brisebois, of the city and district of Montreal, in his quality of tutor to the minor children Omer and Annette Brisebois, defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that, pursuant to a judgment of the Superior Court, sitting at Saint Jérôme, in the district of Terrebonne, on the 18th day of February, 1932, in a cause in which Clet Saint Jacques, farmer, of L'Annonciation, Oka, district of Terrebonne, is plaintiff, ordering the licitation of certain immovables designated as follows: to wit: "A farm bearing number two hundred and fifty (250) on the cadastre for the Parish of L'Annonciation, Oka—with the buildings thereon erected, as the whole presently subsists, with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said farm";

The hereinabove designated immovable will be put up for auction and adjudged to the highest and last bidder on the TWELFTH day of APRIL 1932, sitting of the Court in the Court room of the Court House of Saint Jérôme, subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges deposited in the Prothonotary's office of the said Court;

And that all oppositions to annul, to secure charges or to withdraw to the said licitation must be filed at the Prothonotary's office of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days after adjudication; and in default by the parties to file said oppositions within the delays herein prescribed, they shall be foreclosed of the right of filing the same.

DEMETRIUS BARIL,
Attorney for the Plaintiff.

Saint Jérôme, February, 22, 1932. 1384—9-2

Ventes—Loi de faillite

Province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour Supérieure, (En matière de faillite), No 364-C. IN RE: Arthur Thibodeau, cultivateur, de la paroisse de Saint-Grégoire Le Grand, rang Saint-Charles, dans le district de Trois-Rivières, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné, que LUNDI, le DIX-HUITIEME jour du mois d'AVRIL, en l'année mil neuf cent trente-deux, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Grégoire Le Grand, seront vendues à l'enchère publique les immeubles suivants cédés par le failli en cette cause, savoir:

a) Une terre de deux arpents de front sur trente arpents de profondeur, située dans le rang Saint-Charles, en la paroisse de Saint-Grégoire, et connue et désignée comme étant le lot numéro six cent quarante-quatre, (644) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Saint-Grégoire—avec les bâtisses dessus construites,

Sales—Bankruptcy Act

Province of Quebec, District of Trois Rivieres, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy), No. 364-C. IN RE: Arthur Thibodeau, farmer, of the parish of Saint Gregoire Le Grand, Saint Charles range, in the district of Trois Rivieres, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on MONDAY, the EIGHTEENTH day of the month of APRIL, in the year nineteen hundred and thirty two, at TEN o'clock in the forenoon, at the parochial church door of Saint Gregoire Le Grand, there will be sold by public auction the following immovables assigned by the insolvent in this cause, to wit:

a) A farm of two arpents in front by thirty arpents in depth, situate in the Saint Charles range, in the parish of Saint Gregoire, and known and designated as being lot number six hundred and forty four (644) of the official cadastre for the county of Nicolet, for the parish of Saint Gregoire—with the buildings thereon erected,

joignant à une route publique, du côté nord-est, et à Gédéon Vincent, du côté sud-ouest;

b) Une terre d'un arpent et demi de front sur trente arpents de profondeur, située dans le dit rang Saint-Charles, en la paroisse de Saint-Grégoire, connue et désignée par le lot numéro six cent trente, (630), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Saint-Grégoire—avec une grange dessus construite, joignant des côtés nord-est et sud-ouest à Joseph Hélie ou représentants.

Cette vente, faite d'après les articles 44 et 45 de la loi de Faillite, revision 1927, équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de la vente: Argent comptant.

Daté à Saint-Wenceslas, le huit mars 1932.

Le syndic autorisé,
ALBERT SIMARD, N. P.

Saint Wenceslas,
Comté Nicolet, P. Q. 1613—11-2

Canada, Province de Québec, District de Montréal, No 165. Dans l'affaire de Philippe Lambert, cultivateur, de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Rouville, cédant autorisé.

Avis public est, par les présentes, donné que l'immeuble suivant, savoir:

Une terre connue et désignée comme étant les lots numéros quatre cent trois et quatre cent quatre (Nos 403 et 404) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Rouville—avec maison et autres bâtisses y érigées,

Dont la vente devait avoir lieu le vingt-cinq janvier mil neuf cent trente-deux, sera vendue aux enchères publiques, à la porte de l'église de Saint-Jean-Baptiste de Rouville, le MARDI, VINGT-NEUVIÈME jour de mars, mil neuf cent trente-deux, à ONZE heures de l'avant-midi.

Cette vente sera faite en vertu de la loi de faillite, avec l'effet du décret, et équivaudra à une vente par le shérif.

L'acquéreur devra se charger du paiement d'une rente annuelle et viagère de cent piastres, payable à Dame Elise Monty, veuve de M. Hubert Daigneault, aux termes d'un acte de donation entre-vifs reçu par Mtre J.-E.-M. Desrochers, notaire, le 30 octobre 1913, enregistré à Rouville sous le No 37194.

Conditions de paiement: argent comptant.

Saint-Jean-Baptiste de Rouville, le sept mars mil neuf cent trente-deux.

Le syndic,
1637 J.-F. MEUNIER.

LA LOI DE FAILLITE.

VENTE A L'ENCAN.

Dans l'affaire de Joseph Chassé, cultivateur, de Sainte-Brigitte-des-Saults, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI, le DOUZIÈME jour d'AVRIL 1932, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Brigitte-des-Saults, les immeubles suivants, savoir:

Une terre située en la concession nord-ouest du rang Saint-David, contenant six arpents de largeur sur vingt arpents de profondeur, le tout plus ou moins devant être au profit ou à la perte de l'acquéreur quelque grande que soit la différence, cette terre formée des lots de terre décrits au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Bri-

adjoining the public road on the Northeast side, and Gedeon Vincent on the Southwest side;

b) A farm of one and one half arpent in front by thirty arpents in depth, situate in the said Saint Charles range, in the parish of Saint Gregoire, known and designated as lot number six hundred and thirty (630) on the official cadastre for the County of Nicolet, for the parish of Saint Gregoire—with a barn thereon erected, adjoining on the Northeast and Southwest sides Joseph Helie or representatives.

The said sale shall be made pursuant to articles 44 and 45 of the Bankruptcy Act, Revised Statutes, 1927, and shall have the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

Dated at Saint Wenceslas, this eighth of March, 1932.

ALBERT SIMARD, N. P.,
Authorized Trustee.

Saint Wenceslas,
County Nicolet, P. Q. 1614—11-2

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 165. In the matter of Philippe Lambert, a farmer, of Saint Jean Baptiste de Rouville, authorized assignor.

Public notice is hereby given that the following immoveable property, namely:

A farm known and designated as being lots numbers four hundred and three and four hundred and four (Nos 403 and 404) of the official cadastre for the parish of Saint Jean Baptiste de Rouville—with house and other buildings thereon erected,

Whereof the sale should have taken place on the twenty fifth day of January, nineteen hundred and thirty two, will be sold by public auction, at the church door of Saint Jean Baptiste de Rouville, on TUESDAY, the TWENTY NINTH day of MARCH, nineteen hundred and thirty two, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

The said sale shall be made pursuant to the bankruptcy act and shall have the effect of a sheriff's sale.

The purchaser will be obliged to pay an annual life-rent of one hundred dollars to Dame Elise Monty, widow of the late Hubert Daigneault, according to the terms of a deed of donation *inter-vivos* passed before Me. J. E. M. Desrochers, notary, on the 30th of October, 1913, and duly registered at Rouville, under No. 37194.

Conditions of payment: Cash.

Saint Jean Baptiste de Rouville, the seventh day of March, nineteen hundred and thirty two.

J. F. MEUNIER,
1638 Trustee.

THE BANKRUPTCY ACT.

AUCTION SALE.

In the matter of Joseph Chasse, farmer, of Sainte Brigitte des Saults, County of Nicolet, Assignor.

Notice is given that on TUESDAY, the TWELFTH day of APRIL, 1932, at TEN o'clock in the morning, will be sold by public auction at the parochial church of Sainte Brigitte des Saults, the following property as follows:

A farm situate in the Northwest concession of the range Saint David, measuring six arpents in width by twenty arpents in depth, the whole more or less should be to the benefit or the loss of the buyer whatever large the diffierence, that farm formed of the lots of land designated on the official cadastre for the parish of Sainte Brigitte

gitte-des-Saults sous numéros cent trente-cinq et cent trente-six (135-136), à distraire de ce terrain l'emplacement occupé par la maison d'école du rang Saint-David, sur le dit lot de terre numéro cent trente-six—avec bâtisses y érigées, le tout du cadastre officiel du bureau d'enregistrement du comté de Nicolet, à Nicolet.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées aux dits immeubles.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C., et aussi à l'article 45 de la Loi de faillite, cette vente équivaut à la vente au shérif.

Saint-Zéphirin, ce 7ème jour de mars 1932.

Le syndic,
M.-P. JUTRAS, N. P.

1657—11-2

Province de Québec, district de Montréal, numéro 13. Dans l'affaire de Edouard Chapdelaine, contracteur, résidant au numéro 3886 Avenue Laval, Montréal, failli.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Des Erables, connu et désigné sous le numéro neuf cent trente-quatre, de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante et un (161-934) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, contenant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-six pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—avec droit de passage dans la ruelle en arrière du dit lot en commun avec ceux y ayant droit—avec les bâtisses, et dépendances dessus construites, portant les numéros civiques 5816 et 5818 rue Des Erables,

Sera vendu suivant un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal, en matière de faillite, rendu le 4 février 1932, aux enchères publiques, au bureau du shérif du district de Montréal, situé au Palais de Justice, en la cité de Montréal, MARDI, le QUINZIEME jour de MARS 1932, à DIX heures de l'avant-midi.

Cette vente est faite conformément à l'article 45 de la Loi de faillite et pour avoir les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de paiement: 10% comptant et la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser à

Le syndic,
GEORGES DUCLOS.

Numéro 10 Saint-Jacques-Ouest,
Montréal.
Montréal, 9 février 1932. 1035—7-2

---

des Saults as number one hundred and thirty five and one hundred and thirty six (135-136), to be deducted of that farm, the site occupied by the school house of the range Saint David on the said lot of land number one hundred and thirty six—with the buildings thereon erected, the whole of the official cadastre of the Registry Office for the County of Nicolet, at Nicolet.

As the whole presently subsists, with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immoveable.

Terms of payment: Cash.

The said sale shall be made pursuant to articles 716 and 717 of the C. C. P., and also article 45 of the Bankruptcy Act, the said sale shall have the effect of the Sheriff's sale.

Saint Zephirin, 7th. day of March, 1932.

M. P. JUTRAS, N. P.,
Trustee.

1658—11-2

Province of Quebec, district of Montreal, Number 13. In the matter of Edouard Chapdelaine, contractor, No. 3886 Laval Avenue, Montreal, bankrupt.

Notice is hereby given that the immovable designated as follows:

An immovable situate on Des Erables Street, in the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference under lot number nine hundred and thirty four of the official lot number one hundred and sixty one (161-934) of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte de la Visitation, measuring twenty five feet in front by eighty six feet in depth, English measure and more or less, with right of way in the lane at the rear of said emplacement, together with all others having rights therein—with all the buildings and appurtenances thereon erected, bearing numbers 5816 and 5818 Des Erables Street.,

Will be sold according to a judgment of the Superior Court, for the district of Montreal, in bankruptcy matters, rendered the fourth of February, 1932, at public auction, at the sheriff's office for the district of Montreal, at the Court House, in the city of Montreal, TUESDAY, the FIFTEENTH day of MARCH, 1932, at TEN o'clock in the forenoon.

The said sale is made pursuant to article 45 of the Bankruptcy Act, and shall have the same effect as a sheriff's sale.

Conditions of payment: 10% cash and the balance within three days.

For information and list of charges, apply to

GEORGES DUCLOS,
Trustee.

No. 10 Saint James Street East,
Montreal.
Montreal, February 9th, 1932. 1036—7-2

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE

Dans l'affaire de Antonio Belair, cultivateur, de la paroisse de Berthier, cédant.

Avis est par le présent donné que MARDI, le VINGT-NEUVIEME jour de MARS 1932, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Berthier, comté de Berthier, Québec, les immeubles de cette faillite comme suit:

1. Un terrain situé dans la paroisse de Berthier, concession de Grande-Côte, connu et indiqué aux plan et livre de renvoi de la dite paroisse

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

SALE

In the matter of Antonio Belair, farmer, of the parish of Berthier, assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY NINTH day of MARCH, 1932, at TEN o'clock in the forenoon, the immovables in this bankruptcy will be sold by public auction at the parochial church door of Berthier, county of Berthier, Quebec, as follows:

1. A lot of land situate in the parish of Berthier, Grande Côte Concession, known and designated on the official plan and book of reference for

de Berthier, sous le numéro cinquante-trois (53) contenant trois perches et douze pieds de front, sur quarante arpents de profondeur, tenant en front au fleuve Saint-Laurent, en profondeur aux représentants de Narcisse Gauthier, d'un côté au terrain de Dame Vve Raymond Tellier, autre côté M. Désiré Pagé et autres—et avec une maison et autres constructions y érigées, mais à distraire d'icelui terrain, un morceau de terre contenant quatre pieds de largeur sur quatre pieds de profondeur, avec un droit de commune dans la commune de Berthier, y attaché et inhérent au dit terrain et appartenant à la succession d'Edouard Hénault, suivant titres à cet effet;

2. Un terrain situé à la paroisse de Saint-Thomas, comté de Joliette, de forme irrégulière, connu et désigné aux plan et livre de renvoi de la dite paroisse de Saint-Thomas, sous le numéro trois cent quatre-vingt-seize (396), contenant deux arpents et trois quarts de front sur une profondeur moyenne de quinze arpents, tenant à un bout à la rivière Saint-Joseph, à l'autre bout aux représentants d'un nommé Richard, d'un côté à Charles Joly, autre côté à Paul Blais, fils de Charles—et sans bâtisse.

3. Ce terrain situé en ladite paroisse de Berthier en l'île au foin, contenant un arpent de front et formant environ une superficie de trois arpents, lequel dit terrain est connu et indiqué aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Berthier, sous le numéro six cent trente-sept (637)—et sans bâtisse.

4. Un terrain situé en la dite paroisse de Berthier, en concession sud-ouest de la Rivière Bayonne, contenant cinq pieds de front sur cinq pieds de profondeur, et renfermé dans les bornes suivantes: prenant à un bout à la Rivière Bayonne, autre bout et d'un côté à Narcisse Champagne, autre côté à Joseph Hénault, lequel dit terrain est connu aux dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Berthier comme faisant partie du lot numéro deux cent quarante-six (ptie 246) avec et y compris un droit de commune dans la commune de Berthier, attaché et inhérent au dit morceau de terre—et sans bâtisse.

Cette vente est faite en vertu de la loi de faillite de 1927 et ses amendements, et équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de vente: comptant.

Les syndics autorisés,
CHARRETTE & LABELLE.
152 Notre-Dame-Est,
Montréal, Qué. 1311—9-2

the said parish of Berthier, under number fifty three (53) measuring three perches and twelve feet in front by forty arpents in depth, bounded in front by the River Saint Lawrence, in depth by the representatives of Narcisse Gauthier, on one side by the land of Dame Widow Raymond Tellier, on the other side by Mr. Desiré Pagé, and others—and with a house and other buildings thereon erected, but, to be deducted from said lot of land, a parcel of land measuring four feet in width by four feet in depth, with common right in the Berthier common, attached and inherent to the said lot of land and belonging to the Estate of Edouard Hénault, according to terms to this effect;

2. A lot of land situate in the parish of Saint Thomas, county of Joliette, of irregular figure, known and designated on the plan and book of reference for the said parish of Saint Thomas, under number three hundred and ninety six (396) measuring two and three quarters arpents in front by an average depth of fifteen arpents, bounded at one end by the River Saint Joseph, at the other end by the representatives of one named Richard, on one side by Charles Joly, on the other side by Paul Blais, son of Charles—and without buildings.

3. That lot of land situate in the said parish of Berthier, on L'Ile au Foin, measuring one arpent in front and containing an area of about three arpents, said lot of land being known and designated on the official plan and book of reference for said parish of Berthier, under number six hundred and thirty seven—and without buildings.

4. A lot of land situate in the said parish of Berthier, in the concession Southwest of the Bayonne River, measuring five feet in front by five feet in depth, and enclosed within the following boundaries—bounded at one end by the Bayonne River, at the other end and on one side by Narcisse Champagne, on the other side by Joseph Hénault, said lot of land being known on the official plan and book of reference for the parish of Berthier, as forming part of lot number two hundred and forty six (Pt. 246)—together with and including common right in the Berthier Common, attached and inherent to the said parcel of land—and without buildings.

This sale will be made in virtue of the Bankruptcy Act and amendments thereto, and will have the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

CHARRETTE & LABELLE,
Authorized trustees.
152, Notre-Dame Street East,
Montreal. 1312—9-2

LOI DE FAILLITE.

VENTE A L'ENCAN.

Dans l'affaire de Néré Côté, cultivateur, de Sainte-Elisabeth-de-Warwick, comté d'Arthabaska, cause No 2125-F, cédant.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le TRENTE ET UNIEME jour de MARS, 1932, à ONZE heures de l'avant-midi (11 a. m.) sera vendu par encan à la porte de l'église de Sainte-Elisabeth-de-Warwick, l'immeuble de cette faillite, tel que ci-après décrit, savoir:

Le quart nord-ouest du lot connu et désigné au cadastre officiel du canton de Kingsey sous le numéro dix-neuf du treizième rang dudit canton, et les bâtisses dessus construites.

THE BANKRUPTCY ACT.

AUCTION SALE.

In the matter of Néré Côté, farmer, of Sainte Elisabeth de Warwick, county of Arthabaska, case No. 2125-F, Assignor.

Notice is hereby given that THURSDAY, the THIRTY FIRST day of MARCH, 1932, at ELEVEN o'clock in the morning (11 a. m.) the immovables in this bankruptcy, such as hereafter described, shall be sold at public auction at the church door of the parish of Sainte Elisabeth de Warwick:

One quarter North West of lot known and designated at the official cadastre of the Township of Kingsey, under number nineteen of the thirteenth range of said township, and the buildings thereon.

Cette vente est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept (716-717) du C.P.C., et aussi à l'article quarante-cinq (45) de la loi de Faillite qui équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Le syndic,
AUGUSTE BOURBEAU, B.A., B.L.C.

Victoriaville, 22 février 1932. 1319—9-2

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, En Faillite, No 183. Dans l'affaire de Charles Brodeur, N. P., failli.

Avis est par les présentes donné que VENDREDI, le HUITIEME jour d'AVRIL 1932, à ONZE heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public, au Palais de Justice, au bureau du shérif, Montréal, les immeubles suivants, savoir:

No 19-A

1. Quatre lots de terre situés à Ahuntsic, en la dite cité de Montréal, ayant front sur la rue Somerville (laquelle rue porte le No 262-701 du cadastre ci-après mentionné), les dits lots formant l'encoignure du Boulevard Saint-Laurent et de la dite rue Somerville, et portant les numéros six cent quatre-vingt-quatre, six cent quatre-vingt-cinq, six cent quatre-vingt-six et six cent quatre-vingt-sept (Nos 684, 685, 686 et 687) de la subdivision du lot numéro deux cent soixante-deux (262) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, contenant chacun vingt-cinq pieds de largeur par cent quarante pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec droit de passage en commun avec d'autres y ayant droit dans la ruelle située en arrière des dits lots portant le No 262-668 du dit cadastre, et dans la dite rue aux charges ordinaires d'entretien—avec les bâtisses dessus érigées.

No 19B

2. *a*. Trois lots de terre situés sur la rue Centrale, à Lachine, connus et désignés sous les numéros 996-939, 940 et 941 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine mesurant ledit lot 996-939: 40 pieds de largeur par 88 pieds de profondeur, formant une superficie de 3,520 pieds, et lesdits lots 996-940 et 941: mesurant chacun 25 pieds et 5-10 de largeur par 88 pieds de profondeur, formant une superficie respective de 2,332 pieds, mesure anglaise;

b. Trois autres lots de terre situés sur la 2ième Avenue, à Lachine, connus et désignés sous les numéros 996-946, 947 et 948 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, mesurant chacun 25 pieds de largeur par 87 pieds de profondeur, mesure anglaise, formant une superficie totale pour chacun des lots de 2,175 pieds, mesure anglaise.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées auxdits lots de terre.

No 23H (*a*)

3. Un emplacement vacant situé sur la rue Bordeaux à Montréal, et composé de la manière suivante, savoir:

a. De trois lots de terre connus et désignés sous les numéros quatre vingt-huit, quatre-vingt-

This sale is to be made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen (716-717) of the C.P.C., and also to article forty five (45) of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

AUGUSTE BOURBEAU, B.A., B.L.C.,
Trustee.

Victoriaville, February 22nd, 1932.
1320—9-2

Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court, Sitting in Bankruptcy No. 183, In the matter of Charles Brodeur, N.P., insolvent.

Notice is hereby given that on FRIDAY the EIGHTH day of APRIL, 1932, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction at the Sheriff's office, in the Court House, Montreal, the following immovables, to wit:

No. 19A

1. Four lots of land situate at Ahuntsic, in the said city of Montreal, fronting on Somerville Street (the said Street bearing cadastral number 262-701 hereinafter mentioned) the said lots forming the corner of Saint Lawrence Boulevard and the said Somerville Street, and bearing numbers six hundred and eighty four, six hundred and eighty five, six hundred and eighty six and six hundred and eighty seven (Nos 684, 685, 686 and 687) of the subdivision of lot number two hundred and sixty two (262) on the official plan and book of reference for the parish of Sault-au-Récollet, each measuring twenty five feet in width by one hundred and forty feet in depth, the whole English measure and more or less—with a right of way in common with all others having a right thereto in the lane situate in rear of the said lots bearing No. 262-668 of the said cadastre, and in the said Street upon the customary conditions as to maintenance—with the buildings thereon erected.

No. 19B

2. *a*. Three lots of land situate on Central Street, Lachine, known and designated under numbers 996-939, 940 and 941 on the official plan and book of reference for the parish of Lachine, measuring, the said lot, 996-939: 40 feet in width by 88 feet in depth, forming an area of 3,520 feet, and each of said lots 996-940 and 941: measuring 25 feet and 5-10 in width by 88 feet in depth, forming a respective area of 2,332 feet, English measure.

b. Three other lots of land situate on 2nd Avenue, Lachine, known and designated under numbers 996-946, 947 and 948 of the official plan and book of reference for the parish of Lachine, each lot measuring 25 feet in width by 87 feet in depth, English measure, forming a total area for each lot of 2,175 feet, English measure.

As the whole presently subsists, with all the active and passive apparent and unapparent servitudes attached to the said lots of land.

No. 23H (*a*)

3. A vacant emplacement situate on Bordeaux Street, Montreal, and composed in the following manner, to wit:

a. Of three lots of land known and designated under numbers eighty eight, eighty nine and

neuf, et quatre-vingt-dix de la subdivision du lot numéro quatre cent soixante-dix-neuf (Nos. 479-88, 89 et 90) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-aux-Récollets, mesurant chacun vingt-cinq pieds de largeur par soixante et onze pieds (25 x 71) de profondeur, mesure anglaise;

b. Et des trois lots de terre connus et désignés sous les numéros cent soixante-huit, cent soixante-neuf et cent soixante-six de la subdivision du lot numéro quatre cent quatre-vingt-un (Nos 481-168, 169 et 170) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-aux-Récollets mesurant chacun vingt-cinq pieds de largeur par vingt-neuf pieds (25 x 29) de profondeur, mesure anglaise.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées auxdits lots de terre.

No 23H-A (*b*)

Un emplacement vacant situé sur la rue Bordeaux, à Montréal, et composé de la manière suivante, savoir:

a. Du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent trente-cinq de la subdivision du lot numéro quatre cent soixante-dix-neuf (No 479-135) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-aux-Récollets, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante et onze pieds (25 x 71) de profondeur, mesure anglaise.

b. Et du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-un de la subdivision du lot numéro quatre cent quatre-vingt-un (No 481-281) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-aux-Récollets, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par vingt-neuf pieds (25 x 29) de profondeur, mesure anglaise.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées auxdits lots de terre.

4. Un lot de terre situé sur la 2ème Avenue, à Pointe aux Trembles, connu et désigné sous le numéro quarante-sept de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-treize (No 93-47) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, mesurant cinquante pieds de front par cent quinze pieds de profondeur, mesure anglaise.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit lot de terre.

Conditions: Comptant.

Un dépôt de 20% sera exigé sur la mise à l'enchère de chacune des propriétés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C.P.C., et aussi à l'article 45 de la loi de faillite. Cette vente équivaut à la vente au shérif.

Montréal, ce 1er jour de mars 1932.

Le syndic,
HERMAS PERRAS.

84 rue Notre-Dame-Ouest,
Montréal. 1497—10-2

ninety of the subdivision of lot number four hundred and seventy nine (Nos. 479-88, 89 and 90) on the official plan and book of reference for the parish of Sault aux Récollets, each lot measuring twenty five feet in width by seventy one feet (25 x 71) in depth, English measure;

b. And of three lots of land known and designated under numbers one hundred and sixty eight, one hundred and sixty nine and one hundred and seventy of the subdivision of lot number four hundred and eighty one (Nos. 481-168, 169 and 170) on the official plan and book of reference for the parish of Sault aux Récollets, each lot measuring twenty five feet in width by twenty nine feet (25 x 29) in depth, English measure.

As the whole presently subsists with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said lots of land.

No. 23H-A (*b*)

A vacant emplacement situate on Bordeaux Street, Montreal, and composed in the following manner, to wit:

a. Of that lot of land known and designated under number one hundred and thirty five of the subdivision of lot number four hundred and seventy nine (No. 479-135) on the official plan and book of reference for the parish of Sault aux Récollets, measuring twenty five feet in width by seventy one feet (25 x 71) in depth, English measure.

b. And of that lot of land known and designated under number two hundred and eighty one of the subdivision of lot number four hundred and eighty one (No. 481-281) on the official plan and book of reference for the parish of Sault aux Récollets, measuring twenty five feet in width by twenty nine feet (25 x 29) in depth, English measure.

As the whole presently subsists with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said lots of land.

4. A lot of land situate on 2nd Avenue, Pointe aux Trembles, known and designated under number forty seven of the subdivision of lot number ninety three (No. 93-47) on the official plan and book of reference for the parish of Pointe aux Trembles, measuring fifty feet in front by one hundred and fifteen feet in depth, English measure.

As the whole presently subsists with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said lot of land.

Conditions: Cash.

A deposit of 20% shall be exacted from each and every bidder, on each of the said properties.

The said sale shall be made pursuant to articles 716 and 717 of the C.C.P., and also article 45 of the Bankruptcy Act, and shall have the effect of a Sheriff's sale.

Montreal, this 1st day of March, 1932.

HERMAS PERRAS,
Trustee.

84 Notre Dame Street, West,
Montreal. 1498—10-2

LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de: Ernest Lavoie, commerçant et cultivateur, Saint-Philippe de Néri, comté de Kamouraska, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que: JEUDI le TRENTE ET UNIEME jour de MARS 1932,

THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of Ernest Lavoie, trader and farmer, Saint Philippe de Néri, county of Kamouraska, Que., Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the THIRTY FIRST day of MARCH, 1932,

à DEUX heures, p. m., seront vendu par encans public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Philippe de Néri, comté de Kamouraska, P. Q., les immeubles en cette affaire et désignés comme suit:

ITEM A.—Une terre située en le deuxième rang de la seigneurie de Kamouraska, en la paroisse de Saint-Philippe de Néri, contenant un arpent et demi de front sur trente-neuf arpents de profondeur; bornée au nord-ouest à Antonio Lavoie, au sud-est à Joseph Dionne, à la Montagne qui se trouve au sud-est du chemin public, au nord-est partie à Ernest Lavoie et partie à Antonio Lavoie, et au sud-ouest partie à Joseph Thibault et partie à Jean Thibault; laquelle terre fait partie et est la partie sud-est du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour la dite paroisse de Saint-Philippe de Néri, sous le numéro trente-six (Ptie 36); le tout plus ou moins—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et tel que le tout se trouve actuellement.

ITEM B.—Un terrain sis et situé sur le second rang de la paroisse de Saint-Denis, dit comté, mesurant un arpent et demi de front sur vingt arpents et demi de profondeur, plus ou moins, joignant au sud à une montagne appelée "la petite montagne", au nord le troisième travers de la clôture qui se rencontre au nord du petit rang de Saint-Philippe, à l'est à Alphonse Langlais ou représentant et à l'ouest à Ernest Lavoie; lequel terrain fait partie du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté susdit pour la paroisse de Saint-Denis sous le numéro deux cent trente-huit (Ptie 238) appartenances et dépendances; et tel que le tout se trouve actuellement.

Les item "A et B" seront offerts en vente au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux du syndic soussigné et l'on pourra visiter les propriétés en s'adressant sur les lieux.

Ces immeubles seront vendus conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept (716 et 717) du C. P. C., et aussi à l'article quarante-cinq (45) de la Loi de Faillite, cette vente équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Daté à Québec, ce 25ème jour de février, 1932.

Le syndic autorisé,
LUCIEN CHAREST.

Bureaux: 85, rue Saint-Pierre,
Edifice Canadian Pacific Express,
Québec, Can. 1405—9-2

Canada, Province de Québec, Division de Faillite No 1. Dans l'affaire de John Carniel, entrepreneur, de Guérin, P. Q.

Avis public est par les présentes donné que les lots désignés comme suit:

Les lots numéros vingt-neuf, trente, trente et un et trente-deux du neuvième rang du canton Guérin, (29, 30, 31 et 32/9)—avec les bâtisses dessus construites, lesquels lots mesurant trois cent cinquante-six acres en superficie,

Seront vendus suivant jugement de la Cour Supérieure de la Division de Faillite No 1, rendu le 5 février 1932, aux enchères publiques suivant les dispositions de l'article 45 de la Loi de Faillite,de façon à donner à cette vente l'effet du décret, à

at TWO o'clock in the afternoon, there will be sold by public auction at the parochial church door of Saint Philippe de Néri, county of Kamouraska, the immovables of this Estate and designated as follows:

ITEM A.—A farm situate in the second range of the Seigniory de Kamouraska, in the parish of Saint Philippe de Neri, measuring one and one half arpent in front by thirty nine arpents in depth; bounded on the Northwest by Antonio Lavoie, on the Southeast by Joseph Dionne, at the Mountain which lies Southeast of the public road, on the Northeast partly by Ernest Lavoie and partly by Antonio Lavoie, and on the Southwest partly by Joseph Thibault and partly by Jean Thibault; the said farm forms part and is the Southeast part of the lot of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the county of Kamouraska, for the said parish of Saint Philippe de Néri, under number thirty six (Pt. 36) the whole more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and as the whole presently subsists.

ITEM B.—A lot of land lying and situate in the second range of the parish of Saint Denis, said county, measuring one and one half arpent in front by twenty arpents and one half in depth, more or less, adjoining on the South a mountain called "La Petite Montagne", on the North the third paling of the fence which is found at the North of the *Petit Rang de Saint-Philippe*, on the East by Alphonse Langlais or representative and on the West by Ernest Lavoie; the said lot of land forms part of the lot of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the aforesaid county for the parish of Saint Denis, under number two hundred and thirty eight (Pt. 238) appurtenances and dependencies; as the whole presently subsists.

Items "A" and "B" will be offered for sale to the highest bidder.

The titles and certificates may be seen at any time by applying at the offices of the undersigned trustee and the properties may be visited by applying on the premises.

The said immovables will be sold pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen (716 and 717) C. C. P., and also article forty five (45) of the Bankruptcy Act, the said sale shall have the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

Dated at Quebec, this 25th day of February, 1932.

LUCIEN CHAREST,
Authorized Trustee.

Offices: 85 Saint Peter Street,
Canadian Pacific Express Building,
Quebec, Can. 1406—9-2

Canada, Province of Quebec, Bankruptcy Division No. 1. In the matter of John Carniel, contractor, of Guérin, P. Q.

Public notice is hereby given that the lots designated as follows:

Lots numbers twenty nine, thirty, thirty one and thirty two of the ninth range of the township of Guérin, (29, 30, 31 and 32/9)—with the buildings thereon erected, the said lots measuring three hundred and fifty six acres in area,

Will be sold pursuant to judgment of the Superior Court of the Bankruptcy Division No. 1, rendered February 5, 1932, at public auction in conformity with the provisions of Article 45 of the Bankruptcy Act, in such a manner as to give

la porte de l'église paroissiale de Saint-Gabriel-de-Guérin, dans le comté de Témiscamingue, P. Q., MERCREDI, le SIXIEME jour du mois d'AVRIL, mil neuf cent trente-deux, à DIX heures de l'avant-midi.

Conditions de paiement: 10% comptant, la balance sous trois jours.

Pour information et cahier des charges, s'adresser aux soussignés.

Les syndics,
VINCENT LAMARRE
& ALBERT LAMARRE.

Montréal, 17 février 1932.
Bureau: 19 est, rue Saint-Jacques,
Montréal. 1499—10-2

Province de Québec, District de Trois-Rivières, Cour Supérieure, (En matière de faillite), No 345-C. IN RE: Ludovic Doucet, cultivateur, de la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand, dans le district de Trois-Rivières, cédant-autorisé.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le SEPTIEME jour du mois d'AVRIL, en l'année mil neuf cent trente-deux, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Grégoire-le-Grand, seront vendus à l'enchère publique les immeubles suivants cédés par le failli en cette cause, savoir:

a) Une terre située en la paroisse du Précieux-Sang, d'un arpent de largeur sur quinze de profondeur, le tout plus ou moins, faisant partie du lot de terre numéro cinq cent quatre-vingt (580) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Grégoire, faisant maintenant partie de la paroisse du Précieux-Sang et étant le premier arpent sud-ouest et latéral du dit lot—sans bâtisse, borné en avant par le chemin du Missouri, en arrière par le fronteau de Saint-Simon, d'un côté par le surplus du dit lot et de l'autre côté par Philippe Leblanc;

b) Une autre terre sise et située au même endroit, de la contenance de deux arpents de front sur quinze arpents de profondeur, le tout plus ou moins, et connue et désignée comme étant les deux arpents latéraux et longitidinaux nord-est du lot numéro cinq cent quatre-vingt (580) du cadastre officiel du comté de Nicolet pour la paroisse de Saint-Grégoire;

c) Une terre de trois arpents de front située dans le rang du Lac Saint-Paul dans Saint-Grégoire, sur trente arpents de profondeur et connue et désignée par les lots numéros trois cent cinquante et un et trois cent cinquante-deux (351 et 352) du cadastre officiel du comté de Nicolet pour la paroisse de Saint-Grégoire—avec toutes les bâtisses sur la susdite terre, mais à distraire d'icelle terre ce qui en a été pris par la Compagnie du Chemin de Fer qui la traverse et l'emplacement de la maison d'école sur le susdit lot numéro trois cent cinquante-deux (352);

d) Une terre sise et située dans le rang du Lac Saint-Paul, en la paroisse de Saint-Grégoire, de la contenance de trois arpents de front sur trente arpents de profondeur et connue et désignée comme étant le lot numéro trois cent cinquante (350) du cadastre officiel du comté de Nicolet pour la paroisse de Saint-Grégoire—avec toutes les bâtisses dessus construites, mais à distraire d'icelle terre ce qui en a été pris par la Compagnie du Chemin de Fer qui la traverse.

Cette vente, faite d'après les articles 44 et 45 de la Loi de faillite, revision 1927, équivaut à une vente par le shérif.

the said sale the effect of a Sheriff's sale, at the parochial church door of Saint Gabriel de Guérin, in the county of Témiscamingue, P. Q. on WEDNESDAY, the SIXTH day of the month of APRIL, nineteen hundred and thirty two, at TEN o'clock in the forenoon.

Conditions of payment: 10% cash, the balance within three days.

For information and list of charges, apply to the undersigned.

VINCENT LAMARRE
& ALBERT LAMARRE,
Trustees.

Montreal, February 17, 1932.
Office: 19 Saint James Street East,
Montreal. 1500—10-2

Province of Quebec, District of Trois Rivieres, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy), No. 345-C. IN RE: Ludovic Doucet, farmer, of the parish of Saint Gregoire le Grand, in the district of Trois Rivieres, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the SEVENTH day of the month of APRIL, in the year nineteen hundred and thirty two, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at the parochial church-door of Saint Gregoire le Grand, the following immoveables assigned by the bankrupt in this cause, to wit:

a) A farm situate in the parish of Precieux Sang, of one arpent in width by fifteen in depth, the whole more or less, forming part of the lot of land number five hundred and eighty (580) on the official cadastre for the parish of Saint Gregoire, now forming part of the parish of Precieux Sang and being the first Southwest and lateral arpent of said lot—without building, bounded in front by the Missouri Road, in rear by the *fronteau* of Saint Simon, on one side by the residue of said lot and on the other side by Philippe Leblanc:

b) Another farm lying and situate at the same place measuring two arpents in front by fifteen arpents in depth, the whole more or less, and known and designated as being the two lateral and longitudinal Northeast arpents of lot number five hundred and eighty (580) on the official cadastre for the County of Nicolet for the parish of Saint Gregoire;

c) A farm of three arpents in front situate in Lake Saint Paul range, in Saint Gregoire, by thirty arpents in depth and known and designated under lots numbers three hundred and fifty one and three hundred and fifty two (351 and 352) on the official cadastre of the County of Nicolet, for the parish of Saint Gregoire—with all the buildings on the aforesaid land, but to be deducted from the said farm the part which has been taken by the Railway Company crossing the said farm and the emplacement of the school house on the aforesaid lot number three hundred and fifty two (352);

d) A farm lying and situate in Lake Saint Paul range, in the parish of Saint Gregoire, measuring three arpents in front by thirty arpents in depth and known and designated as being lot number three hundred and fifty (350) on the official cadastre of the County of Nicolet, for the parish of Saint Gregoire—with all the buildings thereon erected, but to be deducted from the said farm the part thereof taken by the Railway Company crossing the said farm.

This sale is made pursuant to articles 44 and 45 of the Bankruptcy Act, revision 1927, and has the effect of a sheriff's sale.

Conditions de la vente: Argent comptant.
Daté à Saint-Wenceslas, le 4 mars 1932.

Le syndic autorisé,
ALBERT SIMARD, N. P.

Saint-Wenceslas,
comté de Nicolet. 1501—10-2

Dans l'affaire de Evariste St-Pierre, cultivateur, Saint-Antonin, comté de Témiscouata, Qué.

Avis est par le présent donné que MERCREDI le VINGT-TROISIEME jour de MARS 1932, à ONZE heures A.M., seront vendus par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Antonin, comté de Témiscouata, les immeubles de cette faillite ci-après décrits:

a. Une terre située en la paroisse de Saint-Antonin, dans le sixième rang, contenant quatre arpents de front par trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins—avec bâtisses dessus construites, comprenant les lots trois cent trente-trois (333) et trois cent trente-quatre (334) sur les plans et livres de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Antonin. L'acheteur assumera les charges de répartitions et une rente annuelle payable aux héritiers du Seigneur Fraser.

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux du syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du C.P.C., et aussi à l'article quarante-cinq de la Loi de Faillite: cette vente équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.
Rivière-du-Loup, Qué., le 9 mars 1932.

Le syndic,
RAOUL PELLETIER.

Bureaux: 271 Lafontaine,
Rivière-du-Loup, Qué. 1675—11-2

Canada, Province de Québec, District de Montréal, No 65. Dans l'affaire de Richard Ouimet, cultivateur, Dewitteville, Québec, cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que les propriétés immobilières décrites comme suit:

"1. La partie ouest de ce lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Godmanchester, sous le numéro trois cent-cinquante-deux (352)—avec une maison et des granges sus-érigées, et telle que bornée au nord par le lot No 353, à l'est par le centre du terrain utilisé en commun par ledit débiteur et William Malcolm Ruddick, étant la partie est du lot No 352, à l'ouest par les lots Nos 354 et 355, et au sud par le grand chemin public.

2. Autre lopin de terre connu et désigné sur les susdits plan et livre de renvoi, comme étant partie du lot numéro trois cent cinquante et un (Pt. 351) tel que borné au nord-ouest par le chemin public, au sud-est par la rivière Châteauguay, sur un côté au nord-est par un fossé divisant la partie de terre ci-dessus décrite d'une bande du même terrain et numéro formant partie d'icelle et appartenant à Malcolm McNaughton, et au sud-ouest par le lot No 351-A—ces deux lots avec toutes les bâtisses sus-érigées. Sauf et excepté d'une partie du lot No 351, présentement décrite, les vingt-cinq pieds de profondeur entre le chemin

Conditions of sale: Cash.
Dated at Saint Wenceslas, March 4th., 1932.

ALBERT SIMARD, N. P.,
Authorized Trustee.

Saint Wenceslas,
County of Nicolet. 1502—10-2

In the matter of Evariste St-Pierre, farmer, Saint Antonin, county of Temiscouata, Que.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY THIRD day of MARCH, 1932, at ELEVEN o'clock A.M., there will be sold by public auction, at the parochial church-door of Saint Antonin, county of Temiscouata, the immoveables of this estate, hereinunder described:

a. A farm situate in the parish of Saint Antonin, in the sixth range, measuring four arpents in front by thirty arpents in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected, comprising lots three hundred and thirty three (333) and three hundred and thirty four (334) on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Antonin. The purchaser shall assume the apportionment charges and an annual rent payable to the heirs of Seigneur Fraser.

The said item shall be offered for sale to the highest and last bidder.

The titles and certificates may be examined at any time on applying to the offices of the undersigned trustee.

This sale is made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred seventeen of the C.C.P., and also to article forty five of the Bankruptcy Act, the said sale has the effect of a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.
Rivière du Loup, Que., March 9, 1932.

RAOUL PELLETIER,
Trustee.

Offices: 271 Lafontaine,
Rivière du Loup, Que. 1676—11-2

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 65. In the matter of Richard Ouimet, farmer, Dewitteville, Quebec, Authorized Assignor.

Public notice is hereby given that the immoveable property described as follows:

"1. The west part of that lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Godmanchester, under the number three hundred and fifty two (352)—with a dwelling house and barns thereon erected, and such as bounded to the North by lot No. 353, to the East by the center of land used in common by the said debtor and one William Malcolm Ruddick, being the East part of lot No. 352, to the West by lots Nos. 354 and 355, and to the South by the public highway.

2. Another piece of land known and designated on the aforesaid plan and book of reference, as part of lot number three hundred and fifty-one (Pt. 351), such as bounded to the North West by the public road, to the South East by the Chateauguay River, on one side to the North East by a ditch dividing the portion of land above described from a strip of the same land and number, forming part thereof and belonging to one Malcolm McNaughton, and to the South West by lot No. 351-A—those two lots with all the buildings thereon erected. Save and except from the part of lot No. 351, presently described,

et la rivière, vendus par Richard Ouimet à Archibald-Alexander Bruce, par acte de vente passé devant Mtre D.-M. Rowat, notaire, le 12ème jour d'avril 1930, et enregistré au bureau d'enregistrement de Huntingdon, sous le No 39660";

Seront vendus suivant un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, en matière de faillite, rendu le 31ième jour d'octobre 1931, portant le No 65 des régistres de la dite cour, à l'encan public, en vertu des dispositions de l'article 45, par. 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 de la Loi des faillites, de telle manière à donner à ladite vente l'effet d'une vente par le shérif, au bureau d'enregistrement de Huntingdon, Québec, le MARDI, le DOUZIEME jour du mois d'AVRIL, mil neuf cent trente-deux, à DIX heures et DEMIE du matin.

Conditions de paiement: 10% en argent et la balance dans les trois jours.

Pour information et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Les syndics,
VINCENT LAMARRE & ALBERT LAMARRE.

Montréal, le 1er mars 1932.
Bureau: 19 rue Saint-Jacques, est,
Montréal. 1677—11-2

the twenty-five feet in depth between the road and the river, sold by Richard Ouimet to Archibald Alexander Bruce, by deed of Sale passed before Mtre D. M. Rowat, notary, the 12th. day of April, 1930, and registered in the Huntingdon Registry Office, under No. 39660";

Will be sold pursuant to a judgment of the Superior Court for the district of Montreal, in the matter of bankruptcy, rendered the 31st. day of October, 1931, bearing No. 65 of the records of the said Court, at public auction, pursuant to the provisions of Article 45 Par. 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Bankruptcy Act, in such manner as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, at the Registry Office of Huntingdon, Quebec, on TUESDAY, the TWELFTH day of the month of APRIL, nineteen hundred and thirty-two, at THIRTY minutes past TEN o'clock in the forenoon.

Conditions of payment: 10% cash and the balance in three days.

For information and list of charges, apply to the undersigned.

VINCENT LAMARRE & ALBERT LAMARRE,
Trustees.

Montreal, March 1st., 1932.
Office: 19 Saint James Street East,
Montreal. 1678—11-2

LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Ulric Bédard, épicier, 43-45, 8ème Avenue, Québec, P.Q., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le QUINZIEME jour d'AVRIL 1932, à ONZE heures, A.M., sera vendu par encan public à nos bureaux, 97 rue Saint-Pierre, Québec, l'immeuble suivant, savoir:

Un terrain ou emplacement de figure irrégulière situé à Limoilou, sur la huitième avenue, mesurant trente-cinq pieds et trois pouces de front sur la dite rue et trente-cinq pieds et dix pouces en largeur à sa profondeur, suivant la ligne Est de la maison en brique construite à cet endroit, la largeur suivant la limite Est du lot à trente-cinq pieds plus ou moins sur quatre-vingts pieds de profondeur, le tout plus ou moins, borné en front à l'Est à la huitième avenue, au Sud à Télesphore Trudel, au Nord à Amédée Roy et à l'Ouest à Joseph Proteau, le dit terrain faisant partie des lots numéros quatorze et quinze (14 & 15) des subdivisions du lot cinq cent onze (511) du cadastre pour Saint-Roch Nord de la cité de Québec—avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C.P.C., et aussi à l'article 45 de la Loi de Faillite qui équivaut à une vente par le shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux du syndic soussigné.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic,
J.-E. BÉDARD.

Bureaux de BEDARD & BELANGER,
97 rue Saint-Pierre,
Québec, le 10 mars, 1932. 1679—11-2

THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of Ulric Bedard, Grocer, 43-45, 8th Avenue, Quebec, P. Q., Authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, FIFTEENTH day of APRIL 1932, at ELEVEN o'clock, a. m., will be sold by public auction at our offices, 97 Saint Peter Street, Quebec, the following property as follows:

One lot of land of irregular form, situated at Limoilou, on the Eighth Avenue, measuring thirty-five feet and three inches in front on the said street and thirty-five feet and ten inches in width at its depth following the East line of the brick house erected on the premises, the width following the East limit of said lot has thirty-five feet more or less by eighty feet in depth, the whole more or less, bounded in front to the East by the eighth Avenue, to the South by Telesphore Trudel, on the North by Amedee Roy and to the West by Joseph Proteau, the said lot forming part of lots numbers fourteen and fifteen (14 and 15) of the subdivisions of lot fife hundred and eleven (511) on the cadastre for Saint Roch North of the city of Quebec—with the house thereon constructed, circumstances and dependencies.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 of the C.C.P., and also to article 45 of the Bankruptcy Act, which gives this sale the effects of a Sheriff's sale.

Titles and certificates may be examined at any time at the offices of the undersigned trustee.

Terms of sale: Cash.

J. E. BEDARD,
Trustee.

Offices of BEDARD & BELANGER,
97 Saint Peter Street,
Quebec, March 10th, 1932. 1680—11-2

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 12 février 1932.

MM. Wm. Dow Soles, James Court Blackwood, fermiers, Arthur Travelyan Woodley, courtier, Donat-Albert Tanguay, pharmacien, et Claude Wentworth Buchanan, fermier, tous de Knowlton: commissaires pour tenir la Cour de commissaires du canton de Brome, district de Bedford.

Québec, le 24 février 1932.

MM. Joseph-Alfred Gagnon, d'Outremont, gérant de banque, 1757 Avenue North, Morgan-M. Johnston, de la cité de Montréal, gérant de "St. Lawrence Sugar Refineries, Limited", A.-O. Bombardier, de Verdun, échevin, 3196 Boulevard Lasalle: juges de paix pour le district de Montréal.

MM. Joseph Aubin, courrier, L.-C. Pilon, journalier, et Joseph Brousseau, cultivateur, tous trois de Saint-Donat, et Napoléon Ferland, de Lanoraie, agent: juges de paix pour le district de Joliette.

Québec, le 4 mars 1932.

M. Louis J. Kaufman, de la cité de Montréal, gérant du Dépt. de Communication du Canadien Pacifique: juge de paix pour le district de Montréal.

M. Adélard Trépanier, de Landrienne, cultivateur: juge de paix pour le district d'Abitibi.

M. P.-H. Boyer, de Saint-Edouard, comté de Napierville: juge de paix pour le district d'Iberville.

M. Henry Malin, 1090 Beaver Hall Hill, Montréal: juge de paix pour le district de Terrebonne.

1681

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, February 12, 1932.

Messrs Wm Dow Soles, James Court Blackwood, farmers, Arthur Travelyan Woodley, broker, Donat Albert Tanguay, druggist, and Claude Wentworth Buchanan, farmer, all of Knowlton: to be Commissioners for the holding of the Commissioners' Court for the township of Brome, district of Bedford.

Quebec, February 24, 1932.

Messrs Joseph Alfred Gagnon, of Outremont, bank manager, 1757 North Avenue, Morgan-M. Johnston, of the city of Montreal, manager of the "St. Lawrence Sugar Refineries, Limited", A. O. Bombardier, of Verdun, alderman, 3196 Lasalle Boulevard: to be Justices of the Peace for the district of Montreal.

Messrs Joseph Aubin, mail-carrier, L. C. Pilon, laborer, and Joseph Brousseau, farmer, all three of Saint Donat, and Napoléon Ferland, of Lanoraie, agent: to be Justices of the Peace for the district of Joliette.

Quebec, March 4, 1932.

Mr. Louis J. Kaufman, of the city of Montreal, manager of the Traffic Department of the Canadian Pacific: to be a Justice of the Peace for the district of Montreal.

Mr. Adélard Trépanier, of Landrienne, farmer: to be a Justice of the Peace for the district of Montreal.

Mr. P. H. Boyer, of Saint Edouard, county of Napierville: to be a Justice of the Peace for the district of Iberville.

Mr. Henry Malin, 1090 Beaver Hall Hill, Montreal: to be a Justice of the Peace for the district of Terrebonne.

1682

Action en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Chicoutimi, Cour Supérieure, No 5456. Delia Fortin, épouse commune en biens de William Lavoie, domicilié à Jonquière, demanderesse en séparation de biens; vs William Lavoie, entrepreneur menuisier, de Jonquière, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 3ième jour de mars 1932.

Chicoutimi, le 7 mars 1932.

Le procureur de la demanderesse en séparation de biens,

1673 MAURICE BERNIER.

Action for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Chicoutimi, Superior Court, No. 5456. Delia Fortin, wife common as to property of William Lavoie, domiciled at Jonquiere, plaintiff for separation as to property; vs William Lavoie, master carpenter, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 3rd. day of March, 1932.

Chicoutimi, March 7th., 1932.

MAURICE BERNIER,
Attorney for plaintiff for separation

1674 as to property.

VENTES PAR LE SHÉRIF

ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.—District d'Abitibi.

No. 2536. { DAME P. BURADOUSKA, autrefois de Rouyn, et maintenant de Kirkland Lake, Ont., demanderesse; vs PETE KLEMACK, de Rouyn, défendeur, à savoir:

SHERIFF'S SALES

ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.—District of Abitibi.

No. 2536. { DAME P. BURADOUSKA, heretofore of Rouyn and now of Kirkland Lake, Ont., plaintiff; vs PETE KLEMACK, of Rouyn, defendant.

Comme appartenant au dit défendeur, les droits sur le lot de terre portant le No quatre-vingt-deux (82) du bloc No quarante et un (41) du cadastre officiel de la ville de Rouyn — avec bâtisses, circonstances et dépendances, seront vendus à la porte de l'église paroissiale de Rouyn, MERCREDI, le VINGT-TROISIEME jour de MARS 1932, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-U. DUMONT.
Amos, 15 février 1932. 1203—8-2
[Première publication, 20 février, 1932]

As belonging to said defendant, the rights in and upon that lot of land bearing number eighty two (82) of Block No. forty one (41) on the official cadastre for the town of Rouyn—with buildings, circumstances and dependencies, will be sold at the parochial church door of Rouyn, on WEDNESDAY, the TWENTY THIRD day of MARCH, 1932, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, February 15, 1932. 1204—8-2
[First publication, February 20th, 1932]

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: / No 12902. \ PIERRE-Z. CLOUTIER, demandeur; contre JOSEPH MORIN, défendeur.

Une terre contenant cent quatorze acres en superficie, plus ou moins, située dans le deuxième rang du canton de Jersey, comté de Beauce, étant le quart sud-est du lot numéro quarante-sept et le lot numéro quarante-huit du dit rang, et étant connue et désignée au cadastre officiel pour le dit rang comme étant partie sud du lot numéro quarante-sept-B (47-*b*) et le lot numéro quarante-huit (48)—avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances, bornée du côté sud-est à la route Saint-Théophile, et du côté nord-ouest à Désiré Beaudoin.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint Martin, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain 1932, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, le 7 mars 1932.
[Première publication, le 12 mars 1932]
1615—11-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: / No. 12902. \ PIERRE Z. CLOUTIER, plaintiff; against JOSEPH MORIN, defendant.

A farm containing one hundred and fourteen acres in area, more or less, situate in the second range of the township of Jersey, County of Beauce, being the Southeast quarter of lot number forty seven and lot number forty eight in the said range, and being known and designated on the official cadastre for the said range as being the South part of lot number forty seven-B (47-*b*) and lot number forty eight (48)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; bounded on the Southeast side by the Saint Theophile by-road, and on the Northwest by Desire Beaudoin.

To be sold at the church door of the parish of Saint Martin, on the TWELFTH day of APRIL next, 1932, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, March 7th., 1932.
[First publication, March 12th., 1932]
1616—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: / No 12836. \ TREFFLÉ JACQUES, demandeur; contre EDOUARD LATULIPPE, défendeur.

1. Une terre à Saint-Ephrem de Tring, connue comme faisant partie du lot de terre numéro trois cent quatre-vingt-quinze, (395) du cadastre de la paroisse de Saint-Ephrem de Tring, contenant une superficie d'environ cent cinquante acres, bornée en front au neuvième rang, en arrière partie à Edouard Bolduc, et partie au trait carré du dixième rang, d'un côté à Joseph Latulippe et Edouard Bolduc, et de l'autre côté au susdit Edouard Bolduc—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ephrem, le VINGT-DEUXIEME jour de MARS 1932, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 15 février 1932.
[Première publication, 20 février, 1932]
1207—8-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: / No. 12836. \ TREFFLÉ JACQUES, plaintiff; against EDOUARD LATULIPPE, defendant.

1. A farm at Saint Ephrem de Tring, known as forming part of the lot of land number three hundred and ninety five (395) on the cadastre for the parish of Saint Ephrem de Tring, having an area of about one hundred and fifty acres, bounded in front by the ninth range, in rear partly by Edouard Bolduc, and partly by the *trait carré* of the tenth range, on one side by Joseph Latulippe and Edouard Bolduc, and on the other side by the aforesaid Edouard Bolduc—with buildings and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Ephrem, on the TWENTY SECOND day of MARCH, 1932, at TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, February 15, 1932.
[First publication, February 20th, 1932]
1208—8-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure No 7.

SOUTHERN CANADA POWER, demanderesse; vs P.-H. PROVINCIALE ALIAS PROVENÇALE, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Lot numéro six cent trente (630), aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Granby, district de Bedford, de forme irrégulière, de cinq arpents de largeur par huit arpents de profondeur, à distraire le coin sud-est, commençant à l'est à la ligne de division de ce lot, allant vers l'ouest jusqu'au chemin conduisant à la briqueterie, par une profondeur suffisante pour former cinq arpents—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Notre-Dame-de-Granby, dans la cité de Granby, dit district, le QUATORZIEME jour d'AVRIL 1932, à DIX heures du matin.

Le shérif,
C.-B. JAMESON.

Bureau du shérif,
Sweetsburg, Qué., le 7 mars 1932.

[Première publication, 12 mars 1932]

1639—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, No 141.

ALBEA MESSIER, demandeur; vs DAME MALVINA DEXTRAS, défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse:

Un certain terrain ou emplacement sis et situé sur le côté nord de la rue Notre-Dame, en la cité de Granby, district de Bedford, et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour ladite cité de Granby, comme étant les lots numéros 306-2, 305-4 et 304-3—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Notre-Dame de Granby, en la cité de Granby, dit district, le VINGT-TROISIEME jour de MARS, 1932, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
C.-B. JAMESON.

Bureau du shérif,
Sweetsburg, Qué., le 16 février 1932.

[Première publication, 20 février, 1932]

1247—8-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court. No. 7.

SOUTHERN CANADA POWER, plaintiff; vs P. H. PROVINCIALE ALIAS PROVENÇALE, defendant.

As belonging to defendant:

Lot number six hundred and thirty (630) on the official plan and book of reference for the township of Granby, district of Bedford, of irregular figure, of five arpents in width by eight arpents in depth, to be deducted therefrom the South East corner, starting on the East at the division line of the said lot, running Westerly up to the road leading to the brickyard by a sufficient depth so as to form five arpents—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Notre Dame de Granby, in the City of Granby, said District, on the FOURTEENTH day of APRIL, 1932, at TEN of the clock in the forenoon.

C. B. JAMESON,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sweetsburg, Que., March 7th, 1932.

[First publication, March 12, 1932]

1640—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court. No. 141.

ALBEA MESSIER, plaintiff; vs DAME MALVINA DEXTRAS, defendant.

As belonging to defendant:

A certain lot of land or emplacement being and situate on the North side of Notre Dame Street, in the city of Granby, District of Bedford, and known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said city of Granby, as being lots numbers 306-2, 305-4 and 304-3—with the buildings thereon erected.

To be sold *en bloc* at the parochial church door of the parish of Notre Dame de Granby, in the city of Granby, said district, on the TWENTY THIRD day of MARCH, 1932, at TWO of the clock in the afternoon.

C. B. JAMESON,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sweetsburg, Que., February 16th, 1932.

[First publication, February 20th, 1932]

1248—8-2

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: No 2484.

DAME BERTH ALIAS MALVINA BEAUDIN ET VIR, demanderesse; contre DAME LOUISE RAYMOND, veuve de feu Joseph Beaudin, en son vivant artisan, de Cohoes, New-York, l'un des Etats-Unis d'Amérique, défenderesse.

Saisie comme appartenant à ladite défenderesse:

Une terre située en la paroisse de Saint-Edouard, dans le comté de Napierville, comprenant les numéros quatre cent quatre et quatre cent cinq (404-405) sur le plan et livre de renvoi

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint John's, to wit: No. 2484.

DAME BERTH ALIAS MALVINA BEAUDIN ET VIR, plaintiff; against DAME LOUISE RAYMOND, widow of the late Joseph Beaudin, in his lifetime, workman, of Cohoes, New York, one of the United States of America, defendant.

Seized as belonging to said defendant:

A farm situate in the parish of Saint Edouard, in the County of Napierville, comprising lots numbers four hundred and four and four hundred and five (404-405) on the official plan and

officiels de ladite paroisse de Saint-Edouard, de la contenance en superficie de cent trois arpents et demi environ, et bornée d'un côté, au nord-est, par Gaspard Croulx et d'autre côté, au sud-ouest, par Zeph. Bombardier—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edouard, district d'Iberville, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain, 1932, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ARTHUR LASNIER.
Saint-Jean, 9 mars 1932.
[Première publication, 12 mars 1932]
1661—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: No 1559. ULRIC GAGNÉ, demandeur: contre AIME BEAUDIN, de la paroisse de Saint-Patrice-de-Sherrington, district d'Iberville, défendeur.

Saisie comme appartenant audit défendeur:

Cette terre située en la paroisse de Saint-Patrice-de-Sherrington, de la contenance en superficie d'environ cent vingt arpents, plus ou moins, et sans garantie de mesure précise, connue et désignée comme formant le lot numéro quatre-vingt-un et quatre-vingt-quatre (81-84) des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Patrice-de-Sherrington—avec bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'Eglise de la paroisse de Saint-Patrice-de-Sherrington, district d'Iberville, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ARTHUR LASNIER.
Saint-Jean, 9 mars 1932.
[Première publication, 12 mars 1932]
1663—11-2

book of reference for the said parish of Saint Edouard, containing an area of about one hundred and three and one half arpents, and bounded on one side, on the North East by Gaspard Croulx, and on the other side, on the South West, by Zeph. Bombardier—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold "en bloc" at the church door of the parish of Saint Edouard, District of Iberville, on the TWELFTH day of APRIL next, 1932, at TWO o'clock in the afternoon.

ARTHUR LASNIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint John's, March 9, 1932.
[First publication, March 12, 1932]
1662—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint John's, to wit: No. 1559. ULRIC GAGNE, plaintiff; against AIME BEAUDIN, of the parish of Saint Patrice de Sherrington, District of Iberville, defendant.

Seized as belonging to said defendant:

That farm situate in the parish of Saint Patrice de Sherrington, containing a total area of about one hundred and twenty arpents more or less, and without guarantee of exact measurement, known and designated as forming lots numbers eighty one and eighty four (81-84) on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Patrice de Sherrington—with buildings.

To be sold at the church door of the parish of Saint Patrice de Sherrington, District of Iberville, on the TWELFTH day of APRIL next, 1932, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ARTHUR LASNIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint John's, March 9, 1932.
[First publication, March 12, 1932]
1664—11-2

JOLIETTE

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Joliette, No 3902. DAME MARIE-LOUISE CHEVALIER, demanderesse; vs ALPHONSE LARCHEVEQUE ET DORIVA LARCHEVEQUE, défendeurs.

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Sulpice, district de Joliette, propriété du défendeur Doriva Larchevêque, connue et désignée sous le numéro cent quarante-deux (No 142) dans les plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Sulpice—avec les bâtisses y érigées sous la réserve pour "The Bell Telephone Company of Canada", d'une servitude de passage pour l'établissement, le maintien et le fonctionnement de lignes de téléphone et télégraphe (maintenant établies) y compris la pose de poteaux, ancres et accessoires;

2. Une terre située en ladite paroisse de Saint-Sulpice, appartenant au défendeur Alphonse Larchevêque, connue et désignée sous le numéro cent quarante et un (No 141) dans les plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Sulpice—avec les bâtisses y érigées, sous la réserve pour "The Bell Telephone Company of Canada" d'une servitude de passage pour l'établissement, le maintien et le fonctionnement de

JOLIETTE

Superior Court.

Province of Quebec, District of Joliette, No. 3902. DAME MARIE LOUISE CHEVALIER, plaintiff; vs ALPHONSE LARCHEVEQUE AND DORIVA LARCHEVEQUE, defendants.

1. A farm situate in the parish of Saint Sulpice, district of Joliette, property of the defendant Doriva Larchevêque, known and designated under number one hundred and forty two (No. 142) on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Sulpice—with the buildings thereon erected, under the reserve in favour of "The Bell Telephone Company of Canada" of a servitude of right of way for the establishment, maintenance and operation of telephone and telegraph lines (now established) including the placing of posts, anchors and accessories;

2. A farm situate in the said parish of Saint Sulpice, belonging to the defendant Alphonse Larchevêque, known and designated under number one hundred and forty one (No. 141) on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Sulpice—with the buildings thereon erected, under the reserve in favour of "The Bell Telephone Company of Canada" of a servitude of right of way for the establishment,

lignes de téléphone et télégraphe (maintenant établies) y compris la pose de poteaux, ancres et accessoires.

Pour être vendues à la porte de l'Eglise de la paroisse de Saint-Sulpice, district de Joliette, le QUATORZIEME jour du mois d'AVRIL 1932, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGE DESROCHES.
Joliette, 3 mars 1932.

[Première publication, 12 mars 1932]
1617—11-2

maintenance and operation of telephone and telegraph lines (now established) including the placing the post, anchors and accessories.

To be sold at the church-door of the parish of Saint Sulpice, district of Joliette, on the FOURTEENTH day of the month of APRIL, 1932, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEORGE DESROCHES,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, March 3, 1932.

[First publication, March 12, 1932]
1618—11-2

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Joliette, No 3864. } DAME MARIE-ANNE PERRAULT, demanderesse; vs J.-OMER PERRAULT, défendeur.

Une terre située à Saint-Esprit, connue sur le plan et livre de renvoi officiels du cadastre de Saint-Esprit, sous le numéro trois cent quatre et partie du numéro trois cent trois (No 304 et ptie de 303)—avec les bâtisses y érigées, borné ce dernier numéro en front et d'un côté à Antonio Desroches, dans un bout aux terres de Saint-Alexis et de l'autre côté à Henry Wolfe.

Pour être vendue à la porte de l'Eglise de la paroisse de Saint-Esprit, district de Joliette, le DOUZIEME jour du mois d'AVRIL 1932, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGES DESROCHES.
Ce 29 février 1932. 1619—11-2

[Première publication, le 12 mars 1932]

Superior Court.

Province of Quebec, District of Joliette, No. 3864. } DAME MARIE-ANNE PERRAULT, plaintiff; vs J. OMER PERRAULT, defendant.

A farm situate at Saint Esprit, known on the official cadastral plan and book of reference for Saint Esprit, under number three hundred and four and part of number three hundred and three (No. 304 and part of 303) —with the buildings thereon erected, the said last number being bounded in front and on one side by Antonio Desroches, at one end by the lands of Saint Alexis and on the other side by Henry Wolfe.

To be sold at the church door of the parish of Saint Esprit, district of Joliette, on the TWELFTH day of the month of APRIL, 1932, at TEN o'clock in the forenoon.

GEORGES DESROCHES,
Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, February 29, 1932. 1620—11-2

[First publication, March 12, 1932]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No C-98072. } DAME JULIE CLOUTHIER, veuve de feu Calixte David, demanderesse; vs HENRI VAILLANCOURT *et al*, défendeurs.

Comme appartenant à Josephat Alarie, l'un des dits défendeurs:

Un emplacement faisant front sur la rue Saint-André, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro un de la redivision du lot numéro cinq cent quarante de la subdivision du lot originaire numéro sept (7-540-1) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

[Première publication, le 12 mars 1932]
1641—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No F-89938. } LE CREDIT FONCIER FRANCO - CANADIEN, demanderesse; vs DAME EUCHARISTE LEVEILLE, veuve de Joseph-Marius Dufresne, défenderesse.

Deux lots de terre sur la rue Morin, dans le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal, connus et désignés aux plan et livre de renvoi

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. C-98072. } DAME JULIE CLOUTHIER, widow of the late Calixte David, plaintiff; vs HENRI VAILLANCOURT *et al*, defendants.

As belonging to Josephat Alarie, one of the defendants:

An emplacement fronting on Saint André Street, in the city of Montreal, known and designated as being lot number one, of the redivision of lot number five hundred and forty, of the subdivision of the original lot number seven (7-540-1) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

[First publication, March 12, 1932]
1642—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. F-89938. } LE CREDIT FONCIER FRANCO - CANADIEN, plaintiff; vs DAME EUCHARISTE LEVEILLE, widow of Joseph Marius Dufresne, defendant.

Two lots of land on Morin Street, in Sainte Mary's Ward, of the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of refer-

officiels du quartier Sainte-Marie, sous les numéros quinze cent trente-six et quinze cent trente-sept (Nos 1536-1537)—avec bâtisses dessus érigées portant les Nos civiques 2315 à 2325 de ladite rue et avec droit aux ruelles auxquelles lesdits lots aboutissent en commun avec les propriétaires avoisinants.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Un dépôt de $600.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Patterson, en date du 12 février 1932.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

[Première publication, le 12 mars 1932]
1643—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J.-ALEXADRE POITE-
No B-97185. } J. VIN, demandeur; vs GÉDÉON VERMETTE, défendeur et J.-PAUL, VERMETTE, mis-en-cause.

Comme appartenant audit défendeur et maintenant entre les mains de J.-P. Vermette, mis-en-cause:

Un emplacement situé au coin nord-ouest des rues Church et Bannantyne en la Cité de Verdun, dite province, composé des lots de terre numéros quatre, cinq, six et sept de la redivision du lot numéro quatre mille trois cent quatre (4304-4-5-6-7) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant cinquante pieds de largeur par cent vingt-deux pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et borné en front par ladite rue Church, en arrière par les lots numéros 4304-2 et 3, d'un côté par ladite rue Bannantyne et de l'autre côté par le lot numéro 4304-1—avec toutes les bâtisses dessus érigées, portant les numéros civiques 966 à 982 de ladite rue Church et les numéros civiques 4105 à 4113 de ladite rue Bannantyne, et autres dépenda ces dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

[Première publication, 12 mars 1932]
1645—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALPHONSE VALI-
No B-97134. } QUETTE, demandeur; vs J.-ZENON BONIN, défendeur.

Un emplacement situé sur la rue Beaudry, en la cité de Montréal, formé du lot de terre connu et désigné sous le numéro six cent soixante et un (661) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, contenant quarante-deux pieds et six pouces de front sur soixante-quatorze pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec bâtisses y érigées portant les numéros civiques 1300 à 1308 de la rue Beaudry, et avec toutes les servitudes s'y rattachant.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

[Première publication, le 12 mars 1932]
1647—11-2

---

ence for Sainte Mary's Ward, under numbers fifteen hundred and thirty six and fifteen hundred and thirty seven (Nos. 1536-1537)—with the buildings thereon erected bearing civic Nos. 2315 to 2325 on said street and with right to the lanes on which the said lots abut in common with the neighboring proprietors.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $600.00 shall be exacted from each and every bidder pursuant, to a judgment of the Honourable Justice Patterson, dated the 12th of February, 1932.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

[First publication, March 12, 1932]
1644—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J. ALEXANDRE POITE-
No. B-97185. } J. VIN, plaintiff; vs GÉDÉON VERMETTE, defendant, and J. PAUL VERMETTE, *mis-en-cause*:

As belonging to the said defendant, and now in the hands of J. P. Vermette, *mis-en-cause*.

An emplacement situate at the North West corner of Church and Bannantyne Streets, in the city of Verdun, said Province, composed of lots numbers four, five, six and seven of the redivision of lot number four thousand three hundred and four (4304-4-5-6-7) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, measuring fifty feet in width by one hundred and twenty two feet in depth, English measure and more or less, and bounded in front by the said Church Street, in rear by lots numbers 4304-2 and 3, on one side by the said Bannantyne and on the other side by lot number 4304-1—with all the buildings thereon erected, bearing civic numbers 966 to 982 on said Church Street and civic numbers 4105 to 4113 on said Bannantyne Street and other dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

[First publication, March 12, 1932]
1646—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ALPHONSE VALI-
No. B-97134. } QUETTE, plaintiff; vs J. ZENON BONIN, defendant.

An emplacement situate on Beaudry Street, in the city of Montreal, consisting of that lot of land known and designated under number six hundred and sixty one (661) on the official plan and book of reference for Saint James' ward, measuring forty two feet and six inches in front by seventy four feet in depth, the whole English measure and more or less—with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 1300 to 1308 of Beaudry Street, and with all the servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

[First publication, March 12, 1932]
1648—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA VILLE DE SAINTE-
No 102. } ROSE, demanderesse;
vs TANCREDE MARSIL, défendeur.

Un emplacement situé sur le côté nord du Boulevard Sainte-Rose, dans la ville de Sainte-Rose, composé des lots de terre connus et désignés sous les numéros un et cinq de la subdivision officielle du lot numéro soixante-dix-sept (77-1 et 5) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Sainte-Rose, comté de Laval—avec une maison construite en pierre à un étage et demi et salle de danse attenante, un "bungalow" à deux étages et un cottage à deux étages dessus érigés; à distraire dudit emplacement les petites parties du dit lot soixante-dix-sept, subdivision un, qui en ont été démembrées et vendues par Jacques Robert à Dame J.-Napoléon Labelle, Ludger Delorme et J.-A.-N. Pruneau, suivant titres dûment enregistrés et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble; le dit emplacement borné comme suit: en front vers le sud par le Boulevard Sainte-Rose, en arrière, vers le nord par le terrain occupé par Sainte-Rose Boating Club, d'un côté, à l'ouest, partie par l'emplacement d'Ubald Garant, et pour le reste par l'emplacement de Dame J.-U. Meunier ou représentants; et de l'autre côté, à l'est , partie par la rue du Pont et pour le reste, par les emplacements de Dame Napoléon Labelle, Dame Veuve J.-B. Charbonneau, Léopold Dutrisac, Louis Filiatrault et Adélard Godard.

A distraire, parties expropriées par le Gouvernement de Québec, suivant ordonnance de la Commission des Services Publics, en date du dix-sept décembre mil neuf cent trente et un:

Une parcelle de terre, de figure irrégulière, faisant partie du lot numéro un (1) de la subdivision d'une partie du lot originaire numéro soixante-dix-sept (77) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Village Incorporé de Sainte-Rose, comté de Laval, appartenant à Tancrède Marsil, Ecr.

Bornée la dite parcelle de terre, au nord par le lot numéro soixante-seize (76) appartenant à Dame Valentine Desjardins, veuve de Napoléon Labelle, à l'est par la rue du Pont, au sud-est par la route numéro trente-huit (38) et à l'ouest par une autre partie dudit lot numéro un (1) de la subdivision d'une partie du lot originaire numéro soixante et dix-sept (77-1).

Cette parcelle de terre, mesurant dans sa ligne nord quarante pieds et six pouces (40'-6") entre les points marqués B et C sur le plan ci-annexé, dans sa ligne est, le long de la rue du Pont, cinquante-trois (53) pieds entre les points marqués par les lettres C et D sur le plan ci-annexé, dans sa ligne sud-est quarante-deux pieds (42) le long de la route numéro trente-huit (38) entre les points marqués D et A sur le plan ci-annexé, dans sa ligne ouest soixante-dix pieds (70') entre les points marqués par les lettres A et B sur le plan ci-annexé.

Sa superficie est de deux mille trois cent quatre-vingt-dix-huit pieds carrés (2398') ce qui équivaut à soixante et cinq millièmes d'arpent carrés (0.065).

Le tout de mesure anglaise, et tel qu'indiqué par un liséré en vert, et plus en détail, par les lettres A, B, C, D, au plan de l'arpenteur J.-P.-B. Casgrain, en date, à Montréal, du trente-septembre mil neuf cent trente et un (30 septembre 1931).

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE TOWN OF SAINTE
No. 102. } ROSE, plaintiff; vs
TANCREDE MARSIL, defendant.

An emplacement situate on the North side of Sainte Rose Boulevard, in the town of Sainte Rose, composed of the lots of land known and designated under numbers one and five of the official subdivision of lot number seventy seven (77-1 and 5) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Sainte Rose, county of Laval—with a one story and a half stone house thereon erected and a dance hall attached thereto, a two story bungalow and a two story cottage thereon erected; to be deducted from the said emplacement the small parts of the said lot seventy seven, subdivision one, which were detached therefrom and sold by Jacques Robert to Dame J. Napoléon Labelle, Ludger Derome and J. A. N. Pruneau, according to deeds duly registered and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovable; the said emplacement is bounded as follows: in front to the South by Sainte Rose Boulevard, in rear to the North by the land occupied by the Sainte Rose Boating Club, on one side to the West partly by the emplacement of Ubald Garant, and for the residue by the emplacement of Dame J. U. Meunier or representatives, and on the other side, to the East, partly by Du Pont Street and for the rest, by the emplacements of Dame Napoléon Labelle, Dame Widow J. B. Charbonneau, Léopold Dutrisac, Louis Filiatrault and Adélard Godard.

To be deducted, the parts expropriated by the Quebec Government pursuant to an order of the Public Service Commission, dated the seventeenth of December, nineteen hundred and thirty one:

A parcel of land, of irregular figure, forming part of lot number one (1) of the subdivision of a part of original lot number seventy seven (77) on the official cadastral plan and book of reference for the incorporated village of Sainte Rose, county of Laval, belonging to Tancrède Marsil, Esq.

The said parcel of land being bounded, on the North by lot number seventy six (76) belonging to Dame Valentine Desjardins, widow of Napoléon Labelle, on the East by Du Pont Street, on the Southeast by the Highway number thirty eight (38) and on the West by another part of said lot number one (1) of the subdivision of part of original lot number seventy seven (77-1).

The said parcel of land, measuring in its North line forty feet and six inches (40'-6") between the points marked B and C on the plan annexed hereto, in the East line, along Du Pont Street, fifty three feet (53) between the points marked by the letters C and D on the plan annexed hereto, in the Southeast line forty two feet (42) along the Highway number thirty eight (38) between the points marked D and A on the plan annexed hereto, in the Southwest line seventy feet (70') between the points marked by the letters A and B on the plan annexed hereto.

Its area is two thousand three hundred and ninety eight square feet (2398') which is equivalent to sixty five thousandths of a square arpent (0.065').

The whole English measure and as indicated by a green line, and more minutely by letters A, B, C, D, on the plan of the Surveyor J. P. B. Casgrain, dated, at Montreal, the thirtieth of September, nineteen hundred and thirty one (30th September, 1931).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Rose, le QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

[Première publication, le 12 mars 1932]

1649—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / No B-97004. } DAME PHOÉBÉ GADBOIS, veuve de Oswald Métivier *et al*, demandeurs; vs JOSEPH BEAUDIN, défendeur.

Un immeuble faisant front sur la rue Moreau, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le No soixante-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt (80-68) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, comprenant quarante-huit pieds de front par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées, les deux murs latéraux et les pignons sont mitoyens.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Un dépôt de $450.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant Jugement de l'Hon. Juge Patterson, en date du 1er mars 1932.

Le shérif,
1665—11-2 OMER LAPIERRE.

[Première publication, 12 mars, 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / No A-84939. } LE CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN, demanderesse: vs DAME EUCHARISTE LEVEILLÉE, veuve de Joseph Marius Dufresne, défenderesse.

Deux lots de terre formant le coin de la ruelle Emmett et de la ruelle Archambault, dans le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros quinze cent cinquante-quatre et quinze cent cinquante-cinq (Nos 1554 et 1555) aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie—avec les bâtisses y érigées, portant les numéros civiques 2312 à 2322 de ladite ruelle Emmett.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $600.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant ugement de l'Hon. Juge Patterson, en date du 12 février 1932.

Le shérif,
1667—11-2 OMER LAPIERRE.

[Première publication, 12 mars, 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / No A-96068. } DAME JULIE VIGEANT, épouse contractuellement séparée de biens de Camille Larivière, et duement autorisée par son dit époux, demanderesse; vs DAME SARAH GREENBERG alias GREENBOOM, veuve en première noces de Abraham Levy, et DEMOISELLE JENNIE LEVY, fille majeure, et MORRIS LEVY, tous trois défendeurs, tant personnelle-

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Rose, on the FIFTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

[First publication, March 12, 1932]

1650—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / No. B-97004. } DAME PHOEBE GADBOIS, widow of Oswald Métivier *et al*, plaintiffs; vs JOSEPH BEAUDIN, defendant.

An immovable fronting on Moreau Street, in the city of Montreal, known and designated under number sixty eight of the official subdivision of the original lot number eighty (80-68) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Hochelaga, measuring forty eight feet in front by one hundred feet in depth, English measure, more or less—with the buildings thereon erected, both lateral walls and gables being party walls.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $450.00 will be required from each and every bidder, pursuant to judgment of Hon. Justice Patterson, dated March 1st, 1932.

OMER LAPIERRE,
1666—11-2 Sheriff.

[First publication, March 12th, 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / No. A-84939. } LE CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN plaintiff; vs DAME EUCHARISTE LEVEILLÉE, widow of Joseph Marius Dufresne, defendant.

Two lots of land forming the corner of Emmett and Archambault lanes, in Saint Mary's Ward, of the city of Montreal, known and designated under numbers fifteen hundred and fifty four and fifteen hundred and fifty five (Nos. 1554 and 1555) on the official plan and book of reference for the said Saint Mary's Ward—with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 2312 to 2322 of said Emmett lane.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $600.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Patterson, dated the 12th of February, 1932.

OMER LAPIERRE,
1668—11-2 Sheriff.

[First publication, March 12th, 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / No. A-96068. } DAME JULIE VIGEANT, wife separate as to property by marriage contract of Camille Lariviere and duly authorized by her said husband, plaintiff; vs DAME SARAH GREENBERG alias GREENBOOM, widow by her first marriage of Abraham Levy, and MISS. JENNIE LEVY, spinster, and MORRIS LEVY, all three defendants, both personally and in their quality

ment qu'en leur qualité d'héritiers à la succession de feu Abraham Levy, défendeurs.

1. La moitié nord-ouest d'un lot de terre situé en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro neuf cent-dix-huit (½ N. O. 918) du cadastre du quartier Sainte-Anne, faisant front sur la rue Jardin—avec bâtisses dessus construites.

2. Un lot de terre en cette cité, formant le coin sud-est des rues Centre et Jardin, connu et désigné sous le numéro neuf cent trente (930) du cadastre du quartier Sainte-Anne—avec bâtisses dessus construites, et toutes les servitudes actives et passives gréant le dit immeuble.

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Un dépôt de $600.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant Jugement de l'Hon. Juge Patterson, en date du 7 mars 1932.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

1669—11-2

[Première publication, le 12 mars 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN, demanderesse; vs DAME FANNIE NAOMIE MINAKER, épouse séparée de biens de William Vipond, marchand, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, défenderesse.

No D-87862.

Ce certain lot de terre ayant front sur la rue Dorchester Ouest, en la cité de Westmount, contenant vingt pieds de largeur rectangulaire, borné en front par la rue Dorchester et avec la maison en pierre et en brique No 4138 rue Dorchester Ouest, dont les deux murs de pignon sont mitoyens, et le garage dessus érigé, le dit lot de terre étant partie du lot numéro trois cent quatre-vingt-quatre des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, à savoir:

a. La partie nord-est ayant six pieds de largeur, du lot numéro vingt et un (384-21) sur le plan de subdivision dûment fait et enregistré du dit lot officiel, bornée en front par la rue Dorchester, en arrière par une ruelle en commun, au sud-ouest par le résidu de la dite subdivision vingt et un, sur laquelle la maison portant le No 4140 rue Dorchester est érigée, et au nord-est par la subdivision vingt-deux, et

b. La partie sud-ouest ayant quatorze pieds de largeur de la subdivision vingt-deux (384-22) sur le dit plan de subdivision, bornée en front par la rue Dorchester, en arrière par la dite ruelle, au sud-ouest par la subdivision vingt et un et au nord-est par le résidu de la dite subdivision vingt-deux, sur laquelle la maison portant le No 4136 de la rue Dorchester est érigée.

Avec ensemble le droit de passage et l'usage autrement en commun avec les autres de la dite ruelle en arrière, connue comme étant la subdivision vingt-cinq du dit lot officiel.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $660.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Honorable Juge Boyer, en date du 18 janvier 1932.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 15 février 1932. 1209—8-2

[Première publication, 20 février, 1932]

---

of heirs to the estate of the late Abraham Levy defendants.

1. The Northwest half of a lot of land situate in the city of Montreal, known and designated under number nine hundred and eighteen (N. W. ½, 918) on the cadastre for Saint Ann's Ward, fronting on Jardin Street—with the buildings thereon erected.

2. A lot of land in the said city, forming the Southeast corner of Centre and Jardin Streets, known and designated under number nine hundred and thirty (930) on the cadastre for Saint Ann's Ward—with the buildings thereon erected, and all active and passive servitudes attached to the said immovable.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $600.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to judgment of the Hon. Judge Patterson, dated March 7th., 1932.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

1670—11-2

[First publication, March 12th., 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN, plaintiff; vs DAME FANNIE NAOMIE MINAKER, wife separate as to property of William Vipond, merchant, and the latter to authorized his said wife for the purposes hereof, defendant.

No. D-87862.

That certain lot of land fronting on Dorchester Street West, in the city of Westmount, containing twenty feet in rectangular width, bounded in front by Dorchester Street and with the stone and brick house No. 4138 Dorchester Street West, of which both gable walls are *mitoyens*, and garage thereon erected, the said lot of land being part of lot number three hundred and eighty-four on the Official Plan and Book of Reference of the parish of Montreal, namely:

a. The North easterly part containing six feet in width of lot number twenty-one (384-21) on the subdivision plan duly made and filed of the said official lot, bounded in front by Dorchester Street, in rear by a lane in common, to the South west by the remainder of the said subdivision twenty-one, on which the house No. 4140 Dorchester Street is erected and to the Northeast by subdivision twenty two and

b. The Southwesterly part containing fourteen feet in width of subdivision twenty-two (384-22) on the said subdivision plan, bounded in front by Dorchester Street, in rear by said lane, to the Southwest by subdivision twenty-one and to the Northeast by the remainder of the said subdivision twenty-two, on which the house No. 4136 Dorchester Street is erected.

Together with the right of passage and otherwise the use in common with others of the said lane in rear which is known as subdivision twenty-five of the said official lot.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $660.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Boyer, dated January 18th, 1932.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 15th, 1932. 1210—8-2

[First publication, February 20th, 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } HIPPOLYTE BOU-
No D-93774. } CLEY, demandeur; vs R. BELIVEAU, défendeur, et TELESPHORE DEROME, curateur au délaissement.

Un emplacement ayant front sur la Première Avenue, en la Cité de Verdun, connu et désigné sous le numéro trois cent sept de la subdivision du lot numéro quatre mille six cent soixante-neuf (4669-307) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus construites, portant les Nos 161 et 163 de la dite Première Avenue.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 15 février 1932. 1211—8-2
[Première publication, le 20 février 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } HIPPOLYTE BOU-
No. D-93774. } CLEY, plaintiff; vs R. BELIVEAU, defendant, and TELESPHORE DEROME, curator to the surrender.

An emplacement fronting on First Avenue, in the City of Verdun, known and designated under number three hundred and seven of the subdivision of lot number four thousand six hundred and sixty nine (4669-307) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal—with the buildings thereon erected, bearing Nos. 161 and 163 of the said First Avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, February 15, 1932. 1212—8-2
[First publication, February 20, 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE YORKSHIRE IN-
No A-96014. } SURANCE CO., LTD., demanderesse; vs DAME AIMEE POIRIER, épouse contractuellement séparée de biens de John-Dominico Giovanni, *alias* John Dominique, ce dernier pour autoriser sa dite épouse pour fins des présentes, défenderesse.

Un certain lot situé dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce, de la cité de Montréal, ayant front sur l'avenue Madison, et connu et désigné comme étant le lot de subdivision numéro soixante-seize sur le plan de subdivision du lot original numéro cent soixante-deux (162-76) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; et

Un lopin de terre ayant front sur l'avenue Madison, dans la cité de Montréal, formant partie du lot numéro soixante-dix-sept de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-deux (162-ptie 77) desdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant six pouces (6″) de largeur par cent six pieds de profondeur, mesure anglaise; borné en front par ladite Avenue Madison, en arrière par les lots numéros 155 et 156, d'un côté au nord-ouest par ledit lot numéro 162-76 et de l'autre côté au sud-est par le résidu de la partie dudit lot numéro 162-77; tous lesdits lots étant partie des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal —et toutes les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de 10% comptant sur le prix de l'adjudication sera exigé de l'acheteur, suivant jugement de l'honorable juge Patterson, daté le 8 février 1932.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 15 février 1932. 1213—8-2
[Première publication, le 20 février 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE YORKSHIRE IN-
No. A-96014. } SURANCE CO., LTD., plaintiff; vs DAME AIMEE POIRIER, wife separate as to property of John Dominico Giovanni, *alias* John Dominique, the latter to authorize his said wife for the purposes hereof, defendant.

A certain lot situate in the Notre-Dame-de-Grâce Ward, of the City of Montreal, fronting on Madison Avenue, and known and designated as subdivision lot number seventy six on the subdivision plan of original lot number one hundred and sixty two (162-76) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal; and

A parcel of land fronting on Madison Avenue, in the City of Montreal, forming part of lot number seventy seven of the official subdivision of lot number one hundred and sixty two (162-pt. 77) on the said official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring six inches (6″) in width by one hundred and six feet in depth, English measure; bounded in front by the said Madison Avenue, in the rear by lots numbers 155 and 156, on one side to the North West by said lot number 162-76 and on the other side to the South East by the remaining part of said lot number 162-77; all said lots being on the official plan and book of reference of the parish of Montreal —and all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the City of Montreal, of the TWENTY FOURTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of 10% cash on the price of adjudication shall be exacted from the buyer, pursuant to a judgment of Hon. Justice Patterson, dated February 8th, 1932.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, February 15th, 1932. 1214—8-2
[First publication, February 20, 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J.-L. GILMOUR, deman-
No 90952. } J. deur; vs PATRICK CLANCY, défendeur.

Ce certain emplacement situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Closse, contenant

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J. L. GILMOUR, plaintiff;
No. 90952. } J. vs PATRICK CLANCY, defendant.

That certain emplacement situate in the city of Montreal, fronting on Closse Street, containing

vingt-six pieds trois pouces de largeur par cent dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins et composé de:

1èrement.—Des subdivisions numéros un et deux de la rédivision officielle de la subdivision cent soixante et cinq des subdivisions officielles du lot numéro seize cent cinquante-quatre (No 1654-165-1 et 2) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine;

2èmement. Des subdivisions un et deux de la rédivision officielle de la subdivision cent soixante et six des subdivisions officielles du dit lot numéro seize cent cinquante-quatre (No 1654-166-1 et 2).

3èmement. De la subdivision trois de la rédivision officielle de la subdivision cent soixante et six des subdivisions officielles du dit lot numéro seize cent cinquante-quatre (No 1654-166-3).

4èmement. De la subdivision un de la rédivision officielle de la subdivision cent cinquante-sept des subdivisions officielles du dit lot numéro seize cent cinquante-quatre (No 1654-157-1).

Avec la bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 103 rue Closse, dont les murs de pignon, des deux côtés, sont mitoyens, et avec le droit de passage dans les ruelles connues comme étant la partie inrésubdivisée de la subdivision cent cinquante-quatre du dit lot numéro seize cent cinquante-quatre, et aussi comme étant la subdivision un et deux de la rédivision officielle de la subdivision cent cinquante-quatre des subdivisions officielles du dit lot numéro seize cent cinquante-quatre, et comme étant la partie inrésubdivisée de la subdivision cent cinquante-sept du dit lot seize cent cinquante-quatre et comme étant la subdivision un de la rédivision officielle de la subdivision un de la rédivision officielle de la subdivision cent cinquante-sept des subdivisions officielles du dit lot numéro seize cent cinquante-quatre et aussi comme étant la partie inrésubdivisée des subdivisions cent cinquante-huit des subdivisions officielles du dit lot numéro seize cent cinquante-quatre des dits plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, en commun avec les autres ayant droit dans les dites ruelles.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de MARS prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 16 février 1932. 1237—8-2
[Première publication, 20 février, 1932]

twenty-six feet three inches in width by one hundred and ten feet, in depth, English measure and more or less and composed of:

1st. Subdivisions numbers one and two of the official redivision of subdivision one hundred and sixty-five of the official subdivisions of lot number sixteen hundred and fifty-four (No. 1654-165-1 and 2) on the official plan and book of reference of the Saint Antoine Ward;

2nd. Subdivisions one and two of the official redivision of subdivision one hundred and sixty-six of the official subdivisions of said lot number sixteen hundred and fifty four (No. 1654-166-1 and 2).

3rd. Subdivision three of the official redivision of subdivision one hundred and sixty-six of the official subdivisions of the said lot number sixteen hundred and fifty-four (No. 1654-166-3).

4th. Subdivision one of the official redivision of subdivision one hundred and fifty-seven of the official subdivisions of said lot number sixteen hundred and fifty four (No. 1654-157-1).

With the building thereon erected bearing civic number 103 Closse Street, whereof the gable walls on both sides are *mitoyen*, and with the right of passage in the lanes known as the unresubdivided part of subdivision one hundred and fifty-four of said lot number sixteen hundred and fifty-four, and also as the subdivision one and two of the official redivision of subdivision one hundred and fifty-four of the official subdivisions of said lot number sixteen hundred and fifty-four, and as the unresubdivided part of subdivision one hundred and fifty-seven of said lot number sixteen hundred and fifty-four and as subdivision one of the official redivision of subdivision one of the official redivision of subdivision one hundred and fifty-seven of the official subdivisions of said lot number sixteen hundred and fifty-four and also as the unresubdivided part of subdivisions one hundred and fifty-eight of the official subdivisions of said lot number sixteen hundred and fifty-four on the said official plan and book of Reference of the Saint Antoine Ward, in common with others having rights therein.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of MARCH next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 16th, 1932. 1238—8-2
[First publication, February 20th, 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No A-90497. ABRAHAM-M. HART, demandeur; vs MOSES NATHANSON, SYDNEY NATHANSON, DAME ANNIE NATHANSON, épouse séparée de biens de Hyman-S. Hart, partie aux présentes, afin d'autoriser sa dite épouse, tous de la cité et du district de Montréal, HENRY NATHANSON et DAME REBECCA NATHANSON, épouse séparée de biens de Joseph Mendelsohn, et le dit Joseph Mendelsohn, partie aux présentes afin d'autoriser sa dite épouse, tous de la cité d'Outremont, dans le district de Montréal, les dits Moses Nathanson, Sydney Nathanson, Dame Annie Nathanson, Henry Nathanson et Dame Rébecca Nathanson en leur qualité de légataires universels et exécuteurs testamentaires de Samuel-L. Nathanson, en son vivant de la cité et du district de Montréal, mar-

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No A-90497. ABRAHAM M. HART, plaintiff; vs MOSES NATHANSON, SYDNEY NATHANSON, DAME ANNIE NATHANSON, wife separate as to property of Hyman S. Hart, party thereto to authorize his said wife, all of the city and district of Montreal, HENRY NATHANSON, and DAME REBECCA NATHANSON, wife separate as to property of Joseph Mendelsohn, and the said Joseph Mendelsohn, party hereto to authorize his said wife, all of the city of Outremont, in the district of Montreal, the said Moses Nathanson, Sydney Nathanson, Dame Annie Nathanson, Henry Nathanson and Dame Rebecca Nathanson in their quality of universal legatees and testamentary executors of Samuel L. Nathanson, in his lifetime of the city and district of Montreal, merchant, and DAME BESSIE

chand, et DAME BESSIE MENDELSOHN, de la cité de Outremont, district de Montréal, veuve du dit Samuel-L. Nathanson, en sa qualité de légataire universel du dit Samuel-L. Nathanson, défendeurs.

Un emplacement connu et désigné comme étant le lot No un de la subdivision du lot No vingt-huit de la subdivision du lot No un de la subdivision du lot originaire No douze (12-1-28-1) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec les bâtisses dessus érigées, portant les numéros civiques 4849, 4851 et 4853 de la rue Hutchison, en la cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de MARS prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 16 février 1932.
[Première publication, le 20 février 1932]
1239—8-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: No F-95868. PHILIAS PESANT, demandeur; vs OMER PARIS, défendeur.

Une terre sise et située dans la Ville de Montréal-Nord, district de Montréal, contenant environ cent vingt arpents en superficie, mesure anglaise et plus ou moins, et faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro trois des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, ayant front sur le chemin public appelé Boulevard Gouin et borné comme suit: au nord-ouest par ledit chemin public; au sud-est par le trait carré des terres de Saint-Léonard de Port-Maurice; au nord-est partie par le lot numéro un et partie par le lot numéro deux du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, au sud-ouest par le lot numéro quatre du même cadastre —avec toutes les bâtisses dessus construites, tel que le tout se trouve présentement, avec servitudes actives, passives, apparentes ou occultes pouvant y être attachées.

Un dépôt de $600.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Boyer, daté le 16 février 1932.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 16 février 1932. 1241—8-2
[Première publication, le 20 février 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: No D-93907. JAMES-GEORGE ROSS, ALEXANDER - FLEMING COPELAND ROSS, et JOHN WARDROP ROSS, tous de la cité de Montréal, comptables agréés, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu James Sutherland, en son vivant de la cité de Montréal, marchand, demandeurs; vs MILTON DOUSHKESS, ci-devant de la cité et du district de Montréal, maintenant de la cité et de l'état de New-York, l'un des Etats-Unis d'Amérique, défendeur.

Ce certain emplacement ayant front sur la rue Dorchester, en la cité de Westmount, composé des lots de terre connus et désignés comme étant

MENDELSOHN, of the city of Outremont, district of Montreal, widow of the said Samuel L. Nathanson, in her quality of residuary legatee of the said Samuel L. Nathanson, defendants.

An emplacement known and designated as being lot No. one of the subdivision of lot No. twenty-eight of the subdivision of lot No. one of the subdivision of the original lot No. twelve (12-1-28-1) of the official plan and book of reference of the incorporated Village of Côte Saint Louis—with buildings thereon erected, bearing civic Nos. 4849, 4851 and 4853 of Hutchison Street, of the city of Montreal.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of MARCH next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 16th., 1932.
[First publication, February 20th., 1932]
1240—8-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: No. F-95868. PHILIAS PESANT, plaintiff; vs OMER PARIS, defendant.

A farm lying and situate in the town of Montreal-North, district of Montreal, containing about one hundred and twenty arpents in area, English measure and more or less, and forming part of the lot of land known and designated under number three of the official plan and book of reference for the parish of Sault-au-Recollet, fronting on the public road named Boulevard Gouin, and bounded as follows: on the Northwest by the said public road, on the Southeast by the "trait-carré" of the lands of Saint Leonard de Port-Maurice; on the Northeast partly by lot number one and partly by lot number two of the cadastre for the parish of Sault-au-Recollet, on the Southwest by lot number four of the same cadastre—with all the buildings thereon erected, as the whole presently subsists, with the active and passive, apparent and unapparent servitudes which may be attached thereto.

A deposit of $600.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to judgment of the Hon. Judge Boyer, dated February 16, 1932.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, February 16, 1932. 1242—8-2
[First publication, February 20, 1932]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: No. D-93907. JAMES GEORGE ROSS, ALEXANDER FLEMING COPELAND ROSS, and JOHN WARDROP ROSS, all of the city of Montreal, chartered accountants, in their quality of Testamentary executors of the late James Sutherland, in his lifetime of the city of Montreal, merchant, plaintiffs; vs MILTON DOUSHKESS, formerly of city and district of Montreal, now of the city and State of New-York, one of the United States of America, defendant.

That certain emplacement fronting on Dorchester Street, in the city of Westmount, composed of the lots of land known and designated as

la subdivision numéro huit du lot numéro trois cent quatre-vingt et de la subdivision numéro quatre de la subdivision neuf du lot numéro trois cent quatre-vingt (380-8 et 380-9-4) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant le dit emplacement, vingt-deux pieds de largeur en front et en arrière sur une profondeur de cent vingt-deux pieds deux pouces dans la ligne nord-est et cent vingt et un pieds dix pouces dans la ligne sud-ouest, le tout mesure anglaise et plus ou moins; et borné, le dit emplacement, en front au sud-est par la rue Dorchester, en arrière par une ruelle, d'un côté au nord-est par la subdivision sept du dit lot officiel et par la subdivision trois de la subdivision neuf du dit lot officiel et de l'autre côté au sud-ouest par la subdivision dix du dit lot officiel et une autre partie du dit lot officiel numéro trois cent quatre-vingt.

Avec la maison d'habitation en pierre et en brique portant le numéro civique 4023 de la rue Dorchester, dessus érigée, dont les deux murs de pignon sont mitoyens. Avec ensemble le droit de passage en tout temps à pied et en voiture et avec animaux dans la dite ruelle, qui est composée de la subdivision un du dit lot officiel subdivision vingt-huit du dit lot officiel et de la subdivision cinq de la subdivision neuf du dit lot officiel (380-1, 380-28, 380-9-5) et dans une autre ruelle conduisant à la rue Tupper, connue comme étant la subdivision numéro quarante-sept du dit lot officiel.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.
Bureau du shérif,
Montréal, le 16 février 1932. 1243—8-2
[Première publication, le 20 février 1932]

subdivision number eight of lot number three hundred and eighty and subdivision number four of subdivision nine of lot number three hundred and eighty (380-8 and 380-9-4) on the official plan and in the book of reference of the Municipality of the parish of Montreal, containing said emplacement, twenty two feet in width in front and in rear by a depth of one hundred and twenty two feet two inches in the Northeast line and one hundred and twenty one feet ten inches in the Southwest line, all English measure and more or less; and bounded, said emplacement, in front to the Southeast by Dorchester Street, in rear by a lane, on one side to the Northeast by subdivision seven of said official lot and by sub-division three of sub-division nine of said official lot and on the other side to the South West by subdivision ten of said official lot and another part of said official lot number three hundred and eighty.

With the stone and brick dwelling house bearing the civic number 4023 on Dorchester Street thereon erected, of which both gable walls are *mitoyens*. Together with the right of passage at all times on foot and with vehicles and animals in said lane, which is composed of sub-division one of said official lot subdivision twenty eight of said official lot and subdivision five of sub-division nine of said official lot (380-1, 380-28, 380-9-5) and in other lane leading to Tupper Street, known as sub-dvision number forty-seven of said official lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, February 16th, 1932. 1244—8-2
[First publication, February 20, 1932]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE SYNOD OF THE
No 92568. } DIOCESE OF MONTREAL, corps politique, ayant son bureau-chef en la cité et le district de Montréal, demanderesse; vs PATRICK McGUIGAN, et DANIEL M. BAILEY, tous deux de la cité de Verdun, dans le district de Montréal, et JAMES McGUIGAN et PATRICK WARD, de la cité et du district de Montréal, tous en leur qualité d'exécuteurs des dernières volontés et testament de feu John Ward, en son vivant de la cité et du district de Montréal, défendeurs.

Ce certain emplacement ayant front sur la rue Wellington, en la dite cité de Montréal, étant composé de la subdivision numéro un du lot numéro trois mille deux cent cinquante-huit (3258-1) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, borné comme suit: en front à l'est par la rue Wellington, au sud-ouest par le chemin Hibernia, au nord-est par le lot No 3258-2 et au nord-ouest par le lot No 3257-1.

Avec les bâtisses sus-érigées portant les numéros civiques huit cent trente-cinq et huit cent trente-sept de ladite rue Wellington, et autres qui y sont en construction.

Ce certain emplacement situé au coin de la rue Rushbrook et le chemin Hibernia, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision numéro un du lot officiel numéro trois mille trois cent soixante et neuf (3369-1) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE SYNOD OF THE
No. 92568. } DIOCESE OF MONTREAL, a body corporate having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff; vs PATRICK McGUIGAN, and DANIEL M. BAILEY, both of the city of Verdun, in the district of Montreal, and JAMES McGUIGAN, and PATRICK WARD, of the city and district of Montreal, all in their quality of executors under the last will and testament of the late John Ward, in his lifetime of the city and district of Montreal, defendants.

That certain emplacement fronting on Wellington Street in the said city of Montreal, being composed of subdivision number one of lot number three thousand two hundred and fifty-eight (3258-1) on the official plan and book of Reference of the municipality of the parish of Montreal, bounded as follows: in front to the East by Wellington Street, to the South West by Hibernia Road, to the North East by lot No. 3258-2 and to the Northwest by lot No. 3257-1.

With the buildings thereon erected bearing the civic numbers eight hundred and thirty-five and eight hundred and thirty-seven in said Wellington Street, and other in course of construction.

That certain emplacement situate on the corner of Rushbrook Street and Hibernia Road in the city of Montreal, known and designated as subdivision number one of Official lot number three thousand three hundred and sixty-nine (3369-1) on the Official Plan and Book of referen-

de Montréal, borné en front au nord-est par le chemin Hibernia, en arrière au sud-ouest et sur un côté au sud-est par le lot No 3369-2 et de l'autre côté au nord-ouest par la rue Rushbrook, de ligne irrégulière, mesurant trente-sept pieds en front sur le chemin Hibernia par une profondeur de soixante-quatorze pieds longeant la rue Rushbrook, et dix-huit pieds six pouces de largeur en arrière, et contenant une superficie totale de mille sept cent trente-huit pieds, mesure anglaise, plus ou moins.

Avec les maisons à logement, portant les numéros civiques deux et quatre sur ladite rue Rushbrook, sus-érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 16 février 1932. 1245—8-2
[Première publication, 20 février, 1932]

ce of the parish of Montreal, bounded in front to the Northeast by Hibernia Road, in rear to the South west and on one side to the Southeast by lot No. 3369-2, and on the other side to the Northwest by Rushbrook Street, of irregular figure, measuring thirty-seven feet in front on Hibernia Road by a depth of seventy-four feet along Rushbrook Street, and eighteen feet six inches in width in rear, and containing a total superficial area of one thousand seven hundred and thirty-eight feet, English measure, more or less.

With the dwelling houses bearing the civic numbers two and four in said Rushbrook Street, thereon erected.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February, 16th, 1932. 1246—8-2
[First publication, February 20th, 1932]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.
Cour du Recorder.

Québec, à savoir: LA CITÉ DE QUÉBEC; No 3317-28. contre ALEXANDRE CHAMBERLAND, de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, menuisier, à savoir:

La subdivision No 235 (deux cent trente-cinq) du lot No 566 (cinq cent soixante-six) du cadastre officiel pour Saint-Roch nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur l'Avenue Bergemont—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SEIZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, ce 10 mars 1932.
[Première publication, le 12 mars 1932]
Deuxième publication, le 26 mars 1932]
1683—11-2

FIERI FACIAS
Cour du Recorder

Québec, à savoir: LA CITÉ DE QUÉBEC; No 2632. contre J.-ERNEST DERY, de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, à savoir:

La subdivision No 4 (quatre) du lot No 4154 (quatre mille cent cinquante-quatre) du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, maintenant quartier Saint-Jean-Baptiste, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Sainte-Julie—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Québec, le SEIZIEME jour d'AVRIL prochain à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, ce 10 mars 1932. 1685—11-2
[Première publication, 12 mars 1932]
[Deuxième publication, 26 mars 1932]

QUEBEC

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Quebec, to wit: THE CITY OF QUEBEC; No. 3317-28. against ALEXANDRE CHAMBERLAND, of our city of Quebec, in our district of Quebec, carpenter, to wit:

Subdivision No. 235 (two hundred and thirty five) of lot No. 566 (five hundred and sixty six) on the official cadastre for Saint Roch Nord, now Jacques Cartier Ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Bergemont Avenue—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SIXTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, March 10th., 1932.
[First publication, March 12th., 1932]
[Second publication, March 26th., 1932]
1684—11-2

FIERI FACIAS
Recorder's Court.

Quebec, to wit: THE CITY OF QUEBEC; No. 2632. against J. ERNEST DERY, of our city of Quebec, in our district of Quebec, to wit:

Subdivision No. 4 (four) of lot No. 4154 (four thousand one hundred and fifty four) on the official cadastre for Montcalm ward, now Saint Jean Baptiste ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Sainte Julie Street—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SIXTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, March 10, 1932. 1686—11-2
[First publication: March 12th, 1932]
[Second publication: March 26th, 1932]

FIERI FACIAS.

Cour du Recorder.

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;
No 3710-30. } contre JEAN ROBERGE, de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, chauffeur d'automobiles, à savoir:

Le lot No 1402 (quatorze cent deux) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé au coin des rues Hermine et Saint-Germain—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A la charge d'une rente foncière annuelle de $6.00 payable le 29 juin de chaque année à l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SEIZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, ce 10 mars 1932.
[Première publication, le 12 mars 1932]
[Deuxième publication, le 26 mars 1932]
1687—11-2

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;
No. 3710-30. } against JEAN ROBERGE, of our city of Quebec, in our district of Quebec, automobile chauffeur, to wit:

Lot No. 1402 (fourteen hundred and two) on the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Quebec, being an emplacement situate on the corner of Hermine and Saint Germain Streets—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual ground rent of $6.00 payable on the 29th. of June of each year at the Hôtel-Dieu de Québec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SIXTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, March 10th., 1932.
[First publication, March 12th., 1932]
[Second publication, March 26th., 1932]
1688—11-2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } FRANCIS SAINT-PIERRE,
No 22269. } directeur du "Royal Securities Corporation" à Montreal, de la cité de Montréal; contre GEORGES SAINT-PIERRE, courtier en débentures, de la cité de Québec, à savoir:

Partie des lots Nos 133, 131 et 127 (cent trente-trois, cent trente et un et cent vingt-sept) du cadastre officiel pour la paroisse de Château-Richer, comté de Montmorency, étant une certaine étendue de terrain d'environ 28 arpents en superficie, située en ladite paroisse de Château-Richer, bornée vers le nord-ouest par le chemin de la concession, en profondeur au sud-est par le sommet de la rive nord-ouest de la rivière Sault-à-la-Puce; d'un côté au nord-est par le lot No 115 (cent quinze) et de l'autre côté au sud-ouest par les lots Nos cent quarante et un et cent quarante-neuf (141 et 149)—avec les maisons dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Château-Richer, comté de Montmorency, le QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 10 mars 1932.
[Première publication, 12 mars 1932]
[Deuxième publication, 26 mars 1932]
1689—11-2

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } FRANCIS SAINT-PIERRE,
No. 22269. } director of the "Royal Securities Corporation" at Montreal, of the City of Montreal; against GEORGES SAINT PIERRE, bond broker, of the City of Quebec, to wit:

Parts of lots Nos 133, 131 and 127 (one hundred and thirty three, one hundred and thirty one and one hundred and twenty seven) of the official cadastre for the parish of Chateau-Richer, county of Montmorency, being a certain tract of land of about 28 arpents in area, situate in the said parish of Chateau-Richer, bounded on the North West by the road of the concession, in depth on the South East by the summit of the North West bank of the Sault à la Puce river; on one side on the North East by lot No. 115 (one hundred and fifteen) and on the other side on the South West by lots numbers one hundred and forty one and one hundred and forty nine (141 and 149)—with the houses thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Chateau-Richer, county of Montmorency, on the FIFTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, March 10, 1932.
[First publication, March 12, 1932]
[Second publication, March 26, 1932]
1690—11-2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } JOSEPH - NAPOLEON
No 21239. } TROTTIER, manufacturier, Saint-Casimir, comté Portneuf, P. Q.; contre ADELARD SAVARD, cultivateur, Saint-Alban, comté Portneuf, P. Q., à savoir:

Le lot No 206 (deux cent six) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Alban, comté de Portneuf, étant une terre située dans la dite paroisse—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alban, comté de Portneuf, le QUIN-

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } JOSEPH NAPOLEON
No. 21239. } TROTTIER, manufacturer, Saint Casimir, County of Portneuf, P. Q.; against ADELARD SAVARD, farmer, Saint Alban, County of Portneuf, P. Q., to wit:

Lot No. 206 (two hundred and six) on the official cadastre for the parish of Saint Alban, County of Portneuf, being a farm situate in the said parish—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Alban, County of Portneuf, on the FIF-

ZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, le 10 mars 1932.
[Première publication, le 12 mars 1932]
[Deuxième publication, le 26 mars 1932]
1691—11-2

TEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, March 10th., 1932.
[First publication, March 12th., 1932]
[Second publication, March 26th., 1932]
1692—11-2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: No 22273. LUDGER AUGER, rentier, les Grondines; contre ADOLPHE RIVARD, Les Grondines, à savoir:

1. Les lots Nos 156 et 157 (cent cinquante-six et cent cinquante-sept) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Charles des Grondines, comté de Portneuf, étant une terre située dans la dite paroisse des Grondines—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Pour être vendus en bloc.

2. Partie du lot No 218 (deux cent dix-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Charles des Grondines, comté de Portneuf, étant une terre située au deuxième rang, bornée en front au premier rang, en profondeur aux représentants Noé Sauvageau, au nord-est à Ol. Sauvageau ou représentants, au nord de la ligne du C. P. R., et au sud de la dite ligne à Henri Rivard; cette terre contient deux arpents de largeur depuis le premier rang à aller au C. P. R. et quatre arpents de largeur à partir de cette dite ligne à aller à quatre arpents et demi plus haut,—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Charles des Grondines, comté de Portneuf, le DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 24 février 1932. 1367—9-2
[Première publication, le 27 février 1932]
[Seconde publication, le 12 mars 1932]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: No. 22273. LUDGER AUGER, annuitant, Les Grondines; against ADOLPHE RIVARD, Les Grondines, to wit:

1. Lots Nos. 156 and 157 (one hundred and fifty six and one hundred and fifty seven), on the official cadastre for the parish of Saint Charles des Grondines, county of Portneuf, being a farm situate in the said parish of Grondines—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. To be sold "*en bloc*".

2. Part of lot No. 218 (two hundred and eighteen), on the official cadastre for the parish of Saint Charles des Grondines, county of Portneuf, being a farm situate in the second range, bounded in front by the first range, in depth by the representatives of Noé Sauvageau, on the Northeast by Ol. Sauvageau or representatives, North of the C. P. R. Railway line, and South of the said line by Henri Rivard; the said farm measuring two arpents in width from the first range up to the C. P. R. and four arpents in width from the said C. P. R. line running four arpents and one half higher up—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Charles des Grondines, county of Portneuf, on the SECOND day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, February 24, 1932. 1368—9-2
[First publication, February 27, 1932]
[Second publication, March 12, 1932]

FIERI FACIAS.
Cour de Magistrat.

Québec, à savoir: No 26724. J.-L.-A. GODBOUT, de Charlesbourg, faisant affaires sous les noms et raison sociale de "P. Légaré, Enrg.," contre MADAME WALTER WOLFE, Auvergne, Charlesbourg, P. Q., savoir:

La subdivision No 471 (quatre cent soixante et onze) du lot No 1062 (mille soixante-deux) du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, étant un emplacement situé dans le Parc Richelieu, à l'endroit appelé Auvergne—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Charlesbourg, comté de Québec, le PREMIER jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, ce 24 février 1932. 1369—9-2
[Première publication, 27 février 1932]
[Deuxième publication, 12 mars 1932]

FIERI FACIAS.
Magistrate's Court.

Quebec, to wit: No. 26724. J. L. A. GODBOUT, of Charlesbourg, carrying on business under the firm name and style of "P. Legare, Enrg.,"; against MADAME WALTER WOLFE, Auvergne, Charlesbourg, P. Q., to wit:

Subdivision No. 471 (four hundred and seventy one) of lot No. 1062 (ten hundred and sixty two) on the official cadastre for the parish of Charlesbourg, county of Quebec, being an emplacement situate in Parc Richelieu, at the place known as Auvergne—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Charlesbourg, county of Quebec, on the FIRST day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, February 24, 1932. 1370—9-2
[First publication, February 27, 1932]
[Second publication, March 12th, 1932]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: No 19580. DAME ALVINE ROBITAILLE, épouse séparée de biens de Charles Robitaille, voyageur, de Loretteville, et le dit CHARLES ROBITAILLE,

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: No. 19580. DAME ALVINE ROBITAILLE, wife separate as to property of Charles Robitaille, traveller, of Loretteville, and the said CHARLES ROBI-

mis-en-cause, pour autoriser son épouse; contre OCTAVE MORISSETTE, de Québec, à savoir:

Le lot No 1867 (mil huit cent soixante-sept) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur le côté ouest de la rue Saint-Sauveur, mesurant environ 40 pieds de front sur 60 pieds de profondeur, mesure française—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 24 février 1932.

1373—9–2

[Première publication, le 27 février 1932]
[Deuxième publication, le 12 mars 1932]

TAILLE, *mis-en-cause*, to authorize his wife; against OCTAVE MORISSETTE, of Quebec, to wit:

Lot No. 1867 (one thousand eight hundred and sixty seven) on the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being an emplacement situate on the West side of Saint Sauveur Street, measuring about 40 feet in front by 60 feet in depth, French measure—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SECOND day of APRIL next, 1932, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, February 24, 1932.

1374–9–2

[First publication, February 27, 1932]
[Second publication, March 12, 1932]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } MADEMOISELLE ALAM
No 22037. } TARDIF, de la cité de Québec, fille majeure; contre FRANCIS ROUSSEAU, de la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, à savoir:

Le lot No 466 (quatre cent soixante-six) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, étant un emplacement situé au quatrième rang de la Seigneurie de Bourglouis. A distraire la partie vendue suivant acte consenti—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Aussi tous les droits que peut avoir ledit défendeur sur l'emplacement faisant partie du lot No 465 dudit cadastre, comme lui appartenant.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Raymond, comté de Portneuf, le PREMIER jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 23 février 1932.

[Première publication, 27 février 1932]
[Deuxième publication, 12 mars 1932]

1375—9–2

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } MISS ALAM TARDIF, of
No. 22037. } the City of Quebec, spinster; against FRANCIS ROUSSEAU, of the parish of Saint Raymond, County of Portneuf, to wit:

Lot No. 466 (four hundred and sixty six) on the official cadastre for the parish of Saint Raymond, County of Portneuf, being an emplacement situate in the fourth range of the Bourglouis Seigniory. To be deducted, the part sold according to deed passed—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Also all the rights which the said defendant may have on the emplacement forming part of lot No. 465 on said cadastre, as belonging to him.

To be sold at the parochial church door of Saint Raymond, County of Portneuf, on the FIRST day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, February 23, 1932.

[First publication, February 27, 1932]
[Second publication, March 12, 1932]

1376—9–2

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } FORTUNAT DAU-
District de Richelieu, } PHINAIS, cultiva-
No 8537. } teur, de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, district de Richelieu, demandeur; contre AUREY LIMOGES, de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, district de Richelieu, défendeur, à savoir:

Un immeuble, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté d'Yamaska, pour la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, comme étant la partie nord-est du No cent sept (107) et situé sur le côté nord-ouest du rang Saint-Henri, en la dite paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, le tout mesurant 2 arpents et 54 pieds environ en largeur par 15 arpents plus ou moins, en profondeur et 35 arpents plus ou moins, en superficie, et borné comme suit: en front par le chemin de front du dit rang Saint-Henri, en profondeur par le chemin de fer du Canadien Pacifique, au nord-est

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } FORTUNAT DAU-
District of Richelieu, } PHINAIS, farmer,
No. 8537. } of the parish of Saint Guillaume d'Upton, district of Richelieu, plaintiff; against AUREY LIMOGES, of the parish of Saint Guillaume d'Upton, district of Richelieu, defendant, to wit:

An immovable known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the county of Yamaska, for the parish of Saint Guillaume d'Upton, as being the Northeast part of lot number one hundred and seven (107) and situate on the Northwest side of Range Saint Henri, in the said parish of Saint Guillaume d'Upton, the whole measuring about 2 arpents and 54 feet in width by 15 arpents, more or less, in depth, and 35 arpents more or less in area, and bounded as follows: in front by the front road of said Range Saint Henri, on the depth by the Canadian Pacific Railway, on the Northeast by

par le lot No cent huit (108) du dit cadastre, appartenant à Atchez Maher, au sud-ouest par Ptie du No 107, appartenant au défendeur, Aurey Limoges—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Guillaume d'Upton, MARDI, le VINGT DEUXIEME jour du mois de MARS mil neuf cent trente-deux (1932), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN.
Sorel, le 16 février 1932.
[Première publication, le 20 février 1932]
1233—8-2

lot number one hundred and eight (108) of said cadastre, belonging to Atchez Maher, on the Southwest by Pt. of No. 107, belonging to the defendant Aurey Limoges—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Guillaume d'Upton, on TUESDAY, the TWENTY SECOND day of the month of MARCH, nineteen hundred and thirty two, (1932), at TWO o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT-GERMAIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, February 16th., 1932.
[First publication, February 20th., 1932]
1234—8-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Roberval, No. 7682. } BANQUE CANADIENNE NATIONALE, corps politique et incorporé, avant son principal bureau d'affaires en la cité de Montréal, et un bureau d'affaires à Dolbeau, dans ce district, demanderesse; vs STANISLAS BELANGER et PHILIPPE BOUCHARD, tous deux de Mistassini, dans ce district, défendeurs, à savoir:

Un terrain-emplacement faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro sept (Ptie No 7), pour le dixième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Dolbeau, mesurant cinquante pieds de front par cent pieds de profondeur, borné comme suit: du côté sud, à la rue qui s'y trouve, du côté ouest, à Edouard Savard, au nord et à l'est, à François Gaudreault, ou représentants—avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Michel de Mistassini, MARDI, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain (1932), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, le 7 mars 1932.
[Première publication, le 12 mars 1932]
1625—11-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Roberval, No. 7682. } BANQUE CANADIENNE NATIONALE, a body politic and corporate, having its head office in the city of Montreal, and a business office at Dolbeau, in this district, plaintiff; vs STANISLAS BELANGER and PHILIPPE BOUCHARD, both of Mistassini, in this district, defendants, to wit:

A lot of land or emplacement forming part of that lot of land known and designated under number seven (Pt. No. 7) in the tenth range, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Dolbeau, measuring fifty feet in front by one hundred feet in depth, bounded as follows: on the South side by the street there to be found, on the West side by Edouard Savard, on the North and East by François Gaudreault, or representatives—with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Michel de Mistassini, on TUESDAY, the TWELFTH day of APRIL next, 1932, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, March 7th., 1932.
[First publication, March 12th., 1932]
1626—11-2

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Roberval, No 7033. } LOUIS-B. GAGNON, JOSEPH GAGNON commerçants, tous deux de la ville de Chicoutimi, et J.-LEON ROY, commerçant, de la ville de Roberval, faisant commerce tous trois en société en la ville de Roberval, sous la raison sociale de "L.-B. Gagnon & Frère", demandeurs; vs HUBERT VILLENEUVE, de la ville de Roberval, cultivateur, en sa qualité d'exécuteur testamentaire des biens de feu Pierre Villeneuve, cultivateur, de Péribonka, défendeur, es-qualité, à savoir:

Une ferme comprenant tout le lot de terre connu et désigné sous le numéro quinze (No 15) et la demie sud-ouest du lot de terre connu tous le numéro seize (½S.O. No 16) du quatrième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Dalmas—avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances, bornée au nord-ouest à la rivière Petite Péribonka, au sud-est au trait-carré des dits lots, au nord-est au

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Roberval, No. 7033. } LOUIS B. GAGNON, JOSEPH GAGNON tradesmen, both of the town of Chicoutimi, and J. LEON ROY, tradesman, of the town of Roberval, all three carrying on business in partnership in the town of Roberval, under the name and style of "L. B. Gagnon & Frère", plaintiffs; vs HUBERT VILLENEUVE, of the town of Roberval, farmer, in his quality of testamentary executor of the estate of the late Pierre Villeneuve, farmer, of Peribonka, defendant, *es-qualité*, to wit:

A farm comprising all that lot of land known and designated under number fifteen (No. 15) and the Southwest half of the lot of land known and designated under number sixteen (S. W. ½ No. 16) in the fourth range, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Dalmas—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies, bounded on the Northwest by the Petite Peribonka river,

résidu du dit lot numéro seize possédé par sieur Nazaire Laberge, et au sud-ouest au troisième rang du dit canton, sauf à en distraire la partie d'icelle possédée par la Saguenay Transmission Co., Limited.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edouard de Péribonka, MARDI, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain (1932), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, 7 mars 1932. 1627—11-2
[Première publication, le 12 mars 1932]

on the Southeast by the "*trait-carré*", of said lots, and on the Northeast by the residue of said lot number sixteen owned by Sieur Nazaire Laberge, and on the Southwest by the third range of the said township, save to be deducted therefrom that part thereof owned by the Saguenay Transmission Co., Limited.

To be sold at the church door of the parish of Saint Edouard de Péribonka, on TUESDAY, the TWELFTH day of APRIL next, (1932), at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, March 7, 1932. 1628—11-2
[First publication, March 12, 1932]

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Roberval, No 7045. } LOUIS-B. GAGNON, et JOSEPH GAGNON, marchands, tous deux de la ville de Chicoutimi, et J.-LEON ROY, commercant, de la ville de Roberval, faisant affaires tous trois en société en la ville de Roberval, sous la raison sociale de "L. B. Gagnon & Frère", demandeurs; vs FIDELE GIRARD, de Sainte-Jeanne d'Arc, défendeur, à savoir:

Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro trois (No 3), du troisième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Proulx, contenant cent acres, plus ou moins, en superficie—avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Jeanne d'Arc, MARDI, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain, (1932), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, 7 mars 1932. 1629—11-2
[Première publication, le 12 mars 1932]

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Roberval, No. 7045. } LOUIS B. GAGNON, and JOSEPH GAGNON, merchants, both of the town of Chicoutimi, and J. LEON ROY, tradesman, of the town of Roberval, all three carrying on business in partnership in the town of Roberval, under the firm name and style of "L. B. Gagnon & Frère", plaintiffs; vs FIDELE GIRARD, of Sainte Jeanne d'Arc, defendant, to wit:

That lot of land now known and designated under number three (No. 3) in the third range, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Proulx, containing one hundred acres, more or less, in area—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Jeanne d'Arc, on TUESDAY, the TWELFTH day of APRIL next, (1932), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, March 7, 1932. 1630—11-2
[First publication, March 12, 1932]

Dans la Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Roberval, No 7512. } DONAT FORTIN, cultivateur, de Sainte-Monique, district de Roberval; demandeur principal; vs EDGAR GIRARD, de Saint-Joseph d'Alma, district de Roberval, défendeur principal; et ledit EDGAR GIRARD, journalier, de Saint-Joseph d'Alma, district de Roberval, demandeur en garantie; vs MEDERIC LAVOIE, de Métabetchouan, district de Roberval, défendeur en garantie.

A savoir:

Contre le défendeur en garantie:

a. Le lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-douze (No 92) du rang sud, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Caron—avec dépendances.

b. La partie est du lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-quinze (Ptie Est No 95), du rang sud, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Caron, bornée vers l'ouest à la rivière Kouchepéganish; vers l'est à Louis Côté ou ses représentants, vers le nord partie au lot numéro quatre-vingt-seize et partie au lot numéro quatre-vingt-dix-sept; et vers le sud partie au lot numéro quatre-vingt-douze et partie au lot numéro quatre-vingt-treize—avec ensemble toutes les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances. Cependant sauf à en distraire les emplacements de "The Colonial In-

In the Superior Court.

Province of Quebec, District of Roberval, No. 7512. } DONAT FORTIN, farmer, of Sainte Monique, district of Roberval, chief plaintiff; vs EDGAR GIRARD, of Saint Joseph d'Alma, district of Roberval, chief defendant; and the said EDGAR GIRARD, laborer, of Saint Joseph d'Alma, district of Roberval, plaintiff in warranty; vs MEDERIC LAVOIE, of Metabetchouan, district of Roberval, defendant in warranty.

To wit:

Against the defendant in warranty:

a. The lot of land known and designated under number ninety two (No. 92) in the South range, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Caron—with dependencies.

b. The Eastern part of the lot of land known and designated under number ninety five (East Pt. No. 95), in the South range, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Caron, bounded on the West by the Kouchepéganish river, on the East by Louis Côté or his representatives, on the North partly by lot number ninety six and partly by lot number ninety seven; by lot number ninety two and partly by lot number ninety three—together with all the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies. To be deducted, however, the emplacements of "The Colonial Investment and

vestment and Loan Company", Napoléon Tremblay, Georges et Gaudiose Potvin, Joseph Boudreault, les droits acquis en faveur de "Duke Price Company" par sentence de la Commission du Lac Saint-Jean, les droits acquis par "Saint-Jérôme Power, Limited" et la servitude en faveur de l'Aqueduc de Saint-Gédéon.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jérôme, (Métabetchouan) MERCREDI le VINGT-TROISIEME jour de MARS prochain, (1932) à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, 15 février 1932. 1215—8-2
[Première publication, 20 février 1932]

Loan Company", Napoléon Tremblay, Georges and Gaudiose Potvin, Joseph Boudreault, and the rights acquired in favor of the "Duke Price Company" by judgment of the Lake Saint John Commission, the rights acquired by Saint Jérôme Power Limited and the servitude in favor of the Saint Gédéon Aqueduct.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jérôme, (Métabetchouan) on WEDNESDAY, the TWENTY THIRD day of MARCH next, 1932, at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, February 15, 1932. 1216—8-2
[First publication, February 20th, 1932]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Magistrat.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: No 3169. LOUIS PHOCAS AUCLAIR, demandeur; contre MICHEL DESMARAIS, défendeur.

1. Un terrain sis et situé au village de Saint-Liboire, faisant partie du lot numéro deux cent soixante-treize (p. 273) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Liboire, de la contenance d'un demi-arpent de largeur sur une profondeur de deux cent cinq pieds, plus ou moins; borné par un bout au sud, au défendeur, à cent cinquante-cinq pieds anglais de la rue du Dépôt, par l'autre bout au terrain ci-après décrit au paragraphe suivant, du côté ouest à Narcisse Deslandes, et de l'autre côté le défendeur—avec les bâtisses y érigées;

1. Un terrain sis et situé au village de Saint-Liboire, de la contenance d'un arpent et demi de largeur, sur six arpents de profondeur, le tout plus ou moins; borné par un bout au sud, à Narcisse Deslandes, au terrain décrit au paragraphe précédent et au défendeur, à deux arpents de la rue du Dépôt, par l'autre bout aux deux terrains ci-après décrits aux paragraphes 3 et 5, du côté ouest aux emplacements de François Desmarais, Louis Tremblay, Madame Cyprien Roireau, Joseph Jodoin, Joseph Tremblay, Joseph Meunier et Louis Barré, et de l'autre côté au lot numéro 305 dudit cadastre, appartenant au défendeur—sans bâtisse; ce terrain faisant partie du dit lot numéro deux cent soixante-treize (p. 273) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Liboire;

3. Un terrain sis et situé au village de Saint-Liboire, faisant partie du dit lot numéro deux cent soixante-treize (p. 273) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Liboire, de la contenance d'un arpent de largeur sur six arpents et demi de profondeur, le tout plus ou moins; borné par un bout au sud, au terrain ci-dessus décrit au paragraphe précédent, par l'autre bout au chemin de front des rangs Saint-Edouard et Saint-Patrick, d'un côté au dit lot No 305, et de l'autre côté partie à François Houle et partie aux terrains ci-après décrits aux deux paragraphes suivants — sans bâtisses;

4. Un terrain sis et situé au village de Saint-Liboire, faisant partie du dit lot numéro deux cent soixante-treize (p. 273) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Liboire, de la contenance d'un arpent de largeur sur deux arpents et demi de profondeur, plus ou moins, borné par un bout

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Court of the Magistrate.—District of Saint Hyacinthe

Saint Hyacinthe, to wit: No 3169. LOUIS PHOCAS AUCLAIR, plaintiff; against MICHEL DESMARAIS, defendant.

1. A piece of ground situate in the village of Saint Liboire, being a part of lot number two hundred and seventy three (Pt. 273) on the official cadastre of the parish of Saint Liboire, containing half an arpent in width by two hundred and five feet in depth, more or less, bounded by the South end to the defendant, at one hundred and fifty five English feet from the Station Street, by the other end to the ground hereafter described at the following paragraph, on the West side by N. Deslandes, and on the other side the defendant—with buildings thereon erected;

2. A piece of ground situate in the village of Saint Liboire, containing one arpent and a half in width, by six arpents in depth, the whole more or less, bounded at the South end by N. Deslandes, and the ground described at the preceding paragraph and the defendant, at two arpents from the Station Street, by the other end by the those pieces of ground described at paragraphs 3 and 5, on the West side by the emplacements of F. Desmarais, L. Tremblay, Mrs. C. Roireau, Jos. Jodoin, Jos. Tremblay, Jos. Meunier and Ls. Barre, and on the other side by lot No. 305 of said cadastre belonging to the defendant —without building; that piece of ground being a part of lot number two hundred and seventy three (Pt. 273) on the official cadastre of the parish of Saint Liboire;

3. A piece of ground situate in the village of Saint Liboire, being a part of said lot number two hundred and seventy three (Pt. 273) on the official cadastre of the parish of Saint Liboire, containing one arpent in width by six arpents and a half in depth, the whole more or less, bounded on the South end by the ground described at the preceding paragraph, on the other end by the front road of Saint Edward and Saint Patrick ranges, on one side by lot No. 305, and on the other side partly by Frs. Houle, and partly by the ground hereafter described at those two following paragraphs—without building;

4. A piece of ground situate in the village of Saint Liboire, being a part of lot number two hundred and seventy three (Pt. 273) on the official cadastre of the parish of Saint Liboire, containing one arpent in width by two arpents and a half in depth, more or less, bounded on one end

à François Houle, à l'autre bout au terrain ci-après décrit au paragraphe suivant, du côté ouest à Félix Bélanger, et de l'autre côté au terrain ci-dessus décrit au paragraphe précédent—sans bâtisses.

5. Un terrain sis et situé au village de Saint-Liboire, faisant partie dudit lot numéro deux cent soixante-treize (p. 273) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Liboire, de la contenance d'un arpent de largeur sur deux arpents de profondeur, plus ou moins, tel qu'enclos, borné par un bout, vers le sud, partie à Louis Barré et partie au terrain ci-dessus décrit au paragraphe 2, par l'autre bout au terrain ci-dessus décrit au paragraphe précédent, d'un côté vers l'ouest à Félix Bélanger, et de l'autre côté au terrain ci-dessus décrit au paragraphe trois—sans bâtisse.

6. Un terrain sis et situé au village de Saint-Liboire, de la contenance d'un demi-arpent de largeur sur cent pieds de profondeur, plus ou moins, sur le rang Saint-Patrick, borné comme suit, en front par Mme F.-X. Belval Gagnon, en profondeur, au défendeur, du côté sud-est au terrain décrit au paragraphe suivant, et de l'autre côté à Narcisse Deslandes; ce terrain faisant partie dudit lot numéro deux cent soixante-treize (p. 273) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Liboire—avec les bâtisses y érigées, sujet à un droit de passage à pied et en voiture à titre de servitude continué à perpétuité en faveur des terrains appartenant au défendeur, à la profondeur du terrain présentement décrit;

7. Un terrain sis et situé au village de Saint-Liboire, de la contenance d'un demi-arpent de largeur sur deux arpents de profondeur, faisant partie dudit lot numéro deux cent soixante-treize (p. 273) du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Liboire, borné comme suit: en front par la route de la Station, en profondeur par le défendeur, du côté sud-est au terrain décrit au paragraphe suivant, et de l'autre côté à Madame Gagnon, au terrain ci-dessus décrit, et au défendeur—avec les bâtisses y érigées.

8. Un terrain sis et situé au village de Saint-Liboire, sur le rang Saint-Patrick, d'un arpent de largeur sur la profondeur qu'il y a depuis le chemin de front des rangs Saint-Edouard et Saint-Patrick jusqu'à la route de la Station, borné comme suit: en front par la route de la Station, en profondeur au chemin de front susdit, du côté sud-est aux terrains ci-après décrits aux paragraphes 9 et 10, et au terrain de la Société d'Agriculture du comté de Bagot, et de l'autre côté au terrain ci-dessus décrit au paragraphe 7 et au défendeur—avec les bâtisses y érigées; ce terrain faisant partie du lot numéro trois cent cinq (p. 305) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Liboire; à distraire les trois terrains ci-après savoir:

a. Un terrain appartenant à Louis Beaudoin par contrat enregistré sous le No 54886;

b. Un terrain appartenant à Louis Rodier par contrat enregistré sous le No 57409, terrain acquis de Arthur Brousseau;

c. Un terrain appartenant à la Société d'Agriculture du comté de Bagot par contrat enregistré sous le No 40517.

9. Un terrain sis et situé au village de Saint-Liboire, faisant partie du dit lot numéro trois cent cinq (p. 305) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Liboire, de la contenance d'un arpent de front sur cinq arpents de profondeur, plus ou moins, borné en front au chemin de front du dit rang Saint Patrick, en profondeur au

by Frs. Houle, on the other end by the ground hereafter described at the following paragraph, on West side by F. Belanger, and on the other side by the ground above described at the preceding paragraph—without building;

5. A piece of ground situate in the village of Saint Liboire, being a part of lot number two hundred and seventy three (Pt. 273) on the official cadastre of the parish of Saint Liboire, containing one arpent in width by two arpents in depth, more or less, as is fenced, bounded on the South end, partly by L. Barre and partly by the ground above described at paragraph 2, on the other end by the ground above described at the preceding paragraph, on the West side by F. Belanger, and on the other side by the ground above described at paragraph 3—without building;

6. A piece of ground situate in the village of Saint Liboire, containing half an arpent in width by one hundred feet in depth, more or less, on Saint Patrick range, bounded in front by Mrs. F.-X. Belval Gagnon, in depth by the defendant, on the South East side by the ground described at the following paragraph, and on the other side by N. Deslandes; that piece of ground being a part of lot number two hundred and seventy three (Pt. 273) on the official cadastre of the parish of Saint Liboire—with buildings thereon erected; subject to a right of passage as well on foot as in vehicle by right of continued servitude in perpetuity in favor of the grounds belonging to the defendant, at the depth of the ground presently described;

7. A piece of ground situate in the village of Saint Liboire, containing half an arpent in width by two arpents in depth, being a part of lot number two hundred and seventy three (Pt. 273) on the official cadastre of the parish of Saint Liboire, bounded in front by Station street, in depth by the defendant, on the South East side by the ground described in the following paragraph, and on the other side by Mrs. Gagnon, the ground above described and the defendant—with buildings thereon erected;

8. A piece of ground situate in the village of Saint Liboire, on Saint Patrick range, containing one arpent in width by the depth of the front road of Saint Edward and Saint Patrick ranges until the Station Street, in depth by the above front road, on the South East side by the grounds described at paragraphs 9 and 10, by the ground of "La Société d'Agriculture du comté de Bagot", on the other side by the ground described at paragraph 7 and by the defendant—with buildings thereon erected; that piece of ground being a part of lot number three hundred and five (Pt. 305) on the official cadastre of the parish of Saint Liboire; to withdraw those three grounds hereafter described, to wit: "a"-A piece of ground belonging to Louis Beaudoin by deed registered under No. 54886; "b"-A piece of ground belonging to Louis Rodier, by deed registered under No. 57409, bought from Art. Brousseau; "c"-A piece of ground belonging to "La Société d'Agriculture du Comté de Bagot", by deed registered under No. 40517;

9. A piece of ground situate in the village of Saint Liboire, being a part of lot number three hundred and five (Pt. 305) on the official cadastre of the parish of Saint Liboire, containing one arpent in width by five arpents in depth, more or less, bounded in front by the front road of Saint Patrick range, in depth the ground described at

terrain décrit au paragraphe 8, et de l'autre côté à Henri Plante, père;

10. Un terrain sis et situé au village de Saint-Liboire, sur le rang Saint-Patrick, faisant partie du dit lot numéro trois cent cinq (p. 305) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Liboire, de la contenance d'environ deux arpents et demi de largeur, sur environ deux arpents et demi de profondeur, le tout plus ou moins, et renfermé dans les bornes suivantes: au sud-ouest par la dite Société; au nord-ouest par le terrain ci-dessus décrit au paragraphe 8, au nord-est au terrain ci-dessus décrit au paragraphe 9, à Henri Plante, père et à Urgel St-Onge, père, et du côté sud-est à Urgel St-Onge.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Liboire, MARDI, le VINGT-DEUXIEME jour de MARS prochain (1932), à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, 17 février 1932.
[Première publication, 20 février, 1932]
1255—8-2

the following paragraph, on the North West side by the ground above described at paragraph 8, and on the other side by Henri Plante, Senior;

10. A piece of ground situate in the village of Saint Liboire, on Saint Patrick range, being a part of said lot three hundred and five (Pt. 305) on the official cadastre of the parish of Saint Liboire, containing about two arpents and a half in width, by about two arpents and a half in depth, the whole more or less, and bounded on the South West side by the said Société d'Agriculture; at the North West side by the ground above described at paragraph 8, at the North East side by the ground above described at paragraph 9, Henri Plante, senior, and U. Saint Onge, senior, on the South East side by Urgel Saint Onge.

To be sold at the parochial church door of Saint Liboire, TUESDAY, on the TWENTY SECOND day of MARCH next, (1932), at HALF passed TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, February 17th., 1932.
[First publication, February 20th., 1932]
1256—8-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Magistrat.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: No 3168. ANTOINETTE DESAUTELS, demanderesse; contre ALBANY BENOIT, défendeur.

1. Un emplacement sis et situé en la paroisse de Saint-Dominique, sur le rang Saint-Dominique, au pied des côtes, du côté sud-ouest, étant le lot numéro quatre cent quatre-vingt-huit (488) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse—avec les bâtisses y érigées.

2. Un autre emplacement sis et situé en la paroisse de Saint-Dominique, au même lieu, étant le lot numéro quatre cent quatre-vingt-douze (492) du cadastre officiel de ladite paroisse—avec les bâtisses y érigées.

3. Un autre emplacement sis et situé en la paroisse de Saint-Dominique, au même lieu, ayant quatre-vingt-dix pieds de front sur quatre-vingt-onze pieds et demi de profondeur, étant la partie sud-ouest du lot numéro quatre cent quatre-vingt-quinze (P. S.-O. 495) du cadastre officiel de ladite paroisse.

4. Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Dominique, au même lieu, étant la juste moitié nord-ouest du lot numéro quatre cent quatre-vingt-six (½ N.-O. 486) du cadastre officiel de ladite paroisse, contenant un arpent et demi de largeur sur vingt-six arpents de profondeur—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus d'un bloc, à la porte de l'église de Saint-Dominique, MERCREDI, le VINGT-TROISIEME jour de MARS prochain (1932), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, 17 février 1932.
[Première publication, 20 février 1932]
1257—8-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Court of the Magistrate.—District of Saint Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, to wit: No. 3168. ANTOINETTE DESAUTELS, plaintiff; against ALBANY BENOIT, defendant.

1. An emplacement situate in the parish of Saint Dominique, on the South West side of Saint Dominique range, being lot number four hundred and eighty eight (488) on the official cadastre of said parish—with buildings thereon erected.

2. Another emplacement situate in the parish of Saint Dominique, at the same place, being lot number four hundred and ninety two (492) on the official cadastre of said parish—with buildings thereon erected.

3. Another emplacement situate in the parish of Saint Dominique, at the same place, containing ninety feet in front by ninety one feet and a half in depth, being the South West part of lot number four hundred and ninety five (P. S. W. 495) on the official cadastre of the said parish.

4. A land situate in the parish of Saint Dominique, at the same place, being just the North West half of lot number four hundred and eighty six (½ N. W. 486) on the official cadastre of said parish, containing one arpent and a half in width by twenty six arpents in depth—with buildings thereon erected.

To be sold *en bloc*, at the parochial church door of Saint Dominique, WEDNESDAY, on the TWENTY THIRD day of MARCH next (1932), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, February 17th, 1932.
[First publication, February 20th, 1932]
1258—8-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, No 4269. } JOSEPH GUENETTE de Saint-Hippolyte, demandeur; vs PAUL CHEURRE, de Montréal, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur l'immeuble suivant, savoir:

Un morceau de terre faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-deux-A (P. 22*a*) dans le dixième rang du canton de Kilkenny, aux plans et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Hippolyte, comté de Terrebonne; ce morceau de terre mesure deux cent cinquante pieds de largeur sur le chemin public ainsi qu'en arrière, et deux cents pieds de profondeur dans les deux lignes est et ouest à compter dudit chemin public, ce morceau de terre se trouve borné comme suit: en avant vers le sud par ledit chemin public, en arrière vers le nord par le reste dudit lot de terre appartenant à Joseph Guenette, vers l'est par la propriété de M. Napoléon Beauchamp, et vers l'ouest encore par la propriété dudit Joseph Guénette—avec maison et dépendances dessus construites, tel que le tout se trouve actuellement avec servitudes actives et passives attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique de Saint-Hippolyte, district de Terrebonne, le QUINZIEME jour d'AVRIL mil neuf cent trente-deux, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
J.-W. CYR.

Bureau du shérif,
Saint-Jérôme, 7 mars 1932.

[Première publication, 12 mars 1932]

1621—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 4269. } JOSEPH GUENETTE, of Saint Hippolyte, plaintiff; vs PAUL CHEURRE, of Montreal, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immoveable, to wit:

A parcel of land forming part of the lot of land known and designated under number twenty two-A (Pt. 22*a*) in the tenth range of the township of Kilkenny, on the official plan and book of reference for the parish of Saint Hippolyte, county of Terrebonne; the said parcel of land measuring two hundred and fifty feet in width on the public road and also in rear, and two hundred feet in depth in the two lines, East and West, from the said public road, the said parcel of land being bounded as follows: in front towards the South by the said public road, in rear towards the North by the residue of the said lot belonging to Joseph Guenette, and towards the East by the property of Mr. Napoléon Beauchamp and towards the West also by the property of the said Joseph Guenette—with a house and dependencies thereon erected, as the whole presently subsists with the active and passive servitudes attached to the said immoveable.

To be sold at the Catholic parochial church-door of Saint Hippolyte, district of Terrebonne, on the FIFTEENTH day of APRIL, one thousand nine hundred and thirty two, at TWO o'clock in the afternoon.

J. W. CYR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint Jérome, March 7, 1932.

[First publication, March 12, 1932]

1622—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec. District de Terrebonne, No 4246. } ANDRE FILIATRAULT, de Sainte-Thérèse, demandeur; vs XAVIER GAUTHIER ET AL, défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement situé et ayant front sur la rue Saint-Louis, en la ville de Sainte-Thérèse, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro vingt-neuf (Pt. 29) des plan et livre de renvoi officiels du village de Sainte-Thérèse de Blainville, contenant soixante pieds de largeur par soixante pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et bornée comme suit: en front par la rue Saint-Louis, en arrière par une autre partie du lot numéro vingt-neuf appartenant à John Orr; d'un côté, au nord, par la propriété de Mlles Filion ou représentants, portant le numéro vingt-huit des mêmes plan et livre de renvoi officiels; et de l'autre côté au sud, par la rue Leguerrier—avec deux maisons et d'autres bâtisses dessus construites.

Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique de Sainte-Thérèse de Blainville, district de Terrebonne, le SEIZIEME jour d'AVRIL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 4246. } ANDRE FILIATRAULT, of Sainte Therese, plaintiff; vs XAVIER GAUTHIER ET AL, defendants.

As belonging to the said defendants, the following immoveable, to wit:

An emplacement situate and fronting on Saint Louis Street, in the Town of Sainte Therese, known and designated as forming part of lot number twenty nine (Pt. 29) on the official plan and book of reference for the Village of Sainte Therese de Blainville, measuring sixty feet in width by sixty feet in depth, English measure, more or less and bounded as follows: in front by Saint Louis Street, in rear by another part of lot number twenty nine belonging to John Orr, on one side to the North by the property of the Misses Filion or representatives, bearing number twenty eight, on the same official plan and book of reference and on the other side to the South by Leguerrier Street—with two houses and other buildings thereon erected.

As the whole presently subsists with all the active, passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immoveable.

To be sold at the Catholic parochial church door of Sainte Therese de Blainville, district of Terrebonne, on the SIXTEENTH day of APRIL,

mil neuf cent trente-deux, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Saint-Jérôme, le 8 mars 1932.
[Première publication, le 12 mars 1932]
1623—11-2

one thousand nine hundred and thirty two, a TEN o'clock in the forenoon.

J. W. CYR,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Jerome, March 8th., 1932.
[First publication, March 12th., 1932]
1624—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, No 4228. } DAME MARY COLFORD, de la paroisse de Saint-Canut, dans le district de Terrebonne, veuve de Joseph Dagenais, en son vivant, cultivateur, du même lieu, demanderesse; vs RODRIGUE ALIAS ALDERIC DESCHAMBAULT, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Scholastique, dans le district de Terrebonne, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur les immeubles suivants, savoir:

a. Une terre située en la paroisse de Sainte-Scholastique, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de cette paroisse sous le numéro 271; contenant environ 106 arpents en superficie —avec une maison, grange et autres bâtisses dessus érigées.

b. Une autre terre située en ladite paroisse de Sainte-Scholastique, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de cette paroisse, sous les numéros 175, 176 et 177; contenant 5 arpents de largeur sur 20 arpents de profondeur. Avec une maison, grange et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus, en bloc, comme une seule et même exploitation, en vertu d'un jugement de cette honorable Cour, rendu le 13 de février par l'honorable Juge Louis Coderre, Juge C. S.

La dite vente aura lieu à la porte de l'église paroissiale catholique de Sainte-Scholastique, comté des Deux-Montagnes, le VINGT-DEUXIEME jour de MARS mil neuf cent trente-deux, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Saint-Jérôme, le 16 février 1932. 1235—8-2
[Première publication, le 20 février 1932]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 4228. } DAME MARY COLFORD, of the parish of Saint Canut, in the district of Terrebonne, widow of Joseph Dagenais, in his lifetime, farmer, of the same place, plaintiff; vs RODRIGUE ALIAS ALDERIC DESCHAMBAULT, farmer, of the parish of Sainte Scholastique, in the district of Terrebonne, defendant.

As belonging to said defendant, the following immovables, to wit:

a. A farm situate in the parish of Sainte Scholastique, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish, under number 271, containing about 106 arpents in area—with a house, barn and other buildings thereon erected.

b. Another farm situate in the said parish of Sainte Scholastique, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish under numbers 175, 176 and 177, measuring 5 arpents in width by 20 arpents in depth—with house, barn and other buildings thereon erected.

To be sold "*en bloc*", as one single exploitation, pursuant to judgment of this Honourable Court, rendered on the 13th of February, by Honourable Justice Louis Coderre, Judge S. C.

The said sale will take place at the parochial Catholic church door of Sainte Scholastique, county of Two-Mountains, on the TWENTY SECOND day of MARCH, nineteen hundred and thirty two, at TEN o'clock in the forenoon.

J. W. CYR,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint Jerome, February 18, 1932. 1236—8-2
[First publication, February 20, 1932]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, No 1030. } HORMISDAS FRECHETTE, médecin, de la paroisse de Saint-Stanislas, district des Trois-Rivières, demandeur; vs J.-R.-ROMEO DUSSEAULT, industriel, tant personnellement qu'en sa qualité d'héritier de feu Ernest Dusseault, DONAT DUSSEAULT, menuisier, CECILE DUSSEAULT, épouse contractuellement séparée de biens de Joseph-Antoine Vézina, bourgeois, et ledit JOSEPH-ANTOINE VEZINA, partie aux présentes pour autoriser son épouse aux fins des présentes; ALICE DUSSEAULT, veuve de Alexandre Bellefeuille, ROBERTA DUSSEAULT, veuve de Nazaire Marchand; tous des cité et district des Trois-Rivières, conjointement et solidairement.

Un emplacement situé du côté nord-ouest de la rue Royale, dans ladite cité des Trois-Rivières,

TROIS RIVIERES

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Trois Rivières, No. 1030. } HORMISDAS FRECHETTE, physician, of the parish of Saint Stanislas, district of Trois Rivières, plaintiff; vs J. R. ROMEO DUSSEAULT, manufacturer, both personally and in his quality of heir to the late Ernest Dusseault, DONAT DUSSEAULT, joiner, CECILE DUSSEAULT, wife separate as to property by marriage contract of Joseph Antoine Vezina, bourgeois, and the said JOSEPH ANTOINE VEZINA, a party hereto to authorize his wife for the purposes hereof; ALICE DUSSEAULT, widow of Alexandre Bellefeuille, ROBERTA DUSSEAULT, widow of Nazaire Marchand, all of the city and district of Trois Rivières, jointly and severally.

An emplacement situate on the Northwest side of Royale Street, in the said city of Trois Rivières,

contenant cinquante pieds de front sur une profondeur de soixante et neuf pieds et demi, mesure anglaise, connu et désigné comme étant la partie transversale sud-est du lot numéro cent cinquante-trois, de la subdivision officielle du lot numéro vingt-six (26-153) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières; borné en front par ladite rue Royale, en profondeur par le résidu dudit lot de terre appartenant au débiteur, du côté sud-ouest par une autre rue, et du côté nord-est par le lot numéro 26-152 dudit cadastre appartenant à M. Dionis Bettez—avec la maison en bois, lambrissée en brique, à six logements, dessus construite, circonstances et dépendances; avec et sujet aussi au droit de vue et d'ouvertures en faveur de cet immeuble sur l'immeuble voisin appartenant audit Dionis Bettez, connu et désigné sous le numéro cent cinquante-deux de ladite subdivision officielle du dit lot numéro vingt-six (26-152) dudit cadastre, à la distance de trois pieds de la ligne de division de ces deux emplacements sur une longueur de cinquante-sept pieds à partir de ladite rue Royale, et sujet à la servitude de passage sur cette lisière de terrain en faveur dudit emplacement voisin appartenant audit Dionis Bettez, de trois pieds de largeur par cinquante-sept pieds de profondeur, et de là diminuant à rien sur une profondeur additionnelle de huit pieds, le tout à mesure anglaise, et tel que stipulé dans un acte de convention pour servitudes, passé entre lesdits Dionis Bettez et J.-R.-R. Dusseault, le vingt-huitième jour d'octobre, 1927 devant J.-A. Lemire, et enregistré au bureau d'enregistrement des Trois-Rivières, le 2 novembre 1927, sous numéro 98027; et avec et sujet aussi à un passage mitoyen de dix pieds de largeur, mesure anglaise, établi par J.-R.-Roméo Dusseault dans la ligne de division entre ces deux parties dudit lot numéro 26-153 dudit cadastre, ce passage étant prix moitié par moitié sur ces deux parties de terrain, à partir de ladite rue de ce côté jusqu'à la ligne de division entre ce lot de terre d'avec ledit lot numéro 26-152 dudit cadastre, pour l'utilité commune de ces deux immeubles, le débiteur établissant aussi droit de vue et d'ouvertures réciproque en faveur de ces deux immeubles sur ledit passage mitoyen, à n'importe quelle distance de ce passage, et même dans la ligne de ce passage, et cela à perpétuité.

Pour être vendu au bureau du shérif, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le TREIZIÈME jour d'AVRIL, mil neuf cent trente-deux, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 8 mars 1932.
[Première publication, 12 mars 1932]
1671—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Canada, Province de Québec, No 438. } HENRI A. TRÉPANIER ET FREDDY TRÉPANIER, cultivateurs, de la paroisse de Saint-Stanislas, district des Trois-Rivières, demandeurs; vs NORBERT VEILLETTE ET HENRI VEILLETTE, cultivateurs, tous deux du même endroit, conjointement et solidairement, défendeurs.

Comme appartenant au défendeur solidaire Norbert Veillette, la jouissance et l'usufruit des immeubles suivants, savoir:

1. Une terre connue et désignée sur le plan officiel et dans le livre de renvoi de la paroisse de

measuring fifty feet in front by a depth of sixty nine feet and one half, English measure, known and designated as being the Southeast transversal part of lot number one hundred and fifty three of the official subdivision of lot number twenty six (26-153) on the official cadastre for the city of Trois Rivières; bounded in front by the said Royale Street, in depth by the residue of said lot of land belonging to the debtor, on the Southwest side by another street, and on the Northeast side by lot number 26-152 of said cadastre belonging to Mr. Dionis Bettez—with a wooden house faced with brick of six dwellings thereon erected, circumstances and dependencies; with and subject also to right of view and egress in favor of the said immovable on the neighbouring immovable belonging to the said Dionis Bettez, known and designated under number one hundred and fifty two of the said official subdivision of said lot number twenty six (26-152) on the said cadastre, at a distance of three feet from the division line of the said two emplacements for a length of fifty seven feet starting from the said Royale Street, and subject to the servitude of right of way on the said strip of land in favor of the said neighbouring emplacement belonging to the said Dionis Bettez, of three feet in width by fifty seven feet in depth, and from there diminishing to nothing for an additional depth of eight feet, the whole English measure, and as set forth in a deed of agreement for servitudes, passed between the said Dionis Bettez and J.R.R. Dusseault, on the twenty eighth day of October, 1927, before J. A. Lemire, and registered at the Registry office of Trois Rivières, on November 2, 1927, under number 98027—and with and subject also to a *mitoyen* passage of ten feet in width, English measure, established by J. R. Roméo Dusseault in the division line between the said two parts of said lot number 26-153 of the said cadastre, this passage being taken half and half on the said parts of the emplacement, starting at the said Street on this side up to the division line between the said lot of land with said lot number 26-152 of said cadastre, for the common use of the said two immovables, the debtor establishing also the reciprocal right of way and egress in favor of the said two immovables on the said *mitoyen* passage, at any distance from the said passage, and also in the line of the said passage, and such in perpetuity.

To be sold at the Sheriff's office in the Court House, in the city of Trois Rivières, on the THIRTEENTH day of APRIL, nineteen hundred and thirty two, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois Rivières, March 8, 1932. 1672—11-2
[First publication, March 12th, 1932]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Trois Rivières.

Canada, Province of Quebec, No. 438. } HENRI A. TREPANIER and FREDDY TREPANIER, farmers, of the parish of Saint Stanislas, district of Trois-Rivières, plaintiffs; vs NORBERT VEILLETTE and HENRI VEILLETTE, farmers, both of the same place, jointly and severally, defendants.

As belonging to the defendant Norbert Veillette, jointly and severally liable, the enjoyment and usufruct of the following immovables, to wit:

1. A farm known and designated on the official plan and in the book of reference for the

Saint-Stanislas, sous le numéro cinq cent cinquante (550)—avec une maison et autres bâtisses dessus construites;

2. Une terre connue et désignée sur les dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Stanislas sous le numéro cinq cent quarante-neuf (549)—avec une grange dessus construite;

3. Un terrain connu et désigné sur les dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Stanislas, sous le numéro cinq cent cinquante-neuf (559);

4. La moitié côté nord-ouest de partie du lot de terre connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Prosper, sous le numéro cinq cent trente-cinq (535) contenant, la dite moitié nord-ouest, un arpent et demi de largeur sur environ douze arpents de profondeur; bornée du côté sud-est par le pied de la montagne, du côté nord-ouest par Dame veuve Elzéar Roberge, du côté nord-est par Veuve Docithée St-Arnaud et du côté sud-ouest par Tancrède Dessureault.

Pour être vendus la dite jouissance et usufruit des immeubles ci-dessus décrits en bloc, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Stanislas, le VINGT-TROISIÈME jour du mois de MARS, mil neuf cent trente-deux, à TROIS heures de l'après-midi, en vertu d'une ordonnance de Sa Seigneurie le juge H.-A. Fortier, en date du 16 février 1932.

Le shérif,
Bureau du shérif. L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, 16 février 1932.

[Première publication, 20 février 1932]
1249—8-2

parish of Saint Stanislas, under number five hundred and fifty (550)—with a house and other buildings thereon erected.

2. A farm known and designated on the said official plan and book of reference for the said parish of Saint Stanislas under number five hundred and forty nine (549)—with a barn thereon erected.

3. A lot of land known and designated on the said official plan and book of reference for the said parish of Saint Stanislas, under number five hundred and fifty nine (559).

4. The Northwestern half of part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Saint Prosper, under number five hundred and thirty five (535), the said Northwestern half measuring one arpent and one half in width by about twelve arpents in depth, bounded on the Southeast side by the foot of the mountain, on the Northwest side by Dame Widow Elzéar Roberge, on the Northeast side by widow Docithée St-Arnaud and on the Southwest side by Tancrède Dessureault.

To be sold, the said enjoyment and usufruct of the hereinabove described immovables, *en bloc*, at the church door of the parish of Saint Stanislas, on the TWENTY THIRD day of the month of MARCH, nineteen hundred and thirty two, at THREE o'clock in the afternoon, pursuant to a judgment of His Lordship Judge H. A. Fortier, dated February 16, 1932.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois Rivières, February 16, 1932.

[First publication, February 20th, 1932]
1250—8-2

Index de la Gazette officielle de Québec, No 11

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Comtois vs Dénommé..... 1209
" Fortin vs Lavoie..... 1222
" Marion vs Bertrand..... 1209
" Maxfield vs Bourassa..... 1210
" Penetrante vs Di Giampaolo..... 1209

ANNONCEURS:—Avis aux..... 1163

ASSEMBLÉE:—

Canada Gulf Terminal Railway..... 1207

AVIS DIVERS:—

Association du Barreau rural de la Province de Québec..... 1207
Brodeur, Charles, notaire destitué..... 1207

CHARTE—ABANDON DE:—

National Cement Company..... 1210

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES:—

Canton de l'Ile-aux-Allumettes..... 1208

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Municipalité scolaire de Saint-Joachim... 1211
Municipalité scolaire de Saint-Mathier... 1210

Index of the Quebec Official Gazette, No. 11

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Comtois vs Dénommé..... 1209
" Fortin vs Lavoie..... 1222
" Marion vs Bertrand..... 1209
" Maxfield vs Bourassa..... 1210
" Penetrante vs Di Giampaolo..... 1209

ADVERTISERS:—Notice to..... 1163

MEETING:—

Canada Gulf Terminal Railway..... 1207

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Association du Barreau rural de la Province de Québec..... 1207
Brodeur, Charles, notary removed..... 1207

CHARTER—SURRENDER OF:—

National Cement Company..... 1210

DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS:—

Township of Ile aux Allumettes..... 1208

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

School Municipality of Saint Joachim.... 1211
School Municipality of Saint Mathier.... 1210

Municipalité scolaire de Saint-Victor.... 1210
Paroisse de Saint-Victor..... 1210

ERRATUM:—

St. Catherine Fruit Stores, Ltd..... 1206

LETTRES PATENTES:—

Associated Constructions, Inc..... 1164
Bucks Food Products, Inc..... 1166
Canadian Livestock Co-Operative of Quebec, Ltd—Coopérative Canadienne de Bétail de Québec, Ltée..... 1167
Lewis Faber & Co., Ltd..... 1170
Marché Central, Limitée..... 1171
Mayflower Lunch, Limited..... 1172
McKee, Limited..... 1173
Palace Hotel Co., Ltd..... 1178
Regent Investment & Realty Co..... 1181
Seaman Kent Co., Ltd..... 1182
Sterling 5c to $1.00 Stores, Ltd..... 1186
The Croatian Home of Noranda, Inc.... 1187
The Valley Shoe Co., Ltd..... 1188
The Winrow's Public Markets, Inc..... 1191
Toiture & Construction, Limitée..... 1193
Wegler Mfg. Co., Ltd..... 1194
Willys-Overland (Quebec), Ltd..... 1194

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Dominion Cleaners & Dyers, Ltd..... 1197
Fabien, Limitée..... 1197
Garment Centre Capitol, Inc..... 1200
Peel Street Realties, Ltd..... 1103
Ste. Anne Investment Corp..... 1103
St. Leonards Golf & Country Club, Ltd.. 1104

MINUTES DE NOTAIRES:—

Déom, Joseph..... 1206
Lafortune, Victor..... 1207
Rheault, David-Hercule..... 1206

NOMINATIONS:—

Diverses..... 1222

PROCLAMATIONS:—

Loi modifiant la Loi de la fabrication du pain..... 1204
Paroisse de Saint-Matthieu..... 1205

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Bédard, Ulric..... 1221
Bélair, Antonio..... 1214
Brodeur, Charles..... 1216
Carniel, John..... 1218
Chapdelaine, Edouard..... 1214
Chassé, Joseph..... 1213
Côté, Néré..... 1215
Doucet, Ludovic..... 1219
Lambert, Philippe..... 1213
Lavoie, Ernest..... 1217
Ouimet, Richard..... 1220
St-Pierre, Évariste..... 1220
Thibodeau, Arthur..... 1212

RATIFICATION DE TITRE:—

Lamarre, Vincent & Albert..... 1208

VENTE PAR LICITATION:—

Lemire vs Trudel *et al*..... 1211
St-Jacques vs St-Jacques *et al*..... 1212

School Municipality of Saint Victor..... 1210
Parish of Saint Victor..... 1210

ERRATUM:—

St. Catherine Fruit Stores, Ltd..... 1206

LETTERS PATENT:—

Associated Constructions, Inc..... 1164
Bucks Food Products, Inc..... 1166
Canadian Livestock Co-Operative of Quebec, Ltd—Coopérative Canadienne de Bétail de Québec, Ltée..... 1167
Lewis Faber & Co., Ltd..... 1170
Marché Central, Limitée..... 1171
Mayflower Lunch, Limited..... 1172
McKee, Limited..... 1173
Palace Hotel Co., Ltd..... 1178
Regent Investment & Realty Co..... 1181
Seaman Kent Co., Ltd..... 1182
Sterling 5c to $1.00 Stores, Ltd..... 1186
The Croatian Home of Noranda, Inc.... 1187
The Valley Shoe Co., Ltd..... 1188
The Winrow's Public Markets, Inc..... 1191
Toiture & Construction, Limitée..... 1193
Wegler Mfg. Co., Ltd..... 1194
Willys-Overland (Quebec), Ltd..... 1194

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Dominion Cleaners & Dyers, Ltd..... 1197
Fabien, Limitée..... 1197
Garment Centre Capitol, Inc..... 1200
Peel Street Realties, Ltd..... 1103
Ste. Anne Investment Corp..... 1103
St. Leonards Golf & Country Club, Ltd.. 1104

NOTARIAL MINUTES:—

Déom, Joseph..... 1206
Lafortune, Victor..... 1207
Rheault, David-Hercule..... 1206

APPOINTMENTS:—

Miscellaneous..... 1222

PROCLAMATIONS:—

An Act to amend the Bread Act..... 1204
Parish of Saint Matthieu..... 1205

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Bédard, Ulric..... 1221
Bélair, Antonio..... 1214
Brodeur, Charles..... 1216
Carniel, John..... 1218
Chapdelaine, Edouard..... 1214
Chassé, Joseph..... 1213
Côté, Néré..... 1215
Doucet, Ludovic..... 1219
Lambert, Philippe..... 1213
Lavoie, Ernest..... 1217
Ouimet, Richard..... 1220
St-Pierre, Évariste..... 1220
Thibodeau, Arthur..... 1212

CONFIRMATION OF TITLE:—

Lamarre, Vincent & Albert..... 1208

SALE BY LICITATION:—

Lemire vs Trudel *et al*..... 1211
St-Jacques vs St-Jacques *et al*..... 1212

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ABITIBI:—

Buradouska vs Klemack..... 1222

BEAUCE:—

Cloutier vs Morin..... 1223
Jacques vs Latulippe..... 1223

BEDFORD:—

Messier vs Dextras..... 1224
Southern Canada Power vs Provinciale *alias* Provençale..... 1224

IBERVILLE:—

Beaudin *et vir* vs Raymond..... 1224
Gagné vs Beaudin..... 1225

JOLIETTE:—

Chevalier vs Larcheveque *et al*..... 1225
Perrault vs Perrault..... 1226

MONTRÉAL :—

Boucley vs Beliveau..... 1231
Cloutier vs Vaillancourt *et al*..... 1226
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Minaker *et vir*..... 1230
Gadbois *et al* vs Beaudin..... 1229
Gilmour vs Clancy..... 1231
Hart vs Nathanson *et al*..... 1232
Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Leveillé..... 1229
Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Leveillée..... 1226
Pesant vs Paris..... 1233
Poitevin vs Vermette..... 1227
Ross *et al* vs Doushkess..... 1233
The Synod of the Diocese of Montreal vs McGuigan *et al*..... 1234
The Yorkshire Ins. Co., Ltd. vs Poirier *et vir*..... 1231
Valiquette vs Boivin..... 1227
Vigeant *et vir* vs Greenberg *alias* Greenboom *et al*..... 1229
Ville de Sainte-Rose vs Marsil..... 1228

QUÉBEC:—

Auger vs Rivard..... 1237
Cité de Québec vs Chamberland..... 1235
Cité de Québec vs Déry..... 1235
Cité de Québec vs Roberge..... 1236
Godbout vs Wolfe..... 1237
Robitaille *et vir* vs Morissette..... 1237
St-Pierre vs St-Pierre..... 1236
Tardif vs Rousseau..... 1238
Trottier vs Savard..... 1236

RICHELIEU:—

Dauphinais vs Limoges..... 1238

ROBERVAL:—

Banque Canadienne Nationale vs Bélanger *et al*..... 1239
Fortin vs Girard..... 1240
Gagnon *et al* vs Girard..... 1240
Gagnon *et al* vs Villeneuve..... 1239

SHERIFFS' SALES:—

ABITIBI:—

Buradouska vs Klemack..... 1222

BEAUCE:—

Cloutier vs Morin..... 1223
Jacques vs Latulippe..... 1223

BEDFORD:—

Messier vs Dextras..... 1224
Southern Canada Power vs Provinciale *alias* Provençale..... 1224

IBERVILLE:—

Beaudin *et vir* vs Raymond..... 1224
Gagné vs Beaudin..... 1225

JOLIETTE:—

Chevalier vs Larcheveque *et al*..... 1225
Perrault vs Perrault..... 1226

MONTREAL :—

Boucley vs Beliveau..... 1231
Cloutier vs Vaillancourt *et al*..... 1226
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Minaker *et vir*..... 1230
Gadbois *et al* vs Beaudin..... 1229
Gilmour vs Clancy..... 1231
Hart vs Nathanson *et al*..... 1232
Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Leveillé..... 1229
Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Leveillée..... 1226
Pesant vs Paris..... 1233
Poitevin vs Vermette..... 1227
Ross *et al* vs Doushkess..... 1233
The Synod of the Diocese of Montreal vs McGuigan *et al*..... 1234
The Yorkshire Ins. Co., Ltd. vs Poirier *et vir*..... 1231
Valiquette vs Boivin..... 1227
Vigeant *et vir* vs Greenberg *alias* Greenboom *et al*..... 1229
Town of Sainte Rose vs Marsil..... 1228

QUEBEC:—

Auger vs Rivard..... 1237
City of Quebec vs Chamberland..... 1235
City of Quebec vs Déry..... 1235
City of Quebec vs Roberge..... 1236
Godbout vs Wolfe..... 1237
Robitaille *et vir* vs Morissette..... 1237
St-Pierre vs St-Pierre..... 1236
Tardif vs Rousseau..... 1238
Trottier vs Savard..... 1236

RICHELIEU:—

Dauphinais vs Limoges..... 1238

ROBERVAL:—

Banque Canadienne Nationale vs Bélanger *et al*..... 1239
Fortin vs Girard..... 1240
Gagnon *et al* vs Girard..... 1240
Gagnon *et al* vs Villeneuve..... 1239

SAINT-HYACINTHE:—

Auclair vs Desmarais..... 1241
Desautels vs Benoit..... 1243

TERREBONNE:—

Colford vs Deschambault..... 1245
Filiatrault vs Gauthier *et al*..... 1244
Guénette vs Cheurre..... 1244

TROIS-RIVIÈRES:—

Fréchette vs Dusseault *et al*..... 1245
Trépanier *et al* vs Veillette *et al*..... 1246

SAINT HYACINTHE:—

Auclair vs Desmarais..... 1241
Desautels vs Benoit..... 1243

TERREBONNE:—

Colford vs Deschambault..... 1245
Filiatrault vs Gauthier *et al*..... 1244
Guénette vs Cheurre..... 1244

TROIS RIVIERES:—

Fréchette vs Dusseault *et al*..... 1245
Trépanier *et al* vs Veillette *et al*..... 1246

QUÉBEC.—Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC.—Printed by REDEMPTI PARADIS, King's Printer.